



BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

Stratégie Nationale Genre 2020 - 2024 Burkina Faso

Document final

Janvier 2020



**Ce projet est financé par
L'Union européenne**

Contrat Cadre EuropeAid/138778/DH/SER/Multi

Lot 3: Droits Humains, Démocratie, Paix

Demande de prestation N° 2019/405478/1

Lettre de Contrat N° 2019/405478/1

Préparé par: SICI Dominus et Particip GmbH

Nestorine COMPAORE, PhD (Chef d'équipe)

Julie Rose OUEDRAOGO



Un projet mis en œuvre par
Particip Consortium

Particip consortium composé de: Particip, AAH, AOAV, ADE, Cardno, Coffey, DIIS, DRC, ECDPM, EPRD, Europlus, NCG, SICI DOMINUS, Tana, WYG

Ce rapport est préparé avec l'assistance financière de l'Union Européenne. Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne sont pas nécessairement partagées par l'Union Européenne ou par les Autorités du pays concerné

AVANT-PROPOS

Il sera élaboré par le SP/CONAPGenre.

Table de matières

AVANT-PROPOS	3
REMERCIEMENTS	6
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	7
RESUME EXECUTIF	9
1. ANALYSE DE LA SITUATION DU GENRE	10
1.2. Le contexte politique et socio-économique	11
1.2.1. Données géo-climatiques	11
1.2.2. Données macro-économiques.....	11
1.2.3. Données démographiques	12
1.2.4. Données socioculturelles	12
1.3. Le cadre institutionnel et organisationnel.....	13
1.3.1. Les acteurs publics	13
1.3.2. Les autres acteurs.....	15
1.4. Le cadre juridique	16
1.4.1. Au plan international.....	16
1.4.2. Au plan sous continental et sous-régional.....	16
1.4.3. Au plan national.....	17
1.5. Le bilan des politiques passées et en cours	17
1.5.1. La Politique nationale de Promotion de la Femme (PNPF 2004-2010)	17
1.5.2. La Politique Nationale Genre (PNG 2009-2019).....	18
1.5.3. Accès aux services sociaux de base	19
1.5.4. Facteurs de production économique	23
1.5.5. Accès à la justice, aux droits humains et à la protection juridique	26
1.5.6. Gouvernance administrative, politique et économique	29
1.6. Les forces et les faiblesses	31
1.4. Les opportunités et les menaces	32
1.5. Les grands défis à relever	32
2. ELEMENTS DE LA STRATEGIE.....	35
2.1. Les fondements politiques	35
2.1.1. Fondements internationaux.....	35
2.1.2. Instruments continentaux et régionaux	35
2.1.3. Les fondements politiques au niveau national	36
2.2. Vision de la Stratégie Nationale Genre 2020-2024	37
2.3. Les principes directeurs	37
3. LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES	39
3.1. L'objectif global.....	39
3.2. Les impacts attendus	39
3.3. Les axes stratégiques, objectifs stratégiques et effets attendus.....	39
AXE 1 : ACCES EGAL A LA JUSTICE ET A LA PROTECTION JURIDIQUE	39
AXE 2: PROMOTION DE L'EQUITE D'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE ET A LA PROTECTION	42
AXE 3 : AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES ET FILLES.....	46
AXE 4 : PARTICIPATION, REPRESENTATION ET INFLUENCE POLITIQUE EGALE	48
AXE 5 : PILOTAGE DE LA STRATEGIE NATIONALE GENRE.....	50
4. DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION	52
4.1. Dispositions de mise en œuvre	52
1.6.1. 4.1.1 Instruments de mise en œuvre	52
1.6.2. 4.1.2. Acteurs de mise en œuvre.....	53
4.2. Cadre organisationnel de mise en œuvre	55
4.2.1. Organes de mise en œuvre	55
4.2.2. Instances de mise en œuvre.....	57

4.3. Le suivi et l'évaluation.....	58
4.3.1. Le mécanisme de suivi et d'évaluation.....	58
4.3.2. Les outils de suivi et d'évaluation	59
4.4. Le mécanisme de financement	59
5. ANALYSE ET GESTION DES RISQUES	61
ANNEXES	63
ANNEXE 1: CADRE LOGIQUE DE LA STRATEGIE NATIONALE GENRE 2020-2024.....	63
ANNEXE 2 : CADRE DE MESURE DE PERFORMANCE DE LA STRATEGIE NATIONALE GENRE 2020-2024 .	78
ANNEXE 3 : TABLEAU- RECAPITULATIF DES AXES STRATEGIQUES, OBJECTIFS STRATEGIQUES, EFFETS ATTENDUS ET INDICATEURS.....	92

REMERCIEMENTS

La Stratégie Nationale Genre 2020-2024 a été élaboré par Nestorine SANGARE/COMPAORE PhD (Sociologue-Géographe), Julie Rose OUEDRAOGO (juriste), au nom du Consortium regroupant SICI DOMINUS et Particip.

Nous voudrions remercier la Délégation de l'Union Européenne pour son appui financier pour la réalisation de la présente mission d'évaluation et pour avoir mandaté le. Nos remerciements vont au Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et des Affaires Humanitaires et à sa structure technique, le Secrétariat Permanent du Conseil National pour la Promotion du Genre (SP/CONAPGenre). Notre gratitude s'adresse également au Comité de Pilotage de l'Evaluation de la Politique Nationale Genre, qui a suivi et soutenu tout le processus, et aux membres du Cadre de Concertation Genre des PTF, qui ont offert leur soutien et ont joué un rôle important dans la collecte de la documentation et des informations.

Les données et les informations ont été recueillies grâce à un atelier participatif réunissant les membres des cellules genre des Ministères, les Directeurs régionaux de certains ministères, les représentants des OSC, des leaders coutumiers et religieux, les personnes-ressources genre et les coordonnatrices des femmes des régions. Aux femmes et aux hommes représentant.e.s des services techniques, des autorités locales, des ONG, des OSC, des femmes bénéficiaires et des leaders, qui nous ont accueillis tant à Ouaga que dans les régions d'enquête de terrain, nous disons aussi un grand merci.

Nous tenons à remercier particulièrement Assétou Kaboré du SP/CONAPGenre et son équipe, Sévérine Arnal et Violaine Coulaud Savel de la Délégation de l'Union Européenne, Paul Elise Henry de la Coopération Canadienne (Chef de file du CCG), pour leur appui et leurs conseils précieux tout au long de la mission.

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AFP-PME : Agence de Financement et de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
BSGDE : Budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant
BTP : Bâtiments et travaux publics
CADHP : Cour/Commissions africaine des droits de l'homme et des peuples
CAMEG : Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques
CEDEAO : Communauté Economiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEDEF : Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CIDG : Cadre intersectoriel de dialogue sur le genre
CIRDG : Cadres intersectoriels régionaux de dialogue sur le genre
CPG : Cellules institutionnelles/ministérielles pour la promotion du genre
CPN : Consultation pré-natale
CSD : Cadres sectoriels de dialogue
DAF : Direction de l'Administration des finances
DGEP : Direction générale de l'économie et de la planification
DGESE : Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DMP : Direction des Marchés Publics
DREP : Direction régionale de l'économie et de la planification
DSSR : Droits de la santé sexuelle et de reproduction
EDS : Enquête Démographique et de Santé
EFTP : Enseignement et formation technique professionnelle
EMC : Enquête Multisectorielle Continue
FAARF : Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes
FAIJ : Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes
FAPE : Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi
FASI : Fonds d'Appui au Secteur Informel
FBDES : Fonds Burkinabè de Développement Economique et Social
FCG : Fonds commun genre
GAR : Gestion axée sur les résultats
HIMO : Haute Intensité de main-d'œuvre
IARV : Anti-retro-viraux
IDH : Indice de développement humain
IMC : Indice de Masse Corporelle
INSD : Institut national de la statistique et de la démographie
IPC : Indice de Prévalence Contraceptive
ISF : Indice synthétique de fécondité
MASSN : Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale
MFPTSS : Ministère de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale
MGF : Mutilation génitale féminine
MINEFID : Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MNT : Maladies non transmissibles
MPFG : Ministère de la promotion de la femme et du genre
ODD : Objectifs de développement durable
OMD : Objectifs du millénaire pour le développement
OMS : Organisation mondiale de la santé
ONEA : Office national de l'eau et de l'assainissement
OSC : Organisations de la société civile
PAE/JF : Programme d'autonomisation économique des jeunes et des femmes
PCD : Plans communaux de développement
PF : Planification familiale
PFNL : Produits forestiers non ligneux
PIB : Produit intérieur brut
PNDES : Plan National de Développement Economique et Social
PNUD : Programme des nations unies pour le développement

PRD : Plan régional de développement
 PSCE/JF : Programme Spécial de création d'emploi pour les Jeunes et les Femmes
 PS-CSM : Politique sectorielle commerce et services marchands
 PS-CTSL : Politique sectorielle- Culture, tourisme, sport et loisirs
 PS-EAA : Politique sectorielle- Environnement, eau et assainissement
 PS-EF : Politique sectorielle- Education et formation
 PS-GAL : Politique sectorielle- Gouvernance administrative et locale
 PS-GE : Politique sectorielle- Gouvernance économique
 PS-ITCH : Politique sectorielle- Infrastructure de transport, de communication et d'habitat
 PS-JDH Politique sectorielle – Justice et droits humains
 PSN : Politique sanitaire nationale
 PS-PASP : Politique sectorielle- Production agro sylvopastorale
 PS-RI : Politique sectorielle- Recherche et de l'innovation
 PS-TEPS : Politique sectorielle- Travail, emploi et protection sociale
 PS-TIA : Politique sectorielle- Transformation industrielle et artisanale
 PTF : Partenaire technique et financier
 PV VIH : Personne vivant avec le VIH
 RGPH : Recensement général de la population et de l'Habitat
 RNV : Rapport national volontaire
 SCADD : Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
 SNADDT : Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
 SNG : Stratégie nationale genre
 SP/CONAP-genre : Secrétariat permanent du Conseil national pour la promotion du genre
 SSR : Santé sexuelle et de reproduction
 SWEDD: Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend
 TBS : Taux Brut de Scolarisation
 TIC : Technologie de l'information et de la communication
 TME : Taux de transmission résiduelle du VIH
 UA : Union africaine
 UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
 VBG : Violence basée sur le genre
 VIH/SIDA : Virus de l'Immunodéficience Humaine / Syndrome Immunodéficience Acquise

RESUME EXECUTIF

L'article 1 de la Constitution burkinabè stipule que tous les citoyens naissent libres et égaux en droit. Tous ont une égale vocation à jouir de tous les droits et de toutes les libertés garantis par la présente Constitution. Les discriminations de toutes sortes, notamment celles fondées sur la race, l'ethnie, la région, la couleur, le sexe, la langue, la religion, la caste, les opinions politiques, la fortune et la naissance, sont prohibées. Dans les faits, les inégalités entre les hommes et les femmes existent et persistent malgré les actions menées au cours des décennies écoulées pour la promotion féminine et la réduction des inégalités liées au genre. Les valeurs socioculturelles sont à la base de nombreuses discriminations défavorables aux femmes qui maintiennent les inégalités observées. Ce constat a été fait lors de l'évaluation de la Politique Nationale de promotion de femme en 2010.

Les mêmes constats sont faits à l'issue de l'évaluation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (2009-2019). Il ressort en effet que les actions mises en œuvre ont permis des avancées notables dans le secteur de l'éducation et dans une certaine mesure dans l'accès des hommes et des femmes aux facteurs de production et aux services et soins de santé. En ce qui concerne les problèmes de santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles, l'influence des normes socioculturelles est établie. Au sein des couples, le recours aux méthodes contraceptives et à la Planification familiale dépend principalement de la décision des conjoints hommes. En ce qui concerne la participation et la représentation des femmes dans les instances électives et nominatives, les données sont très en-dessous du quota de 30% prévue par la loi 0106/2009 votée à ce propos. Au Parlement, les femmes ne sont que 14,17% une décennie après l'adoption de ladite loi. Les facteurs explicatifs des résultats peu satisfaisants sont d'ordre institutionnel, technique, financier, politique et socioculturel.

Conscient de cette situation, le gouvernement burkinabè a adhéré à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et en particulier son Aspiration 6 : « Une Afrique où le développement est piloté par ses populations, qui tire pleinement parti de leur potentiel, en particulier celui de ses femmes et ses jeunes, et qui se préoccupe du bien-être de ses enfants ». Il a souscrit aussi à l'Agenda 2030 des Nations Unies, particulièrement à l'Objectif 5 des ODD : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ». Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) est en cohérence avec ces référentiels internationaux. Le PNDES prône la promotion des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes. L'un des effets attendus est libellé comme suite « Les inégalités sociales et de genre sont réduites et la femme est promue comme acteur dynamique du développement ». Les domaines prioritaires visés sont : i) la santé maternelle et de la planification familiale ; ii) l'éducation au primaire, post-primaire et secondaire ; iii) la promotion de l'emploi décent et la protection sociale pour tous, particulièrement pour les jeunes et les femmes. Un résultat escompté de ce plan est « l'augmentation de la proportion de femmes propriétaires d'entreprises parmi les entrepreneurs de 21% en 2015 à 50% en 2020 ».

La mise en œuvre de ce Plan a été amorcée à l'aide de 14 politiques sectorielles traduites en plan d'actions ministériel par les départements ministériels. C'est dans le secteur de planification Travail Emploi et Protection Sociale que la question du genre et de la femme a été rattachée. L'Etat a en outre adopté le Budget Programme et la Budgétisation sensible au Genre et aux Droits de l'Enfant (BSGDE) qui est testé par six (6) ministères en 2019 dans la perspective d'une généralisation d'ici à 2021. Malheureusement, la mise en œuvre du PNDES se passe dans un contexte de crises multidimensionnelles (alimentaire, économique, humanitaire, sécuritaire, socio-politique, etc.). Les conséquences de ces crises inédites posent des problèmes de protection juridique, de protection sociale et de prise en charge alimentaire et psychosociale des femmes et des enfants qui composent la majorité des 486 360 personnes déplacées internes recensées au 02 octobre 2019. La gestion des conflits et la promotion de la réconciliation et la paix par la justice transitionnelle apparaissent comme

des alternatives indispensables pour préserver les femmes et les hommes des conséquences néfastes d'une persistance et aggravation des multiples crises actuelles.

Dans ce contexte la Stratégie Nationale Genre 2020-2024 a une vision qui s'énonce comme suite : **« bâtir une société d'égalité et d'équité entre hommes et femmes, et qui assure, à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour leur épanouissement social, culturel, politique et économique »**. Cette vision prend bien en compte les nombreux défis prioritaires du contexte national et est définie de manière de garantir et soutenir la quête légitime de sécurité exprimée actuellement par la majorité des citoyens burkinabè sans distinction d'appartenance sexuelle.

L'objectif global de la stratégie nationale genre 2020-2024 est de **favoriser l'instauration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles au Burkina Faso**. Les deux principaux impacts attendus de la SNG sont : (i) la protection des droits de la femme et de la jeune fille est garantie et (ii) les inégalités sociales et de genre sont réduites et la femme est promue comme acteur dynamique du développement.

Cinq (05) axes stratégiques ont été retenus avec des objectifs stratégiques et effets attendus. Ces axes stratégiques, les objectifs et les effets attendus ont été définis sur la base des principaux défis qui découlent de l'analyse diagnostique de situation., les cinq (05) axes stratégiques sont : (i) Accès égal à la justice et à la protection juridique, (ii) Promotion de l'équité d'accès aux services sociaux de base et à la protection, (iii) Autonomisation économique des femmes et filles, (iv) : Participation, représentation et influence politique égale (v) Coordination et pilotage. Au total, 45 actions prioritaires ont été identifiées pour l'ensemble des 5 axes stratégiques. L'opérationnalisation de la stratégie se fera à travers l'élaboration de plans d'actions triennaux glissants et de plans de travail annuel.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. ANALYSE DE LA SITUATION DU GENRE

1.1. Définition conceptuelle et démarche méthodologique

Dans le cadre de l'élaboration de la présente Stratégie Nationale Genre 2020-2024, la définition du concept de genre retenue de façon consensuelle et utilisée au cours des dix années passées. Elle stipule que : *« le genre doit être analysé sous l'angle des inégalités et des disparités entre hommes et femmes en examinant les différentes catégories sociales dans le but d'une plus grande justice sociale et d'un développement équitable »*.

Pour les autres concepts utilisés dans le présent document, un glossaire est proposé en annexe pour de plus amples informations.

Le processus d'élaboration de la Stratégie Nationale Genre a connu plusieurs étapes. Elle s'est faite suivant une démarche participative impliquant toutes les parties prenantes. Un comité de pilotage présidé par le SP/CONAPGenre a été mis en place pour accompagner tout le processus d'élaboration et amender les différents documents produits. L'élaboration de la Stratégie Nationale Genre constitue la deuxième étape d'une mission qui a permis dans un premier temps de faire l'évaluation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (2009-2019). Les résultats de cette évaluation ont servi pour établir l'état des lieux des inégalités entre les hommes et les femmes. Par ailleurs, un atelier national de formulation de la Stratégie Nationale Genre a réuni les représentants des ministères (au niveau central et déconcentré), des OSC, des PTF, des parlementaires, des leaders coutumiers et religieux, des

coordinations de femmes et des personnes ressources genre. Le document préliminaire de la SNG a été présenté aux membres statutaires du CONAPGenre lors de la Session annuelle 2019. Après des rencontres de validation technique par le Comité de pilotage, le document provisoire de la SNG a fait l'objet d'un atelier national de validation avant sa soumission à l'examen de la Commission nationale de planification du développement et son adoption par le Conseil des Ministres.

Dans cette partie sont abordées les informations concernant le contexte politique, socio-économique et culturel ainsi que le cadre organisationnel et juridique dans lesquels s'inscrivent la Stratégie Nationale Genre. Le genre étant une thématique transversale, multisectorielle impliquant plusieurs acteurs à divers niveaux d'intervention, une description synthétique de ces acteurs et de leurs rôles est également faite. La présente partie traite également du bilan des politiques et stratégies antérieures et se termine par une revue des forces, faiblesses, opportunités, menaces et des défis du sous-secteur transversal genre.

1.2. Le contexte politique et socio-économique

1.2.1. Données géo-climatiques

Pays enclavé au centre de l'Afrique occidentale, le Burkina Faso s'étend sur 625 km du nord au sud et sur 850 km d'est en ouest et couvre une superficie de 274 000 km². La position géographique du Burkina Faso, au centre de la zone soudano-sahélienne de l'Afrique de l'Ouest, le rend particulièrement exposé aux effets néfastes de la variabilité et des changements climatiques¹. Le climat est de type tropical caractérisé par deux saisons bien tranchées : une saison sèche (octobre-mai) et une saison pluvieuse appelée hivernage (juin-septembre). En année moyenne, le pays reçoit environ 206,9 milliards de m³ d'eau répartis en volumes écoulés (4,16%), infiltrations (15,66%) et évaporation (80,18%). La capacité de stockage des lacs d'eau de surface est estimée à un peu plus de 5 milliards de m³ ; cependant en année moyenne, ces ouvrages n'en stockent qu'environ 2,66 milliards (GIRE, 2001). L'analyse des données climatologiques indique une nette augmentation des températures et une régression de la pluviométrie ces dernières années. Les tendances climatiques montrent une augmentation des températures moyennes de 0,8°C à l'horizon 2025 et de 1,7°C à l'horizon 2050 ainsi qu'une diminution de la pluviométrie de -3,4% en 2025 et à -7,3% en 2050. Ces changements auront pour conséquences (i) une nette diminution des disponibilités en eau, (ii) une régression du potentiel de biomasse, (iii) une réduction drastique et une dégradation des pâturages. Dès lors, on observera une baisse notable de productivité de tous les secteurs socio-économiques.

1.2.2. Données macro-économiques

Le Burkina Faso est classé parmi les pays les plus pauvres du monde avec un produit intérieur brut (PIB) par tête estimé à 792 US\$ en 2014 et de 731\$ en 2018². Les indicateurs macro-économiques montrent que le pays a enregistré une croissance économique moyenne de 5,7% entre 2005 et 2015 (PNDES, 2016). La part moyenne des secteurs d'activités dans le PIB est estimée à 22% pour le secteur primaire, 26% pour le secteur secondaire et 52% pour le secteur tertiaire (Banque mondiale, 2014). La part du secteur tertiaire dans le PIB est passée de 37,4% en 2012 à 42,2% en 2016 dominé par les services marchands. Aussi, la part du secteur informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire passera de 20,7% en 2015 à 15% en 2020 et 12,5% en 2027. Le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, sylviculture) occupe environ 80% de la population. Les principales spéculations sont le sorgho, le mil, le maïs, le riz, l'arachide et le coton. Le Burkina Faso reste l'un des premiers pays exportateurs de coton

1 Ministère de l'environnement et du Cadre de vie (2007): Programme d'action national d'adaptation a la variabiliteet aux changements climatiques

²<https://www.populationdata.net/pays/burkina-faso/>

en Afrique, mais la production a beaucoup baissé ces dernières années. En 2018, le secteur minier a apporté 266,026 milliards F CFA dans les recettes budgétaires, contre 226 milliards FCFA en 2017. Le secteur a contribué à 11,4% à la formation du Produit intérieur brut (PIB). La sensibilité de l'or et du coton à la volatilité des cours mondiaux impacte fortement l'économie du pays.

1.2.3. Données démographiques

Estimée à 8,8 millions d'habitants en 1990, la population burkinabè est passée de 14 017 262 en 2006. Selon les projections faites par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), la population devait atteindre 20 244 080 en fin 2018³. Les données présentées dans le PNDES⁴ montrent que l'incidence de la pauvreté a été établie en 2014 à 40,1%. Elle touche plus le milieu rural avec une incidence de 47,5% contre 13,6% en milieu urbain. La densité a progressé de 32,2 hbts/km² en 1990 à 68,2 hbts/km² en 2016 selon l'INSD. La population, composée de 51,3% de femmes, se caractérise par son extrême jeunesse⁵ (50% de la population a moins de 16 ans, 30,4% des jeunes ont un âge compris entre 15 et 35 ans) et par sa forte ruralité (77,3% habitent en milieu rural). Elle croît au rythme annuel moyen de 3,1%, et se caractérise par sa jeunesse (plus de 60% de moins de 20 ans)⁶. Toutefois, le taux de fécondité des femmes, qui était estimé à 7 enfants en 1990, est maintenant à 5,4 en 2016. La population est majoritairement rurale. L'espérance de vie a progressé de 49 ans en 1990 à 57 ans en 2010 et à 60 ans en 2016. Elle est de 61,9 ans pour les femmes contre 60,4 chez les hommes en 2018. L'Indice de développement humain (IDH) du Burkina Faso qui était de 0,420 en 2016 (classant le pays au 185^{ème} rang sur 188 pays) est passé à 0,434 en 2018⁷. L'IDH2018 pour les femmes est de 0.403 contre 0.461 pour les hommes, ce qui donne un indice de Développement de Genre (IDG) de 0.875. Le Burkina Faso affiche un indice d'inégalité Genre (IIG) de 0.612, qui le place au 147^{ème} rang sur 162 pays dans cet indice en 2018. La croissance démographique est considérée actuellement comme un défi pour le développement national, ce qui justifie la mise en place d'initiatives visant sa réduction.

1.2.4. Données socioculturelles

Avec plus de soixante groupes ethniques sur son territoire, le Burkina Faso est considéré comme une mosaïque culturelle. Cette diversité culturelle se fonde sur des valeurs essentielles et des normes et pratiques très variées qui déterminent les rapports entre les hommes et les femmes dans la société. Autant les traditions ancestrales que les religions importées soutiennent une forme d'organisation sociale patriarcale dans la majorité des groupes ethniques. Il en découle plusieurs discriminations sociales au détriment des femmes et filles et des pratiques traditionnelles néfastes qui violent leurs droits humains fondamentaux. Avec des pratiques comme : la préférence et valorisation sociale des garçons, la différenciation des droits des garçons et des filles, l'excision, les mariages précoces et forcés, la polygamie, le lévirat, le sororat, le manque de pouvoir de décision des femmes, l'éducation à la soumission vis-à-vis de l'homme, l'expropriation des biens des femmes, la tolérance sociale des violences faites aux femmes et filles sont autant de pratiques très répandues qui freinent le développement social et économique national.

La société est actuellement en phase de transition de tradition vers la modernité et cela s'accompagne de nombreux conflits liés à la confrontation des valeurs. La promotion des droits de la femme et de l'égalité entre les sexes ainsi que la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sont des combats de longue haleine. La conciliation entre le droit moderne et le droit

3 INSD, Recensement Général de la Population et de l'Habitation 2006

4 [Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020]

5 INSD, Enquête multisectorielle 2014

6 INSD : « Enquête démographique 2009 » actualisé 2016

7 Rapport sur le développement humain 2019. Les inégalités de développement humain au XXI^{ème} siècle. Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2019

coutumier pose particulièrement un problème car l'Etat adopte des textes et lois favorables aux droits humains des femmes et des filles qui sont peu ou pas bien appliquées. L'amélioration significative de la situation de la femme burkinabè et l'instauration de l'égalité de droit entre les hommes et les femmes restent encore des objectifs à atteindre dans l'avenir. Il faut un changement du statut social de la femme pour pouvoir améliorer les conditions de vie des femmes et faire d'elles des actrices et bénéficiaires des politiques et programmes de développement mis en œuvre dans le pays.

1.3. Le cadre institutionnel et organisationnel

A cause de son caractère transversal, le sous-secteur genre et développement concerne tous les acteurs du développement national, tant au niveau central, local que communautaire étant donné les transformations qu'il implique au niveau des institutions, des communautés et des individus.

1.3.1. Les acteurs publics

Au niveau des acteurs publics, il y a d'abord toutes les institutions de l'Etat qui sont dotées de cellules genre et qui mènent des actions dans ce domaine.

- La **Présidence du Faso** a un rôle important d'orientation et de décision par rapport au choix des priorités nationales en matière de développement, d'allocation des ressources publiques et de coordination de la synergie de l'action gouvernementale. Les plaidoyers menés par les femmes au cours de la décennie écoulée (lors des Foras des femmes et du 8 Mars) ont été pris en compte par les autorités politiques et ont donné lieu à des orientations et directives en faveur des femmes et de l'égalité de genre. Mais, l'allocation des ressources financières n'a pas été à la hauteur des objectifs et attentes contenus dans les plans d'action à mettre en œuvre. Des mesures incitatives fortes sont encore attendues pour accroître la participation et représentation des femmes dans les instances de décision électives et nominatives.
- Le **Parlement burkinabè** dispose d'un Caucus genre très dynamique dans les actions en faveur de la femme et de l'égalité de genre. L'organisation du Forum sur l'autonomisation de la femme constitue une des actions marquantes du Parlement en 2019. Cependant, des insuffisances sont constatées dans le suivi parlementaire de l'action gouvernementale au niveau de la mise en œuvre des politiques et programmes prioritaires ayant trait à la promotion de l'égalité entre les sexes. Les missions parlementaires dans le domaine de la santé de la reproduction n'ont pas été suivies d'actions coercitives à l'égard de l'Exécutif. De même, les questions orales et écrites adressées aux membres du gouvernement sur des thèmes d'intérêt (accès à la terre, grossesses précoces en milieu scolaire) ne donnent pas lieu à des lois visant à réduire les inégalités observées et éradiquer leurs causes.
- **Le Premier Ministre** : En tant que Chef du gouvernement et responsable de la coordination de l'action gouvernementale, il joue un rôle important dans la synergie interministérielle qui est indispensable à la mise en œuvre d'une politique transversale en matière de genre. Le Premier Ministre est le Président du Conseil National pour la Promotion du Genre. A ce titre, l'institution est impliquée dans l'organisation annuelle des sessions du Conseil. Il veille à l'exécution des priorités politiques de l'Etat parmi lesquelles figure la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes.
- **Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (MFSNFAH)** : de part ses missions et attributions, ce département est chargé de coordonner et veiller à la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de promotion de la femme et de l'égalité de genre. En tant que structure de tutelle de la mise en œuvre des politiques de genre, le

Ministère joue un rôle technique en faveur de l'institutionnalisation et de l'intégration transversale du genre dans toutes les politiques publiques et la mise en œuvre effective des actions planifiées dans ce domaine.

En plus du Secrétariat Permanent du Conseil National pour la Promotion du Genre, plusieurs services techniques du Ministère sont responsabilisés pour l'exécution des missions qui lui sont dévolues. Il s'agit entre autres des structures suivantes :

- Direction générale de la femme et du genre (DGFG)
- Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)
- Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF)
- Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (SP/CNLPE)
- Directions Régionales de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (DRFSNFAH)
- Secrétariat Permanent du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (SP/CONASUR)

L'étude mandatée par le FCG sur l'application de la transversalité⁸ et l'évaluation de la mise en œuvre de la PNG⁹ ont révélé les insuffisances actuelles du ministère de tutelle pour piloter et coordonner les actions prioritaires dans le domaine du genre. Il y a une insuffisance des ressources humaines en quantité et qualité pour assurer le leadership technique requis. A cela, s'ajoute la faible allocation de ressources financières pour la mise en œuvre des stratégies et plans d'actions dédiés aux femmes et filles (entreprenariat féminin, lutte contre l'excision, lutte contre le mariage d'enfant, promotion et protection des filles, autonomisation économique des femmes et filles, etc)

Le genre étant une question transversale, tous les ministères et institutions de l'Etat ont un rôle à jouer pour l'atteinte des objectifs visés. Certains ministères ont déjà engagé des actions notables (agriculture, commerce, défense, éducation, finances, santé, etc). Parmi les ministères clés figurent :

- **Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID) :** Ce ministère occupe une position de Vice-Président au niveau du CONAPGenre, au même titre que le Ministère en charge de la femme et du genre. Il coordonne le processus d'élaboration du budget de l'Etat et procède à l'arbitrage technique des projets de budget et décide des régulations pendant l'exécution budgétaire par les départements ministériels. Ce Ministère s'est engagé pour l'appui technique aux ministères pour l'application de la BSGDE. Il coordonne aussi la stratégie nationale de mobilisation des ressources auprès des PTF pour le financement des programmes et projets de développement. Jusque-là, les ressources allouées par le MINEFID ne sont pas suffisantes pour la mise en œuvre des initiatives publiques en genre. Avec la BSGDE qui va être généralisée, l'on peut espérer une augmentation des allocations financières en fonction des actions à mettre en œuvre.
- **Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale (MATDC)** est aussi Vice-Président du CONAPGenre: Auparavant, la décentralisation et la mise en œuvre des Plans locaux de développement constituaient les raisons explicatives de ce positionnement institutionnel. Jusque-là, la planification du développement local ne prend pas assez en compte les préoccupations liées au genre. La mise en œuvre des politiques publiques y relatives est un défi important pour pouvoir garantir un développement équitable et durable. A cause du contexte national marqué par l'insécurité et les attaques terroristes, ce département

⁸ Fonds Commun Genre: Etude de référence sur l'application de la transversalité du genre au Burkina Faso (2018)

⁹Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (MFSNFAH): Evaluation de la Politique Nationale Genre du Burkina Faso 2009 - 2019 (rapport final).

devient un des acteurs publics prioritaires pour la SNG, notamment en ce qui concerne la protection sociale et la prise en charge humanitaire des victimes (hommes/femmes).

La Stratégie Nationale Genre est transversale et concerne tous les ministères membres des 14 secteurs de planification du PNDES qui sont tous dotés de Cellules genre. Selon les termes du décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attributions des membres du gouvernement, la stratégie nationale genre est portée par les ministères appartenant au secteur Travail, Emploi, Protection Sociale, (TEPS). A ces ministères du secteur TEPS s'ajoutent ceux qui mènent actuellement des actions phares dans le domaine du genre ou qui doivent intensifier leurs actions en raison des besoins sécuritaires et humanitaires et de la volonté politique de promouvoir l'autonomisation économique des femmes et filles.

1.3.2. Les autres acteurs

- La société civile

Depuis des décennies, la société civile (dans toutes ses composantes) a été pionnière dans la défense des droits des femmes et des filles ainsi que la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes au Burkina Faso. En plus du plaidoyer, elle assure la veille citoyenne et met en œuvre des actions novatrices en faveur du sous-secteur genre. Les OSC nationales et internationales ainsi que les organisations à base communautaire (OBC) contribuent à la mobilisation sociale, à l'information, à l'éducation citoyenne, à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques, stratégies et programmes en lien avec les questions de genre. Cependant, les actions genre des OSC demeurent à petite échelle, morcelées et sans possibilité de mise à l'échelle par manque de moyens financiers. De même, la collaboration avec le SP/CONAPGenre doit être améliorée pour permettre de suivre et capitaliser leurs réalisations. La faible implication des OSC féminines par manque de capacités pour élaborer des projets finançables est une source de préoccupation.

- Les communautés de base

A la différence d'autres questions de développement, la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes implique une transformation profonde des normes et valeurs sociales qui régissent l'organisation et le fonctionnement de la société de façon globale et la vie des communautés de base en particulier. L'utilisation des approches participatives au cours des décennies écoulées vise l'appropriation des politiques et programmes par les communautés et leurs membres. Beaucoup de communautés de base sont très engagées en faveur du changement des rapports de genre, permettant ainsi l'émergence de femmes leaders très appréciées par les populations. La prise de conscience, l'implication et la responsabilisation des communautés elles-mêmes sont les principaux garants des changements au niveau des mentalités et pratiques discriminatoires contre les femmes et les filles. Jusque-là, la contribution des communautés et les initiatives endogènes sont quelque peu négligées dans les efforts actuels pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. Bien que les leaders coutumiers et religieux soient de plus en plus impliqués, la responsabilisation et contribution endogène des communautés reste peu documentée.

- Les partenaires techniques et financiers

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) bilatéraux et multilatéraux accompagnent l'Etat et ses démembrements dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques. Elles apportent leurs appuis sur le plan technique et financier à la mise en œuvre de la stratégie nationale genre pour la promotion de l'égalité hommes femmes dans le développement national à travers le Cadre de Concertation des PTF en Genre (CCG) et le Fonds Commun Genre (FCG). Avec des mécanismes et modalités variées, les PTF sont des partenaires incontournables pour l'avènement de l'égalité des sexes. Les conditions d'accès aux financements des PTF sont très complexes et les sources très rares. Les lourdeurs administratives jouent sur les décaissements, limitant ainsi les taux d'absorption des ressources allouées par les membres du FCG.

- Le secteur privé

Plusieurs entreprises (Téléphonie mobile et banques) sponsorisent les activités du ministère en charge de la femme à travers leurs fondations et décernent des prix annuels aux femmes entrepreneurs et modèles. Certaines investissent dans la construction d'infrastructures sociales au profit des femmes et des jeunes filles. Dans le cadre de la citoyenneté d'entreprise, plusieurs acteurs du secteur privé entreprennent des actions en faveur des femmes. C'est le cas notamment pour les entreprises minières dont l'appui au Fonds Minier de Développement Local va profiter aux femmes et aux hommes. Au niveau du secteur privé, un suivi des interventions n'est pas encore fait pour permettre d'apprécier leur importance et leur impact.

- Les institutions sous régionales et régionales

Les institutions sous régionales et régionales accompagnent les acteurs intervenant dans le sous-secteur transversal du genre sur le plan technique et financier. L'UEMOA et la CEDEAO soutiennent les initiatives régionales dans le domaine du genre en impliquant le Burkina Faso. Le Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre est l'avant-garde des efforts consentis (bourses pour les filles, réparation des fistules obstétricales, lutte contre les violences, etc). La mise en place de nouvelles institutions thématiques sur le Dividende Démographique constitue une innovation importante pour la collaboration entre pays. Les actions de ces institutions ont connu une augmentation notable ces dernières années, mais il manque une évaluation et capitalisation des réalisations au niveau national.

1.4. Le cadre juridique

1.4.1. Au plan international

Au niveau des textes juridiques internationaux de référence figurent :

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée le 10 décembre 1948 ;
- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté le 16 décembre 1966 et entré en vigueur le 23 mars 1976. Le Burkina Faso y a adhéré le 4 janvier 1999;
- Le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, adopté le 16 décembre 1966 et entré en vigueur le 03 janvier 1976. Le Burkina Faso a adhéré à ce pacte le 4 Janvier 1999;
- La Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discriminations à l'Égard des Femmes (CEDEF) ratifiée en 1984 par le Burkina Faso;
- La Résolution numéro 48/104 portant Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes du 20 décembre 1993
- La Résolution 1325 du SNU sur les femmes, la paix et la sécurité de 2000 ;
- La résolution 1820 sur les violences sexuelles pendant les conflits armés et le renforcement du langage concernant la violence sexuelle ;
- La résolution 2242 du 13 octobre 2015 sur le renforcement des actions en faveur du programme femmes, paix et sécurité ;
- La Convention relative aux droits de l'enfant (1989).

1.4.2. Au plan sous continental et sous-régional

Les textes juridiques de référence au niveau continental et sous-régional sont :

- Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, relatif aux droits des femmes (Protocole de Maputo) de 2005
- La Déclaration des Chefs d'Etats et de Gouvernement sur l'Égalité entre les Femmes et les Hommes de 2004 et la Politique Genre de l'UA de 2008,

- L'Article 63 du Traité révisé de la CEDEAO ;
- Acte Additionnel A/SA.02/05/15 Relatif à l'Egalité de Droits entre les Femmes et les Hommes pour le Développement Durable dans l'Espace CEDEAO ;
- La Vision 2020 de la CEDEAO ;

1.4.3. Au plan national

La Constitution du 11 juin 1991 est le principal fondement juridique de la SNG. Elle stipule à son article 1 que tous les burkinabè naissent égaux sans distinction aucune basée sur le sexe. Au niveau national, le cadre juridique est très riche.

- La loi N°025-2018/AN portant Code pénal ;
- La loi n° 027-2018/AN du 1^{er} juin 2018 portant statut du cadre de la police nationale
- La loi 038-2016/AN du 24 novembre 2016 portant statut général des personnels des forces armées nationales ;
- La loi n°024-2016 du 17 octobre 2016 portant promotion des droits des personnes âgées;
- La loi n°061-2015 /CNT du 06 septembre 2015 portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes
- La loi n°012-2014/AN du 22 avril 2014 portant loi d'orientation relative à la prévention et à la gestion des risques, des crises humanitaires et des catastrophes;
- La loi n°034-2012/AN du 02 juillet 2012 portant Réorganisation Agricole et Foncière au Burkina Faso et la loi 034-2009/AN portant régime foncier rural ;
- La loi n°012-2010 du 1^{er} avril 2010 portant protection et promotion des personnes handicapées, les textes instituant le certificat d'indigence ;
- La loi n°010-2009/AN du 16 avril 2009 portant fixation de quotas aux élections législatives et municipales au Burkina Faso ;
- La loi n°028-2008/AN du 13 mai 2008 portant code du travail ;
- La loi n°033-2008/AN du 22 mai 2008 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents des Etablissements publics de l'Etat ;
- La loi n°043/96/ADP du 13 novembre 1996 portant répression de l'excision au Burkina Faso
- La Zatu an VII du 16 novembre 1989 portant Code des personnes et de la famille ;

L'ensemble des textes internationaux ratifiés ont permis de faire une domestication des dispositions au niveau national par l'adoption de lois favorables aux droits des femmes et filles et à l'égalité entre les sexes. Le Burkina Faso soumet des rapports périodiques aux instances en charge du suivi de la mise en œuvre de ces textes et conventions (CEDEF, Beijing, etc). Comme insuffisance, il est à noter que le pays ne s'est pas doté de plans d'action spécifiques pour la mise en œuvre de plusieurs de ces protocoles et conventions.

1.5. Le bilan des politiques passées et en cours

En ce qui concerne la promotion de la Femme et du genre au Burkina Faso, deux politiques ont été élaborées et mises en œuvre. Il s'agit de la Politique Nationale de Promotion de la Femme (PNPF) et la Politique Nationale Genre (PNG).

1.5.1. La Politique nationale de Promotion de la Femme (PNPF 2004-2010)

La politique nationale de promotion de la femme avait pour objectif d'instaurer une société plus juste, plus démocratique pour le développement avec des projets plus équitables, durables et participatifs. Un objectif majeur qui prend en compte non seulement les préoccupations des hommes mais aussi celles des femmes. Elle comprenait six (6) programmes : l'amélioration du statut social et juridique la femme, la promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision, le renforcement des capacités

d'expertise féminine, la promotion de la santé de la mère et de l'enfant, l'éradication de la pauvreté des femmes et le renforcement du cadre et des mécanismes institutionnels de la promotion de la femme.

La politique nationale de promotion de la femme a permis de renforcer les capacités des femmes en leadership féminin, de sensibiliser et former les leaders coutumiers sur les droits fondamentaux des femmes, de booster la participation des femmes à la vie politique et économique nationale, de mettre des points focaux au niveau des différents ministères et institutions pour le suivi de la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans les interventions et de capitaliser les actions gouvernementales en matière de promotion de la femme. La mise en œuvre de la PNPF a permis l'adoption de textes de lois en faveur des femmes ; la création des Maisons de la femme ; l'institutionnalisation du forum national de la femme et la mise en place de programmes et projets d'appui à l'entrepreneuriat féminin.

Dans l'ensemble, les résultats de la mise en œuvre de la PNPF ont été jugés mitigés pour plusieurs raisons. Dans tous les secteurs et domaines ciblés (éducation, santé, emploi, eau/assainissement, économie, participation politique, etc) par les interventions, les avancées ont été minimales par rapport à l'importance des inégalités constatées. La justice restait encore inaccessible pour les femmes en raison de l'éloignement géographique, des coûts et de la méconnaissance des procédures. Malgré l'existence du code des personnes et de la famille relativement favorable à l'égard des femmes, le contexte socioculturel est resté marqué par les us et les coutumes dont l'interprétation et l'application sont défavorables à la femme notamment en milieu rural.

Les principaux constats portent sur la persistance des inégalités liées au genre et les disparités dans la division sexuelle du travail se fait au détriment de la femme par rapport à l'homme, ou de la fille par rapport au garçon. Les pratiques traditionnelles néfastes à la femme (le lévirat, l'excision, les bastonnades, le sororat, la polygamie imposée à la première épouse, les mariages précoces et forcés...) n'ont pas été éradiquées. Les femmes et filles continuaient d'être victimes des violences sexuelles, telles que le viol, le harcèlement sexuel, les agressions et abus sexuels, la pédophilie, etc. Les inégalités d'accès aux facteurs de production et aux ressources économiques étaient persistantes malgré les acquis observés dans le domaine de l'éducation.

Les principales difficultés rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique sont : i) la faible prise en compte des questions de promotion de la femme dans les systèmes de planification et de budgétisation dans les autres ministères sectorielles, ii) la faiblesse des ressources financières et matérielles mises à la disposition du ministère pour mettre en œuvre les activités planifiées et iii) la persistance des pesanteurs socioculturelles. Les principales insuffisances se résument à la faible appréhension et la faible analyse des facteurs d'ordre structurel à l'origine de la persistance des inégalités entre les hommes et les femmes.

1.5.2. La Politique Nationale Genre (PNG 2009-2019)

La politique nationale genre a pour objectif général de promouvoir un développement participatif et équitable des hommes et des femmes, en leur assurant un accès aux services sociaux de base, un accès/contrôle égal et équitable aux ressources et aux sphères de décision, dans le respect de leurs droits fondamentaux.

Une évaluation de la mise en œuvre de la PNG¹⁰ a été faite permettant de rendre compte des avancées en termes de réduction des inégalités entre les sexes hommes et les femmes. Une synthèse des données est proposée en matière d'accès aux services sociaux, de promotion des droits et des

¹⁰ Idem

opportunités d'accès aux ressources et revenus, d'accès des femmes aux sphères de décision et de prise de conscience sur les enjeux de la prise en compte du genre dans les systèmes de planification et budgétisation.

1.5.3. Accès aux services sociaux de base

Education et formation professionnelle

Au niveau de l'accès égal à l'éducation, les données de l'Annuaire statistique 2017/2018 du primaire, du post-primaire et du secondaire indiquent qu'à l'entrée dans le système scolaire (au CP1), les garçons ont plus accès que les filles (leur TBA au CP1 est de 106,9% contre 102,7% pour les filles). Cependant, cette situation s'inverse à partir de la classe de CE1 (le TBA des filles à ce niveau est de 85,1% contre 84,5% pour les garçons) et les tendances se maintiennent jusqu'à la fin du post-primaire (en 3^{ème} le TBA des filles est de 37% contre 34,4% pour les garçons). C'est à partir de la classe de seconde que le rapport sexospécifique redevient favorable aux garçons (garçons TBA 37% contre 34% pour les filles). Il en est de même en classe de Terminale (ratio 16,9% chez les garçons et 11,3% chez les filles). Cependant, il convient de noter qu'à partir de 2017, les menaces sécuritaires ont affecté l'accès des filles et des garçons à l'école au Sahel, au Centre Nord et au Nord (UNICEF 2018)¹¹. En janvier 2019, plus de 1 000 écoles étaient fermées, affectant 150 000 élèves (OCHA 2019)¹².

En 2018, au post-primaire l'indice de parité est de 1,10 au niveau du taux brut de scolarisation et de 1,07 au niveau du taux d'achèvement. La même année, au secondaire, l'indice de parité filles-garçons est de 0,70 pour le taux brut de scolarisation et de 0,67 pour le taux d'achèvement. Pour ce qui est de la réussite scolaire des filles au primaire, leurs résultats au Certificat d'Etudes Primaires (CEP) ont évolué en dents de scie, passant de 70,7% en 2014-2015 à 63,1% en 2017-2018. Au post-primaire par contre, les résultats des filles au Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) sont restés inférieurs à ceux des garçons de 2007-2008 (Garçons : 43,2%, Filles : 33, 1%) à 2017-2018 (Garçons : 47,7%, Filles : 38, 5%). Par ailleurs, on note une faible transition des filles du primaire vers le post-primaire et ensuite du post-primaire vers le secondaire (tableau 1). Par exemple en 2015-2016, seules 47,5% des filles admises au Certificat d'Etudes Primaires (CEP) ont été inscrites en première année du post-primaire. Selon l'annuaire statistique 2017-2018, elles sont seulement 26,9% de filles admises à passer du post-primaire au secondaire contre 36,9% de garçons.

Tableau 1: Taux de transition au post-primaire et au secondaire en 2017/18

Ordre d'enseignement	Sexe			Indice de parité fille/garçon
	Garçon	Filles	Ensemble	
Primaire au post-primaire	70,1	66,5	68,2	0,95
Post-primaire au secondaire	36,9	26,9	31,9	0,73

Source : *Annuaire statistiques 2017/18 du primaire et du post-primaire et secondaire*

Au niveau du supérieur, il y a une étudiante pour chaque deux étudiants. En 2017, le taux brut de scolarisation était de 4,1% pour les femmes contre 2,3% en 2009, tandis qu'au niveau des garçons il était de 7,9%, comparé à 4,7% en 2009. Si en 2009 la proportion des femmes parmi les étudiants de

¹¹ https://www.unicef.org/bfa/french/education_12124.html

¹² Equipe Inter-Organisation Humainitaire, Plan d'urgence 2019

l'enseignement supérieur était de 31,6%, en 2017 elle était seulement de 33,6%, ce qui traduit une faible progression au cours de la période considérée. On constate que les stéréotypes de genre jouent encore un rôle significatif dans le choix des domaines d'étude, avec une tendance à reproduire la division traditionnelle du travail selon le genre. Par exemple, parmi les étudiants d'Ingénierie, on trouve moins d'une fille sur cinq (18%), tandis qu'en santé et protection sociale les filles constituent la moitié des effectifs (50,8%).

Pour ce qui est de l'accès à l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP), le rapport est de 1 sur 2 en ce qui concerne l'inscription des filles (32,7%) et des garçons (67,3%) dans les centres d'EFTP. Cette disparité résulte de l'importance des dépenses d'enseignement dans ces écoles professionnelles, notamment en ce qui concerne les frais d'internat. La préférence est toujours donnée au garçon par les parents. En outre, la formation en EFPT reproduit encore les stéréotypes de genre concernant les contenus des enseignements, notamment dans les métiers et les filières de formation. On observe une orientation nette (77,8%) des jeunes filles vers les filières tertiaires plutôt que dans la production-transformation, diminuant leurs chances de recrutement après formation. Le plus faible taux d'instruction des jeunes femmes au post-primaire est une contrainte supplémentaire. A cela s'ajoute l'accès limité à l'information sur les opportunités de formation professionnelle qui existent (en particulier pour les filles).¹³

Santé et VIH/Sida

Au cours de la mise en œuvre de la PNG, le taux de mortalité maternelle est passé de 484 à 330/100 000 naissances vivantes, soit un niveau de réduction du Taux de mortalité maternelle de 31,8 %. Cependant, ces progrès n'ont pas permis d'atteindre ni la valeur cible de 2015 du PNDS 2011-2020 (176,7) ni celle des OMD (141,5). Selon les rapports annuels de surveillance des décès maternels néonataux et de riposte (SDMNR), entre 2014 et 2018, on a enregistré respectivement 527, 552, 633, 843 et 807 décès maternels. Cette valeur n'atteint pas la valeur cible de 2015 du PNDS 2011-2020 (176,7). Du reste, 95% des décès maternels se passent dans les centres de santé et 5% dans les communautés¹⁴. Les principales causes directes de ces décès maternels au niveau des formations sanitaires sont : les hémorragies (30%), les infections (23%), les complications des avortements (10%). Les causes indirectes représentent environ 20%, et sont : le paludisme, l'anémie, le VIH/Sida et la malnutrition.

Couverture des services en santé maternelle

Selon les résultats de l'enquête SARA, les services d'accouchement sont disponibles dans 79% des Formations Sanitaires enquêtées contre 88% en 2016 et 2014. La capacité opérationnelle des établissements offrant des services d'accouchement est de 66%. En 2018, le nombre de CPN1 enregistré dans les formations sanitaires est de 884 414 soit un taux de 79,0%. Ce taux a connu une baisse au cours des cinq dernières années passant de 84,8% en 2014 à 79% en 2018. Le taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié est de 83,1% en 2018 contre 83,9% en 2017. De 2014 à 2018, le taux d'accouchement assisté s'est globalement amélioré avec une couverture moyenne de 83,5%. Cependant, il reste insuffisant car en deçà de l'objectif national fixé dans le PNDS de 87%. Il y a encore 6 districts sanitaires du pays qui ont un rayon moyen d'action supérieur à 10 km et on observe la persistance des accouchements à domicile à cause de l'inaccessibilité de certaines formations sanitaires en saison sèche et pluvieuse.

¹³ Commission européenne (2016), *Analyse sur l'égalité genre au Burkina Faso. Rapport final*,

¹⁴ Les données concernant la mortalité maternelle dans les formations sanitaires doivent être confirmées avec le Ministère de la santé avant l'atelier de validation du document

Planification familiale

Au Burkina Faso, la prévalence contraceptive moderne demeure faible. Selon l'EMDS 2015, le taux de prévalence contraceptive moderne (TPCm) est de 22,5% et l'indice synthétique de fécondité (ISF) est de 5,4 enfants par femme. Selon les données du Performance monitoring and accountability 2020, la prévalence contraceptive est passée de 24,5% en 2016 à 30,7% en 2018 pour une cible attendue de 32% en 2020 dans le PNDES. Le taux d'utilisation des méthodes contraceptives a baissé passant de 34,3% en 2014 à 31,1% en 2015. Le taux de demande satisfaite pour toutes les femmes est de 58,9% et de 58,2% pour les femmes en union. Le préservatif masculin est la méthode la plus utilisée avec un taux de 37,7%. La proportion des formations sanitaires offrant au moins trois méthodes contraceptives est passée de 89% en 2014 à 98,5% en 2015. Selon l'enquête SIGI¹⁵, en 2018 la majorité de femmes se trouve encore exclue du processus de décision relatif à leur propre santé (54 %), deux fois plus que les hommes (25 %). Les contraintes socioculturelles au niveau de l'offre et de la demande de services en santé reproductive et PF.

Santé sexuelle et reproductive des adolescent(e)s

Selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) de 2010, les femmes entrent en union à un âge précoce. Parmi les femmes âgées de 25-49 ans, une sur dix (10%) était déjà en union en atteignant l'âge de 15 ans. Plus de la moitié (53%) étaient déjà en union en atteignant 18 ans. L'âge médian d'entrée en première union des femmes de 25-49 ans est estimé à 17,8 ans. Les grossesses non désirées chez les adolescents et jeunes sont la conséquence d'une sexualité précoce, à risque non protégée et un taux d'utilisation bas de la contraception. Le phénomène des grossesses non désirées prend de l'ampleur surtout en milieu scolaire.

Grossesses précoces non désirées

Selon la Direction de la promotion de l'éducation inclusive, de l'éducation des filles et du genre (DPEIEFG), en 2016/2017, au post-primaire et secondaire, 7 050 cas de grossesses ont été recensés par cette structure, soit une augmentation de 31,8% par rapport à l'année 2015/2016 (5351 cas). Au niveau du primaire au primaire, 696 cas de grossesses ont été inventoriés. Les filles de 15 à 18 ans sont les plus touchées (58, 35%) et les plus de 18 ans sont 35% dans les cas recensés. Cette situation entraîne un enchaînement de problèmes dont l'avortement clandestin, l'infanticide, l'abandon scolaire et l'exclusion familiale. Dans 42% des cas, l'abandon scolaire des filles est dû aux grossesses précoces non désirées. Les abandons scolaires pour mariage concernent 19% des cas en 2016-2017.

VIH-SIDA et IST

Entre 2010 et 2017, le taux de prévalence du VIH-SIDA a baissé de 1% à 0,8% au niveau global. Il est passé de 1,2% à 1% parmi les femmes et de 0,8% à 0,6% parmi les hommes. A l'échelle nationale, 98% des services offrent la PTME en 2016 contre 92% en 2010. En 2017, il y avait encore une proportion notable de femmes enceintes (près d'une femme sur cinq) qui n'était vue dans aucune consultation prénatale, soit la même proportion qu'en 2010. On note que 84,90% des femmes enceintes vues en CPN ont été dépistées contre 56% en 2010. Sur 878 424 nouvelles CPN, le nombre de femmes enceintes ayant réalisé le test VIH et qui ont reçu leurs résultats est de 810 038 soit un taux de dépistage de 92,2%. Parmi lesquelles les femmes dépistées, 6 452 étaient séropositives. Le taux de transmission résiduelle du VIH (TME) de la mère à l'enfant est de 8,20% en 2016 contre 7,80% en 2010. En 2017, en matière de prise en charge, 4 940 femmes enceintes VIH+ (96,3%) ont reçu les ARV pour réduire la transmission mère-enfant et 93,4% des enfants nés de mères séropositives ont bénéficié

¹⁵ Social Institutions and Gender Index, OCDE 2018

d'un traitement prophylactique complet aux ARV. Moins **5 % des conjoints des femmes enceintes dépistées acceptent de se faire dépister**. Le fait que le taux de prévalence du VIH s'est accru chez les jeunes femmes (de 15-24 ans) de 0,3% à 0,5%, constitue une grande préoccupation. Chez les jeunes hommes du même âge, le taux a été réduit de 0,8% à 0,3%. Les résultats de la séro-surveillance 2018 donnent une prévalence de 1,3% pour le Burkina-Faso ce qui confirme une hausse.

Pratiques traditionnelles néfastes à la santé des femmes

En ce qui concerne l'excision, 67,6% des femmes¹⁶ ont subi une forme de mutilation génitale féminine. La proportion de femmes excisées augmente avec l'âge, passant de 42,4% pour la tranche 15-19 ans à 87,4% pour la tranche d'âge 44-49 ans. On constate aussi que la pratique recule avec le niveau d'instruction. Elle passe de 74,4% pour les femmes sans instruction à 43,9% pour les femmes ayant fait des études secondaires ou supérieures. La répartition par quintile de bien-être économique du ménage donne une proportion de femmes excisées plus élevée dans les ménages riches (73,6%), que dans les ménages moyens et pauvres (68,5% et 67,5%). Il y a un effet positif du programme de lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) qui se fait sentir car les jeunes filles sont moins nombreuses à être excisées. En 2018, le nombre de cas de fistules notifiés dans les centres de santé est de 585 dont 25,6% de cas de réparations réussies. Le nombre de cas de fistules est en augmentation par rapport à 2017 (275 cas avec 27,3% réparations réussies) tandis que le nombre de cas de séquelles d'excision est en baisse par rapport à la même année (482 cas dont 44,4% réparation réussies).

Eau et assainissement

En 2014, 84% des ménages burkinabés se situaient à moins de 30 minutes d'une source d'eau potable¹⁷. Le taux¹⁸ d'accès à l'eau potable est de 89,9% en milieu urbain contre 65% en milieu rural. L'accès à l'eau potable est plus fréquent (63%) dans les ménages dirigés par les femmes contre 59% de ceux dirigés par les hommes. En 2016, les proportions étaient respectivement de 81% pour les ménages dirigés par les femmes et 75% pour ceux dirigés par les hommes (INSD 2017)¹⁹. Les pénuries d'eau ont un impact sur la surcharge de travail des femmes et des filles car elles sont chargées de l'approvisionnement domestique dans le contexte burkinabè. En effet, le temps hebdomadaire moyen consacré par les femmes à la collecte de l'eau pour les besoins du ménage est huit fois le temps consacré par les hommes (221 minutes contre 27 minutes) (INSD 2017). Le type d'ustensile utilisé pour le transport de l'eau semble déterminant pour l'implication des hommes. Ils sont plus enclins à aller chercher l'eau avec les barriques et les bidons plastiques (20litres) à vélos, pousse-pousse et traction animale qu'avec les canaris et les cuvettes portées sur la tête.

En ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement, la couverture actuelle est estimée à seulement 20% de la population vivant dans des ménages disposant de toilettes appropriées. Seulement 7% de la population a accès à une toilette améliorée en milieu rural et 50% en milieu urbain, pour une moyenne nationale de 30%. La défécation à l'air libre est pratiquée par 55% de la population soit 9% en milieu urbain contre 75% en milieu rural (UNICEF 2016). En milieu rural, les femmes sont contraintes de faire de longues distances pour trouver des abris pour leurs besoins naturels. Elles sont donc obligées d'aller aux selles tôt le matin ou tard dans la soirée, en s'éloignant de leurs domiciles. Cela les expose aux risques de violences sexuelles, mais aussi aux infections urinaires à cause de la rétention des selles et urine dans l'attente des moments et lieux propices.

¹⁶EMC-MDS 2015

¹⁷EMC 2015

¹⁸PNUD 2015

¹⁹ INSD: Livret Genre 2017

Les hommes participent de plus en plus aux activités d'assainissement et d'hygiène en milieu urbain grâce aux travaux de Haute Intensité de main-d'œuvre (HIMO) organisés par les mairies et les programmes et mesures sociales du gouvernement. Ces travaux réalisés en équipes mixtes consistent à nettoyer les rues, curer les caniveaux bouchés, désherber et ramasser les déchets urbains. Les actions concernant l'hygiène restent cependant dominées par les femmes.

1.5.4. Facteurs de production économique

Accès aux ressources naturelles

Les femmes participent aux activités de reforestation, reboisement, conservation des eaux et des sols, et à la gestion des ressources forestières. La division sexuelle des tâches se maintient au niveau de toutes ces activités ainsi que les disparités qui existent avec les hommes aussi bien dans le bois-énergie que dans les PFNL. C'est dans le domaine de la coupe et l'utilisation du bois de chauffe et dans l'exploitation des produits forestiers non ligneux que leur action est souvent appréhendée. En milieu urbain 88,5% des ménages dirigés par les femmes et 87,2% de ceux dirigés par les hommes ont recours au bois pour la cuisine (INSD 2017). Malgré les distances de plus en plus éloignées pour la collecte du bois de chauffe, les femmes et les filles s'occupent de cette corvée (SIGI 2018). La valeur ajoutée dégagée dans l'exploitation des PFNL ne profite pas de manière équitable à l'ensemble des acteurs de la chaîne, en particulier les femmes. Les maillons de la production et de la transformation primaires constitués majoritairement de femmes rurales sont ceux qui produisent le plus, mais gagnent moins de revenus²⁰. Elles sont plus 500 000 femmes à travailler dans la filière karité indique la stratégie nationale de promotion et de valorisation des PFNL (2018)²¹. Il y a un risque avéré que l'implication des multinationales, l'industrialisation et la semi-industrialisation entraînent l'exclusion et la paupérisation des femmes si des mesures politiques ne sont pas prises pour les protéger.

Accès à la terre

Le diagnostic genre des inégalités d'accès à la terre est fait au Burkina Faso en tenant compte seulement du milieu rural et des secteurs d'activité : agriculture, élevage, environnement, pêche. Or, en milieu urbain, l'accès à la terre des femmes constitue un grand problème pour leur développement socio-économique. Selon l'INSD (2012), 52% de la population agricole sont des femmes alors que seulement 8% de femmes sont propriétaires de terre. En 2018, l'étude SIGI²² permet de constater que l'accès équitable à la terre a progressé de façon mitigée depuis 2005 : six femmes sur dix disposent d'une parcelle agricole, généralement prélevée sur les terres familiales dans le cadre d'un droit d'usage, avec des superficies variant de 0,25 à 3ha pour les femmes et 2 à 10ha chez les hommes. En plus, neuf hommes sur dix possèdent à titre privé ou familial une parcelle de terre sur laquelle ils disposent d'un droit de propriété tandis que les femmes ne jouissent que d'un droit d'usage. En 2016, la Cellule genre du Ministère en charge de l'Agriculture fait état de 38% des terres nouvellement aménagées attribuées aux femmes sur une superficie totale estimée à 12 854 ha. On constate une nette amélioration en 2018 car, 46% des parcelles aménagées dans les basfonds et 31% des périmètres irrigués reviennent à des femmes. Mais, le nombre de bénéficiaires restent infimes si on considère l'ensemble des besoins fonciers des femmes sur toute l'étendue du territoire, en milieu rural et urbain.

²⁰ Pour cette raison le pan d'action 2018-2022 de la stratégie a adopté une approche inclusive. Dans la stratégie neuf (9) filières prioritaires des produits forestiers non ligneux (karité, néré, kiègla, zamnè, tamarin, baobab, jujube, etc.) ont été retenues et font l'objet de promotion socio-économique avec un potentiel d'impact sur l'accès des femmes.

²¹ Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique (2018) : *Stratégie nationale de développement de l'accès des produits forestiers non ligneux (PFNL) aux marchés*

²² OCDE (2018) : Etude pays SIGI-Burkina

Les réformes juridiques par la loi 034-2009 portant sur le régime foncier rural et la loi n°034-12/AN portant sur la Réorganisation Agraire et Foncière du 02 juillet 2012 n'ont pas encore eu une incidence significative sur l'accès équitable des hommes et des femmes aux terres rurales. Pour elles, les possibilités d'accès durable à la terre, d'investissement et d'accroissement de la productivité dans le secteur agro-sylvo-pastoral pour la lutte contre la pauvreté rurale sont compromises. Au niveau des communes et collectivités, la mise en place des organes et des actions de sécurisation de la gestion foncière doit prendre en compte des droits fonciers des femmes pour permettre de réduire les contraintes liées aux normes coutumières d'accès.

Accès aux crédits

Dans tous les secteurs productifs économiques (l'agriculture, artisanat, commerce, élevage, environnement, pêche, entrepreneuriat divers, services), les femmes ont besoin de crédits pour investir. La demande nationale est très forte, mais l'offre demeure très limitée malgré une diversification des sources. En 2011, 10,8% de femmes avaient un compte dans une institution bancaire formelle par rapport à 15,7% des hommes. Selon les données de la BCEAO (2018), le taux d'inclusion financière au Burkina reste encore faible soit 61%, avec 18% d'individus utilisant les services financiers bancaires, 22% utilisant les services financiers fournis par des institutions formelles non bancaires (SFD, assurances, etc.) et 21% ayant recours à des mécanismes informels. En 2018, on dénombre environ 129 Structures de Financement Décentralisées (SFD) agréées dont les adhérents sont constitués de 80% de femmes. En 2014, près de 56 % du nombre de crédits octroyés par les Institutions de microfinances (IMF) ont été alloués aux femmes. Au niveau des Institutions de microfinances, le montant des crédits varie de 10 000 FCFA à 3 000 000 FCFA, et les taux d'intérêts sont très élevés et peuvent atteindre 30%.

L'Etat burkinabè a mis en place une diversité de fonds nationaux (FAARF, FASI, FAPE, FAIJ) de crédits qui financent les activités des hommes et des femmes. Entre 2012 et 2016, le montant total des crédits octroyés par l'ensemble des fonds nationaux de financement s'élevait à 86,745 milliards FCFA. Sur cette période, le FAARF a accordé 37,089 milliards FCFA, c'est à dire, 43% des financements alloués par l'ensemble des fonds nationaux. Les taux d'intérêt du FAARF se situent entre 9 à 17% et sont jugés trop élevés pour sa clientèle féminine. Les montants alloués sont très modestes (inférieurs à 5 000 000 FCFA) et insuffisants pour couvrir la demande nationale des femmes et les besoins spécifiques des promotrices d'entreprises. La plupart de ces structures octroient des micro-crédits de court terme qui n'excèdent pas 12 mois²³. Seul le Guichet spécial d'appui à l'entrepreneuriat féminin, géré par le FBDES, a pu allouer des montants allant de 2 000 000 à 50 000 000 millions FCFA par requérante pour un taux d'intérêt maximum de 5%. Globalement le taux de recouvrement des crédits est de 60% dans les différents fonds nationaux avec une prédominance au niveau des femmes (FAARF) avec un taux moyen de 98% de remboursement. Depuis 2017, le Programme d'autonomisation économique des jeunes et des femmes (PAE/JF) a octroyé des micro-crédits de 100 000 à 1 500 000 francs CFA à 437 660 personnes dont une majorité de femmes. Les différents financements octroyés par les fonds nationaux et les institutions de microfinance n'ont pas encore été évalués pour permettre d'analyser le taux de survie des entreprises bénéficiaires, les revenus générés pour les femmes, le contrôle et la gestion de ces revenus, l'impact économique sur la vie des bénéficiaires et les contraintes rencontrées par les femmes.

²³Thérèse Yameogo (2014) : Accès des femmes aux financements des institutions de microfinance, Forum National de Femmes

Accès aux technologies de production et de transformation

Ces dernières années ont été marquées par des avancées remarquables au niveau de l'adoption des technologies de production et de transformation par les femmes. Les activités visées concernent surtout la transformation des produits agricoles (céréales, riz et coton), des Produits forestiers non ligneux, du tissage, du fumage du poisson, du lait et de l'assainissement urbain. De 2012 à 2015, dans le cadre du Programme Spécial de création d'emploi pour les Jeunes et les Femmes (PSCE/JF), plus de 100 000 femmes membres de groupements et associations ont été dotées de technologies pour leurs activités économiques (étuvage de riz, production, transformation, restauration, coiffure, couture, tissage, etc.). Certaines technologies comme les moulins à grain sont utilisées à grande échelle pour moulinier les céréales, dispensant les femmes de cette corvée. Même si les technologies sont subventionnées à 70 ou 100%, les problèmes de qualité et d'efficacité des équipements amènent certaines femmes à les abandonner pour retourner à la production manuelle ou traditionnelle (beurre de karité, néré, riz, etc.).²⁴ Ces innovations technologiques ne remettent pas en cause la division sexuelle des tâches de production et de reproduction au niveau des ménages. Bien au contraire, elles favorisent l'implication des hommes ayant une plus grande capacité d'investissement dans des filières d'activités traditionnelles des femmes. Ils confisquent ces activités et transforment les femmes en ouvrières (étuvage du riz, tissage, production du beurre de karité). Au niveau des TIC et des technologies de transport, les données ne sont pas disponibles pour documenter les inégalités dans ces secteurs émergents.

Accès aux emplois

En 2014, le taux de chômage était estimé à 6,6% dont 9,3% pour les femmes et 4% pour les hommes. Les taux de chômage les plus élevés atteignent 8,6% pour la tranche d'âge de 15 à 19 ans et 7,6% pour celle de 20 à 24 ans. Le chômage est plus élevé en milieu urbain (7,1%) qu'en milieu rural où il est de 6,4%. D'une manière générale, l'emploi reste dominé par l'économie informelle, puisque seulement 6,4% est fourni par le secteur moderne. En 2015, le nombre d'emplois formels était estimé à seulement 685 625 dont 24,2% de femmes employées. Au nombre de ces emplois formels, on dénombrait 154 846 agents de l'État, soit 22,6% et 530 679 travailleurs du secteur privé immatriculés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), soit 77,4%. Dans le secteur public, l'effectif des agents a peu évolué entre 2010 et 2019, la proportion des femmes est passée de 25% à seulement 33,5%.²⁵

Tableau 2. Proportion des femmes et des hommes dans la fonction publique d'État de 2010 à 2019

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2019
Femmes	31 396	33 959	37 141	39 819	44 724	51 534	57 086
Hommes	76 330	81 616	86 451	88 264	93 425	103 285	97 040
Proportion (femmes)	29,1%	29,4%	30,1%	31,1%	32,4%	33,3%	33,5%

Source : Extrait des données du MFPTSS/Annuaire Statistique 2015 et 2019 de la Fonction Publique

Le secteur minier semble constituer une opportunité en matière d'accès à l'emploi dans le privé. Mais, sur un effectif total de 6 263 personnes employées par les mines industrielles en 2016, les femmes

²⁴Source: entretiens avec les acteurs lors de la collecte des données

²⁵23% des emplois formels étaient dans le secteur public et 77% dans le secteur privé (avec une immatriculation à la Caisse nationale de sécurité sociale CNSS). Parmi les agents de l'État, la proportion des femmes était de 33% et parmi les travailleurs du secteur privé immatriculés à la CNSS, cette proportion était de 22%.

étaient 3% de l'effectif des employés²⁶. L'auto-emploi reste la seule alternative pour les femmes en quête de travail, notamment dans l'économie informelle. Beaucoup se lancent dans l'entrepreneuriat pour pouvoir se créer leurs emplois. En 2012, les femmes ne représentaient que 9% des propriétaires d'entreprises au Burkina Faso. En 2018 la proportion des entreprises féminines était à 20%²⁷. Selon la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina (2016), les entreprises gérées par les femmes connaissent un faible taux de faillite car 84% parviennent à se maintenir²⁸. Toutefois, pour la majorité de ces femmes entrepreneures (55%), l'accès au financement reste le principal obstacle à l'entrepreneuriat féminin.

Accès aux Médias, communication et TIC

Le paysage médiatique est varié et dynamique (bien que très fragile). Il comprend 70 journaux, plus de 150 stations de radio, 21 chaînes de télévision et 14 sites web d'information²⁹. La radio reste le média privilégié, notamment les radios communautaires présentes dans tout le pays, y compris dans les régions les plus éloignées. Les femmes manquent souvent des moyens financiers pour s'acheter des appareils électroniques dans les mêmes proportions que les hommes : 78% des hommes possèdent une radio, contre 22% des femmes. Les pressions socio-culturelles et économiques sont tellement fortes qu'elles limitent la liberté d'expression des femmes et leur droit d'accès à l'information et à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Beaucoup moins de filles et femmes choisissent les TIC comme orientation, car elles ne représentent que 15% des étudiants.

Il existe un déséquilibre significatif dans les salles de rédaction (seulement 25% des journalistes sont des femmes). Bien que de plus en plus nombreuses dans le métier (15% en 2013, 25% en 2016), il est rare que les femmes accèdent aux postes de responsabilité (8.5% de femmes ont des postes de responsabilité). Les médias reproduisent la division sexuelle des tâches en leur sein et dans leurs productions, enfermant chaque genre dans des rôles strictement prédéfinis. Cela apparaît dans la distribution des sujets ou encore des emplois du temps adaptés. Les femmes sont plus présentes dans les reportages sur l'économie (41% des sources utilisées sont des femmes), alors que la voix des hommes domine dans les domaines politiques et liés au gouvernement, seulement 10% des sources d'information sont des femmes. L'image négative des femmes journalistes persiste dans la société ce qui empêche les femmes de choisir la voie médiatique comme carrière à cause de la pression sociale et des obligations familiales.

1.5.5. Accès à la justice, aux droits humains et à la protection juridique

Droits humains et violences basées sur le genre (VBG)

Les femmes burkinabè sont confrontées à des problèmes de violations de droits humains à cause des pratiques traditionnelles néfastes. Bien que le taux de prévalence des MGF ait baissé (de 75,8% en 2010 à 62,5% en 2016³⁰), la pratique connaît toujours des résistances en fonction de la zone géographique. L'effectif des femmes/filles victimes de mariage forcé et/ou précoce a connu une

²⁶Les membres de l'Association des femmes minières du Burkina (AFEMIB) mènent des actions de sensibilisation pour accroître les effectifs féminins dans les emplois miniers.

²⁷ PNDES : Rapport annuel CTS/TEPS 2018

²⁸ Chambre du Commerce d'Industrie du Burkina Faso (2016): Répertoire du Top 100 des femmes chefs d'entreprise du Burkina Faso. Etat des lieux de l'entrepreneuriat féminin au Burkina Faso.

²⁹ Délégation de l'Union Européenne: Média, Accès à l'Information et aux TIC, et Émancipation des Femmes et des Filles Assistance Technique à la Délégation de l'UE au Burkina Faso 2019

³⁰Rapport d'évaluation de la Politique nationale genre 2009-2019

relative baisse depuis 2013³¹, mais la pratique persiste dans les ménages pauvres et non éduqués. L'exclusion sociale des femmes pour cause d'accusation de sorcellerie demeure une réalité (454 femmes victimes enregistrées en 2017 dans les centres d'accueil). Au sein des ménages, les femmes sont victimes de toutes les formes de violences (émotionnelles, physiques et sexuelles) qui, au fil des années, ont connu une croissance³². La question des violences sexuelles dans les foyers et du harcèlement sexuel demeure des sujets tabous et les auteurs de ces actes échappent très souvent à la répression de la justice. Les veuves ont des difficultés à jouir de leurs droits successoraux à cause de la mauvaise perception de la population³³. Elles sont confrontées à la spoliation de leurs biens.

Afin de réprimer ces différentes violences dont sont victimes les femmes/filles, le pays a adopté la loi n° 061-2015/CNT portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes. Les dispositions répressives de cette loi ont été reprises dans la loi n°025-2018/AN du 31 mai 2018 portant code pénal. Ce nouveau Code innove par l'aggravation des sanctions pénales à l'encontre des auteurs des violences à l'égard des femmes/filles et la prise en compte de toutes les formes de VFF dans la répression, à l'exception toutefois des violences politiques. Malheureusement, l'accès à la justice pour les femmes/filles victimes d'abus de leurs droits demeure une problématique, la réponse judiciaire ne répondant pas aux attentes des victimes. La quasi-totalité des femmes (97 %) laissent le jugement de leur sort entre les mains des membres de la famille et 71% de femmes victimes de violence continuent de garder le silence³⁴. Le manque de synergie entre les différents acteurs de lutte contre ces violences limite l'efficacité des actions.

En outre, beaucoup de textes ont été adoptés ou ratifiés en vue de protéger les femmes et les jeunes filles mais du fait du poids des pesanteurs socioculturelles, celles-ci subissent, parfois dans le silence, des violations de leurs droits. En effet, certaines femmes résistent à saisir la justice pour être réhabilitées dans leurs droits, par crainte de salir la réputation de la famille, de perdre le foyer, des représailles. Cette réticence des femmes à saisir la justice pose la nécessité de recourir à des modes alternatifs de traitement de leurs problèmes de droits.

Protection sociale et actions humanitaires

Le Burkina Faso est confronté à des situations de catastrophes naturelles (inondation, vents violents, crise alimentaire ...) donnant lieu à des sinistrés parmi lesquels les femmes et les enfants sont les plus vulnérables. Le pays connaît depuis un certain temps, en plus des conflits communautaires, des attaques terroristes occasionnant des déplacés internes avec un effectif plus élevé des femmes³⁵. Le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation est chargé de la prise en charge sociale et humanitaire des victimes de ces crises. Peu de femmes sont formées dans les démembrements du CONASUR pour contribuer aux actions sur le terrain³⁶. L'absence de cadre de concertation formel entre acteurs de mise en œuvre du programme d'activités du CONASUR constitue une difficulté signalée dans le rapport 2019 de la structure. Le registre unique des personnes vulnérables mis en place ne concerne que 67 communes du pays³⁷ en 2018. La mise en œuvre du programme filets sociaux vise à renforcer les capacités de résilience des ménages face à l'insécurité alimentaire. Le Projet filets sociaux

³¹ 1336 victimes en 2013, 1327 en 2014, 1431 en 2015 et 1228 en 2016: Rapport d'évaluation de la Politique nationale genre 2009-2019.

³² De 20%, elles sont passées à 37% les femmes qui déclarent avoir subi des violences conjugales à partir de 15 ans : Rapport d'évaluation de la Politique nationale genre 2009-2019

³³ 40% de la population burkinabè pense qu'une veuve doit se remarier à un membre de la famille de son mari : Rapport SIGI-Burkina 2018.

³⁴ Rapport d'évaluation de la Politique nationale genre 2009-2019.

³⁵ En 2018, on dénombrait 3830 femmes déplacées contre 2551 hommes: Rapport d'activités 2018 du CONASUR

³⁶ Rapport d'activités 2018 du CONASUR

³⁷ Rapport d'activités 2018 du CONASUR

« *Burkin-Naong-Sa ya* » a assuré des transferts monétaires de 6 441 585 000 FCFA à 81 766 individus dont 99% femmes. Même s'il ne s'agit pas d'un crédit formel, plusieurs bénéficiaires utilisent les montants reçus pour investir dans des AGR. Mais, les restrictions dont sont victimes les femmes en matière de prise de décision au sein des ménages constituent des contraintes pour l'atteinte des objectifs de ces programmes³⁸. Les difficultés d'accès aux soins de santé, liées à la pauvreté des femmes trouveront leur solution dans l'adoption du Régime d'assurance maladie universel (SAMU) dès qu'il sera fonctionnel.

Des centres d'accueil des femmes et filles victimes d'exclusion sociale ou de mariages forcés/précoces relevant du secteur privé ou public existent³⁹. Il existe un centre de prise en charge intégrée des victimes des VBG à Ouagadougou (Maison de la femme de Baskuy). Mais, les centres ne couvrent pas tous les aspects de la prise en charge intégrale des femmes victimes (notamment l'assistance juridique et judiciaire pour une réhabilitation des droits brimés). La prise en charge étant plus sociale (accueil, hébergement, réinsertion sociale). Le ministère en charge de la femme vient de se doter d'un service juridique destiné à informer les femmes de leurs droits. Aussi, ces centres sont confrontés à des difficultés financières pour fonctionner. Les centres de prise en charge des victimes, prévus par la loi 061/CNT sur les VFF auraient pu permettre une meilleure protection des victimes à travers une couverture nationale. La loi requiert que toutes les unités de la police et de la gendarmerie désignent des agents pour aider les femmes victimes de violence, ou menacées de violence, et réagir aux situations d'urgence ; toutefois, toutes unités n'ont pas encore respecté ces directives. Un protocole de prise en charge intégrale des victimes (juridique, médicale, psychologique) a été adopté mais n'est toujours pas fonctionnel.

Depuis 2011, le Burkina Faso a connu plusieurs crises politiques (mutineries, insurrection populaire, tentative de coup d'Etat). Ces situations ont donné lieu à diverses formes de violences dont des femmes ont été des victimes directes ou indirectes dont les cas méritent un traitement adéquat. Aussi, le tissu social, du fait de ces différentes crises, a connu une perturbation qui nécessite le recours à la justice transitionnelle afin de fortifier la cohésion sociale. En effet, le caractère conflictuel⁴⁰ de la justice du Burkina Faso ne permet pas de répondre aux exigences d'une cohésion sociale, pourtant nécessaire pour protéger les droits de la femme contre les conséquences néfastes d'autres violences. Sans avaliser l'impunité, il devient nécessaire que soit institué un mécanisme de règlement des cas de violation et d'abus des droits des femmes/jeunes filles, qui tiennent compte de la nécessité d'une cohésion sociale et des besoins de l'effectivité d'une réparation des préjudices subis.

En plus, au regard des problèmes sécuritaires qui s'accroissent, la question de la protection des femmes et des filles des régions touchées se pose avec acuité. Selon les estimations du Ministère en charge des affaires humanitaires, il y avait 486 360 personnes déplacées, en début Octobre 2019, composées d'une majorité de femmes et d'enfants. Le chiffre de plus de 560 000 personnes **déplacées** à l'intérieur du pays a été avancé par OCHA, soit une augmentation de 500% depuis le début de l'année. Plus de 95% de **déplacés internes** sont accueillis dans des communautés hôtes. 1 784 écoles sont fermées, privant ainsi plus de 246 000 enfants d'éducation. Les prévisions annonçaient 650 000 personnes déplacées internes en fin décembre 2019 et ces chiffres ont été dépassés. Il y a des craintes de voir une dégradation de la situation sécuritaire des femmes dans les régions affectées car selon le HCR, les humanitaires n'arrivent pas à s'y rendre pour leur porter secours. Selon les informations

³⁸Dans 53% des ménages, les décisions relatives à l'éducation ou à la santé des enfants sont prises par le seul père (données SIGI-Etude pays Burkina 2018)

³⁹Treize (13) structures d'accueil sont identifiées dont 05 cours de solidarité relevant du public, 06 centres privés de la mission catholique et 02 sites d'accueil non formels : Rapport d'évaluation de la PNG 2009-2019

⁴⁰ Le caractère conflictuel de la justice signifie que la justice n'a pas pour mission de concilier les parties mais de confronter leurs prétentions afin de désigner celles qu'elle va déclarer bien fondées.

recueillies⁴¹ auprès des services techniques en charge de l'action sociale et de la femme, dans les régions touchées par le terrorisme, les droits des femmes et filles risquent de régresser. Aussi bien au Sahel que dans les régions de l'Est et du Centre-Nord, les femmes et les filles sont contraintes de se déplacer sur de longues distances sans aucune protection contre les agressions diverses. Des cas d'esclavage sexuel ont été évoqués lors de libération récente des otages dans la région du Nord. Ce sont là des problèmes inédits dont la prise en charge constitue un défi majeur pour le gouvernement burkinabè. C'est pourquoi, cette situation doit être prise en compte dans l'identification des axes et actions prioritaires de la Stratégie nationale genre 2020-2024.

1.5.6. Gouvernance administrative, politique et économique

Participation politique et représentation dans les instances de décision

La participation politique des femmes évolue en dents de scie au Burkina Faso. L'adoption de la loi portant quota de 30% de l'un et l'autre sexe sur les listes de candidatures en 2009, donnait l'espoir d'une amélioration de la représentation des femmes dans les instances de décision au niveau électif. Après les élections de 2012, le parlement comptait 24 femmes parmi les 127 députés de la législature 2012-2014, soit une proportion de 18,89%. En 2015, la proportion des femmes au parlement est descendue à 14,17%, soit 14 femmes sur 127 députés de la législature 2015-2020. La proportion des femmes au parlement est restée en-dessous de la cible de 30% fixée depuis plus de dix ans.

Tableau 3. Proportion des femmes et hommes élus au Parlement

	Année	Nombre total	Hommes	Femmes	% Femme
Elections Législatives	Candidats 2012	6 010	4 190	1 820	30.28%
	Elus 2012	127	103	24	18.89%
	Candidats 2015	7 058	4 910	2 148	30.43%
	Elus 2015	127	109	18 ⁴²	14.17%

Source: National Democratic Institute (NDI), Annuaire statistique des élus locaux, élections municipales de mai 2016, Rapport "Mission d'appui consultatif et programmatique de ONU femmes sur la participation politique des femmes au Burkina Faso, juin 2016

Au niveau des postes nominatifs, les inégalités persistent sans une mesure de discrimination positive en faveur des femmes de l'administration publique et privée. Malgré une prise de conscience de la nécessité de nommer les femmes compétentes aux postes de décision, les avancées sont faibles comme l'indique le tableau suivant. C'est seulement en 2016 qu'un taux de plus de 30% de femmes a été enregistré au niveau des postes de hauts-commissaires.

Décentralisation et gouvernance locale

La proportion des femmes conseillères municipales est descendue à 12,68% après les élections de 2016 alors qu'elles représentaient 20,99% après les consultations électorales de 2012. Ces données sont très variables selon la zone géographique. Le Plateau Central est la région qui connaît la plus forte représentativité de femmes conseillères municipales (28,49%), contre de faibles pourcentages pour le Sahel (2,35%), les Cascades (4,67%) et le Sud-ouest (8,85%). La baisse de la représentation des femmes

⁴¹ Entretiens téléphoniques

⁴²Suite aux mouvements à l'assemblée nationale (la nomination de députés à d'autres fonctions notamment), les députés promus ont cédé leurs sièges à leurs suppléant(e)s ; ce qui a augmenté le nombre de femmes députés de 13 à 18 à la date du 30 juin 2019.

est plus significative au niveau des femmes élues Maires (les Maires étant élus parmi les conseillers). Leur nombre est passé de 19 à 9 femmes maires à la date de septembre 2018 sur un total de 354 postes à pourvoir pour l'ensemble des communes. La participation des femmes dans ces instances locales a connu un recul entre 2006 et 2012, passant de 35,80 % à 21 %.

Tableau 4 : Proportion des femmes et hommes élus au niveau communal

	Année	Total	Hommes	Femmes	% Femme
Elections Municipales	Candidats 2006	-	-	-	-
	Elus 2006	17 847	11 447	6 400	35.86%
	Candidats 2012	189 174	107 522	81 652	43.16%
	Elus 2012	18 415	14 584	3 867	20.99%
	Candidats 2016	156 693	98 926	57 767	36.86%
	Elus 2016	18 602	16 243	2 359	12.68%

Source : National Democratic Institute (NDI), Annuaire statistique des élus locaux, élections municipales de mai 2016, Rapport "Mission d'appui consultatif et programmatique de ONU femmes sur la participation politique des femmes au Burkina Faso, juin 2016

Au niveau communautaire, les textes portant organisation des Conseils villageois de développement (CVD) prévoient la présence obligatoire de deux femmes au moins⁴³. Cette obligation de représentation des femmes s'impose de nos jours à toutes les autres structures.

Gouvernance économique

Le contexte de l'insécurité pose un grand défi à l'Etat burkinabè en matière de gouvernance économique et de gestion des finances publiques. Malgré cela, le gouvernement s'est engagé pour l'application de la budgétisation selon le genre avec l'appui des PTF. Dans le cadre de la mise en œuvre du budget programme, les concertations entre le Ministère de l'économie, des finances et du développement, le ministère en charge de la politique du genre et les partenaires techniques et financiers ont permis l'intégration de la thématique genre et droits des enfants dans le processus budgétaire⁴⁴. En 2019, six (6) ministères pilotes ont été retenus. Pour 2020, le nombre de ministères concernés va passer à 18 car douze (12) nouveaux départements sont désignés dans la circulaire budgétaire. Le but visé est de parvenir à l'adoption généralisée de la BSGDE par tous les départements ministériels en 2021. A travers cette initiative conjointe des PTF, du MFSNFAH et du MINEFID, il s'agit d'appliquer une démarche progressivement d'intégration du genre dans la planification nationale et locale grâce à la budgétisation sensible au genre.

Ce bilan ne couvre pas les résultats des actions menées dans les secteurs émergents du l'eau/assainissement, de la culture et du tourisme, des sports et loisirs, du commerce, des mines, de l'énergie, des transports et de l'urbanisation dont les données n'ont pas été accessibles pendant le processus des informations. Au terme de l'évaluation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre plusieurs acquis significatifs ont été observés et méritent d'être préservés. C'est le cas notamment dans l'éducation, la santé sexuelle et reproductive ainsi que la planification familiale et l'accès des femmes aux différents facteurs de production. Cependant, des insuffisances ont été

⁴³Burkina Faso, 7^{ème} rapport périodique au comité CEDEF, mai 2016

⁴⁴ Ministère de l'Economie des Finances et du Développement: Rapport de synthèse. Reflexion sur la prise en compte du genre et des droits de l'enfant dans le budget des collectivités territoriales, Août 2019

relevées ainsi que les forces et faiblesses et des opportunités et menaces à prendre en considération dans le cadre de la Stratégie Genre 2020-2024.

1.6. Les forces et les faiblesses

Plusieurs forces et faiblesses ont été recensées à l'issue de l'évaluation de la Politique Nationale Genre. Elles sont répertoriées dans le tableau ci-dessous et seront prises en compte dans les actions correctrices à proposer dans la nouvelle Stratégie Genre.

Tableau 5 : Forces et faiblesses dans la mise en œuvre de la politique genre

FORCES	FAIBLESSES
Existence d'une volonté politique matérialisée par l'implication du Chef de l'Etat et du Premier Ministre dans certaines activités	Fluctuation de l'engagement politique dans le temps au gré des changements de leadership institutionnel
Existence de lois et politiques favorables à l'égalité, l'équité et l'inclusion sans discrimination de sexe	Non application systématique et suffisante des textes et lois favorables et surtout la faible intégration du genre dans les politiques, programmes et projets
Disponibilité d'un dispositif institutionnel et des organes en charge de la promotion de l'égalité entre les sexes	'instabilité institutionnelle et changement de l'ancrage de la question du genre
Prise en compte des activités genre dans la loi de finances, notamment les dépenses de fonctionnement du SP/CONAPGenre	Faible allocation des ressources financières pour faire fonctionner les organes et mettre en œuvre les plans d'action annuel
Mobilisation continue des acteurs étatiques, des PTF, des OSC et des collectivités en faveur de l'égalité	Faiblesses au niveau de la coordination et insuffisance de la synergie d'action des acteurs au niveau central et local pour le pilotage de la mise en œuvre de la politique genre
Leadership national reconnu par tous les acteurs dans le domaine du genre	Faible capacité de pression du Ministère de tutelle et du SP/CONAPGenre sur les acteurs pour les amener à prendre en compte le genre
Mise en place de structures diplômantes de formation en genre et développement au niveau national	
Existence d'une masse critique de personnes formées en genre dans le pays	Manque d'outils technique et de normes consensuelles de qualité utilisables par tous les acteurs dans leurs interventions en genre
Amélioration progressive des données sexospécifiques grâce à l'implication et aux publications de l'INSD	Insuffisances des données désagrégées pour documenter et suivre l'évolution des inégalités entre les hommes et les femmes rendant difficile le suivi et l'évaluation des programmes et projets
Existence de cadres de concertation et de dialogue avec les autres acteurs (Sessions CONAPGenre, Rencontres CCG, 8 Mars, Foras des femmes)	Manque de stratégies de collaboration explicites précisant les rôles des différents acteurs de façon cohérente
Existence du Cadre de Concertation des PTF en Genre (CCG)	Absence d'un panier commun de financement (Etat et PTF) des activités genre et d'autonomisation économique des femmes dans le pays
Existence d'une Direction en charge de l'éducation des filles et du Genre (DPIEFG)	Faibles capacités techniques et de ressources financières des organisations féminines pour pouvoir s'impliquer dans les actions genre
Existence de mouvements coalitions associations de femmes engagées pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes	Faiblesse des capacités nationales pour prendre en compte le genre dans une situation de grave crise humanitaire
Adoption du décret N°2019-1111/PRES/PM/MFPTPS/MINEFID du 15 novembre 2019 portant Répertoire interministériel des	La non-évaluation de l'impact des programmes d'autonomisation économique des femmes pourtant sur

métiers de l'Etat (RIME) créant une famille d'emplois « promotion du genre »	l'accès aux facteurs de production (ressources naturelles, terre, crédits, technologies, emplois et opportunités)
Existence des Cellules Genre et des Plans d'Action Genre dans les Ministères et Institutions	La petitesse des projets et actions genre mis en œuvre par les différents acteurs et la faible mise à l'échelle des bonnes pratiques des acteurs (publics, OSC, du secteur privé, et des collectivités)

1.4. Les opportunités et les menaces

Plusieurs opportunités existent actuellement pour permettre une mise en œuvre plus réussie de la stratégie genre. Ces opportunités sont liées aux orientations politiques favorables au niveau international et national. Cependant, certaines menaces observées dans le contexte actuel sont à prendre en compte dans la formulation de la Stratégie Nationale Genre 2020-2024.

Tableau 7 : Opportunités et menaces

Opportunités	Menaces
Adhésion du Burkina Faso à l'agenda 2030 portant sur les ODD et l'agenda 2063 de l'UA	Attaques terroristes et accroissement de l'insécurité sur le territoire national
Adhésion du Burkina Faso à l'Agenda 2063 de l'UA	Conflits intercommunautaires et déplacement massif des populations détruisant les communautés
Ouverture politique aux revendications des droits des différentes catégories sociales	Extension de l'extrémisme religieux remettant en cause les droits des femmes
Engagement accru des partenaires au développement en faveur de l'égalité de genre	Incidences des changements et aléas climatiques sur les moyens d'existence (alimentation, eau, énergie)
Echéances électorales de 2020 et 2021	Instabilité politique et violences collectives
Recensement Général de la Population	Instabilité institutionnelle due aux fusions et scissions des ministères
Adoption progressive de la budgétisation selon le genre au niveau du budget de l'état	Faible adhésion et résistance des acteurs publics et privés à la mise en œuvre de la SNG
Promotion de l'inclusion économique par les PTF (Banque Mondiale, BAD)	Exploitation des femmes analphabètes par des intermédiaires dans le cadre des prestations de service de Mobile banking
Intérêt manifeste des autorités politiques pour l'autonomisation économique des femmes et des filles	Manque de financements suffisants pour mettre en œuvre la stratégie nationale genre
Reconnaissance de la Santé sexuelle et reproductive comme priorité dans l'agenda du développement nationale	Adoption de pratiques et des comportements sexuels à risque et en déphasage avec les valeurs et réalités socioculturelles (sexualité transactionnelle, sexualité précoce des enfants, etc)
Existence d'un groupe thématique « femme et genre » du CSD TEPS	

1.5. Les grands défis à relever

Au total, sept grands défis doivent être relevés dans le cadre de la Stratégie Nationale Genre. Il s'agit notamment :

- 1. Du renforcement de l'engagement politique et de l'implication des hommes dans la promotion de l'égalité entre les sexes .** La Constitution du 02 juin 1991, en son article 12 dispose que « tous les Burkinabè sans distinction aucune, ont le droit de participer à la gestion des affaires de l'Etat et de la société. À ce titre, ils sont électeurs et éligibles dans les conditions prévues par la loi ». A ce titre, il y a la nécessité d'aller au-delà des discours

d'engagement pour impulser une profonde dynamique de transformation des rapports inéquitables entre les hommes et les femmes en leur donnant les mêmes chances dans le processus de développement national. La traduction des engagements politiques en actions transformatives concrètes est indispensable. Cela passe par une concertation accrue et une synergie de l'action gouvernementale dans ce domaine pour mutualiser et rationaliser les ressources humaines et financières allouées à la problématique. A travers des séminaires gouvernementaux, le Premier Ministre, qui est Président du CONAPGenre, peut susciter un engagement véritable des acteurs politiques en proposant des orientations et des instructions pour la promotion de l'égalité des sexes. L'appropriation de la stratégie genre par la haute hiérarchie politique jusqu'aux exécutants à la base participera à l'atteinte des objectifs genre et partant le développement équitable du Burkina Faso.

La transformation des relations inéquitables et discriminatoires entre les hommes et les femmes ne peut pas se faire sans une implication active des hommes. Cela suppose qu'une masse critique d'hommes comprennent le bien-fondé de la promotion de l'égalité entre les sexes. De plus en plus d'hommes se sont engagés dans la promotion du genre et mènent des activités dans ce cadre sur le terrain. Mais, les institutions publiques et sociales restent dominées par les hommes, depuis le ménage jusqu'au sommet de l'Etat. Ils exercent le pouvoir de décision à tous les niveaux et doivent s'ouvrir à l'égalité entre les sexes pour permettre une transformation profonde et durable des rapports de genre.

2. **Du renforcement de la protection sociale et juridique de la femme.** Malgré les efforts déployés dans la construction des structures d'accueil des victimes de violence et d'exclusion sociale, elles sont toujours nombreuses à ne pas bénéficier encore des services de protection sociale. En outre, beaucoup de textes ont été adoptés ou ratifiés en vue de protéger les femmes et les jeunes filles mais du fait de la méconnaissance de ces textes ou du poids des pesanteurs socioculturelles, elles subissent parfois dans le silence et le mépris total des violences de toutes sortes. Il faudrait donc veiller à l'application effective des droits fondamentaux de la femme, la facilitation d'aide juridictionnelle aux ménages et l'octroi de services d'accompagnement destinés aux victimes pour favoriser leur accès à la justice et aux documents administratifs.
3. **De la participation des hommes et des femmes dans les actions en faveur de la paix, la sécurité et la cohésion sociale et l'intégration du genre dans l'ensemble des actions humanitaires :** Le Burkina Faso traverse en ce moment une crise sécuritaire qui effrite chaque jour les acquis en matière de droits humains en général et droits des femmes en particulier. Les femmes sont exposées à des enlèvements, à des violences sexuelles ... Les menaces terroristes font fuir la population qui abandonne ses terres et biens. Les femmes, devenues veuves suites aux attaques terroristes ou séparées de leurs maris qui mènent la bataille contre les terroristes, sont plus exposées à des situations de vulnérabilité. En plus du terrorisme, les conflits communautaires et le changement climatique donnent lieu à des catastrophes naturelles et humaines (inondation, vents violents, sécheresse, famine, déplacement des populations, etc.) qui détruisent les bases du développement économique des zones concernées. Toutes les actions en faveur de l'effectivité des droits des femmes dépendront de leur capacité de résilience face aux crises sécuritaires et/ou alimentaires.
4. **De l'intégration effective du genre dans les politiques sectorielles et les programmes et projets de développement, notamment au niveau des services sociaux de base :** La prise en compte effective du genre dans les politiques publiques est la condition de base pour la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. Il ressort de l'évaluation de la PNG que pour la plupart des documents élaborés par les Ministères et les institutions, le principe de la prise en compte de la dimension genre est généralement énoncé mais n'est pas traduit

de façon concrète dans les actions prévues. En plus, il y a une multiplicité des documents de planification (politique, plans d'action, programme, projets, etc) dans les différents départements ministériels et institutions rendant difficile le suivi de l'intégration du genre. Pour ce faire, il est nécessaire de poursuivre le renforcement des capacités des acteurs à tous les niveaux pour leur permettre d'avoir toute la technicité nécessaire afin d'assurer l'intégration de la dimension genre dans la formulation, la planification, la budgétisation et la mise en œuvre des politiques publiques. L'intégration des cours genre dans les différents cycles de formation (primaire, post-primaire, secondaire, universitaire et dans les écoles de formation professionnelle) permettra de disposer des cadres en grand nombre initiés à la question du genre.

5. **Du renforcement de l'autonomisation des femmes et des filles.** Malgré les efforts consentis pour l'autonomisation des femmes, on note toujours leur faible accès aux financements, aux facteurs et technologies de production et de transformation, aux appuis en montage de projets, aux services de suivi et d'accompagnement en gestion des projets. La proportion des femmes propriétaires d'entreprises parmi les entrepreneurs était de 18, 68% pour une cible de 30%⁴⁵. On retient également une faible représentativité des femmes dans les instances de prise de décision (postes électifs et nominatifs...). Le quota de femmes députés à l'Assemblée nationale reste toujours très inférieur au 30%. Elles accèdent moins aux emplois et sont moins promues aux postes nominatifs par rapport aux hommes. Des changements sont indispensables au niveau de l'accès des femmes aux postes nominatifs.
6. **De la création d'un dispositif unique et performant de coordination et de suivi-évaluation des actions genre.** Pour éviter les écueils liés à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la PNG, il s'agit de trouver une stratégie adaptée et des mécanismes innovants pour asseoir un dispositif pérenne de financement de la SNG en impliquant tous les acteurs de la promotion du genre. En plus de la budgétisation selon le genre en cours de d'expérimentation dans les ministères pilotes qui va ensuite se généraliser, il faut identifier d'autres sources de financement substantiel des activités liées au genre.

Il existe des projets et programmes ou stratégies spécifiques, en faveur de la femme et du genre. Toutefois, l'organisation de la collecte des données exhaustives et désagrégées n'est pas faite pour établir une situation de référence des inégalités entre les hommes et les femmes. Les données sont quasi inexistantes dans certains domaines ou bien elles ne sont pas désagrégées par sexe pour permettre d'apprécier les efforts ou les impacts des actions sur la réduction des inégalités. Il n'existe pas un mécanisme efficace de suivi de toutes les actions permettant de capitaliser les acquis escomptés. Il paraît donc judicieux de mettre en place un dispositif qui assurera le leadership institutionnel et le doter d'une capacité de coercition et de pression sur les acteurs pour adhérer aux directives concernant la prise en compte du genre. Ce dispositif aura l'avantage d'améliorer la coordination technique des activités de tous les acteurs à tous les niveaux (central et décentralisé) ainsi que la capitalisation et la valorisation des bonnes pratiques par leur mise à l'échelle et pérennisation.

Tous ces défis ne pourront être levés dans le cadre de la nouvelle stratégie genre 2020-2024 sans l'adoption et l'utilisation d'une approche d'intervention efficace, prenant en compte les réalités (socioculturelles, politiques, économiques, sécuritaires, etc.) du contexte national.

⁴⁵ Cible PNDES

2. ELEMENTS DE LA STRATEGIE

La Stratégie nationale genre se fonde sur les différents engagements pris aux niveaux international, régional et national pour lever les obstacles au développement liés aux inégalités et disparités entre les sexes.

2.1. Les fondements politiques

2.1.1. Fondements internationaux

L'un des principaux instruments juridiques internationaux de référence de la Stratégie Nationale Genre 2020-2024 est la Convention pour l'élimination de toutes des formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)⁴⁶. Sur la base de ces engagements, d'autres programmes politiques et plans d'action pertinents méritent d'être considérés :

- La **Déclaration et le programme d'action de Beijing** adoptés en 1995 représentent des cadres de politique mondiale, source d'inspiration et d'orientation des Etats pour l'instauration d'une égalité entre les sexes. Il s'agit d'un programme ambitieux couvrant douze (12) sujets de préoccupations majeures, toujours d'actualité⁴⁷.
- Le **Plan d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD)** : Tenue en 1994 au Caire consacrait les droits de la santé sexuelle et de reproduction des femmes comme faisant partie intégrante des droits humains.
- **L'Agenda 2030 des Nations unies** : Les Etats membres des Nations ont réaffirmé l'intérêt d'une prise en compte des préoccupations des femmes dans la lutte contre la pauvreté, l'insécurité, le changement climatique à l'horizon 2030. En tant que pays membre des Nations Unies, le Burkina a souscrit au Programme comportant 17 Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en 2015, lors de la 70ème Assemblée générale. L'ODD 5 constitue l'objectif de référence pour la Stratégie Nationale Genre.
- **L'accord de partenariat de Busan**. Cet accord adopté en 2011 vise la mise en œuvre d'un certain nombre d'engagements en vue de promouvoir l'efficacité de l'aide. Il s'agit des principes : (i) d'appropriation des priorités de développement par les pays en développement ; (ii) d'orientation vers les résultats, (iii) de partenariats pour le développement ouvert à tous ; (iv) de transparence et de redevabilité réciproque.

2.1.2. Instruments continentaux et régionaux

Après la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique adoptée en 2004 et l'adoption du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits des femmes, communément appelé « Protocole de Maputo », l'Union Africaine a pris des actions fortes qui servent de fondements pour la SNG.

- **L'Agenda 2063 de l'Union Africaine** : Adopté en 2015, il a pour vision à l'horizon 2063 « une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale ». Une des aspirations de cet agenda est de parvenir à « Une Afrique dont le développement est axé sur les citoyens, s'appuyant sur le potentiel de

⁴⁶ Auparavant, des textes consacrant les droits des femmes ont été adoptés : la convention sur les droits civils et politiques des femmes, la convention sur la nationalité de la femme mariée, la convention sur le consentement au mariage, l'âge minimal des mariés et l'enregistrement des mariages ...

⁴⁷ Il s'agit de la pauvreté, l'éducation et les formations, la santé, la violence, les conflits armés, l'économie, le pouvoir et les prises de décision, les mécanismes institutionnels, les médias, l'environnement, et les fillettes

ses populations, en particulier de ses femmes et de ses jeunes, et prenant soin des enfants » (Aspiration n°6).

- La **Stratégie de l'union africaine pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes (GEWE) 2018-2028** : L'un des principaux buts de cette politique est « d'aborder l'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration du genre dans les Politiques, programmes, budgets et systèmes de rapports, et atteindre les objectifs internationaux d'égalité entre les hommes et les femmes et d'autonomisation des femmes à l'horizon 2015 ».
- **L'Acte additionnel A/SA.02/05/15** relatif à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace CEDEAO de 2015, engage les Etats parties à « augmenter le taux de participation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions dans les différents secteurs, particulièrement dans le domaine politique, notamment dans les processus de prévention et de gestion des conflits, ainsi que de restauration de la paix et de la sécurité ».
- **Le plan d'action CEDEAO de la résolution 1325 des Nations unies** porte sur l'implication des femmes dans la paix et la sécurité. Ce plan s'articule autour de quatre (04) axes se rapportant à : (i) la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision ; (ii) la protection des femmes/filles contre les violences sexuelles et les VBG ; (iii) la prévention de la violence contre les femmes par la promotion des droits de la femme, la redevabilité et l'application des lois ; (iv) l'intégration de la dimension genre dans les opérations de paix. Il constitue une bonne inspiration pour l'élaboration de la SNG 2020-2014) dans le contexte sécuritaire actuel du Burkina Faso.

2.1.3. Les fondements politiques au niveau national

Le Burkina Faso adhère à plusieurs traités et conventions relatifs aux droits des femmes en particulier, le Burkina. C'est ainsi qu'il produit régulièrement des rapports pour le Comité CEDEF, Beijing, la CIPD, et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur la situation des droits des femmes et les actions entreprises pour l'effectivité de ces droits. Pour garantir l'accès des couches vulnérables de la société à la justice, il y a la loi n°2009-558 du 22 juillet 2009 portant organisation de l'assistance judiciaire au Burkina Faso dont l'opérationnalisation accorde une place importante aux femmes.

Afin de concrétiser ces différents engagements en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, l'Etat burkinabè a élaboré des plans, programmes et stratégies pour promouvoir les droits des femmes. Nous citons quelques-uns qui servent d'inspiration pour la formulation de la SNG.

- **L'Étude Nationale Prospective « Burkina 2025 »** dont la vision est de faire du « Burkina Faso une nation solidaire, de progrès et de justice, qui consolide son respect sur la scène internationale ». En se fondant sur cette étude prospective, la stratégie genre sera en phase avec les projections
- **Le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SNADDT)** : La SNG se fonde aussi sur le SNADDT 2040 qui a pour vision « À l'horizon 2040, le Burkina Faso, une nation solidaire qui assure une planification spatiale et une croissance socio-économique, sur la base des potentialités nationales, dans la perspective d'un développement harmonieux et durable du territoire, réducteur des disparités inter et intra régionales ».
- **Le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES 2016-2020)** : Dans le PNDES, la promotion des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes concerne trois aspects bien identifiés : i) La promotion de la santé maternelle et de la planification familiale ; ii) L'inclusion de l'index de parité pour les indicateurs de performances en éducation au primaire, post-primaire et secondaire ; iii) L'intégration, dans le sous-secteur de l'emploi et de la protection sociale, de l'Objectif Stratégique 2.4., qui envisage de « promouvoir l'emploi décent et la protection sociale pour tous, particulièrement pour les jeunes et les femmes ».

- **Le plan d'actions national 2020-2022 pour la mise en œuvre des résolutions 1325, 1820 et 2242 du conseil de sécurité des nations-unies** : ce plan d'action repose sur quatre (04) axes que sont (i) la protection et la réhabilitation des femmes et des filles victimes de violences ; (ii) l'intégration du genre dans la gouvernance de la sécurité et de la défense ; (iii) la prévention des violences à l'égard des femmes et des filles ; (iv) l'amélioration des connaissances et des savoirs sur les VFF.
- **La Politique Sectorielle Travail Emploi et Travail Social (PS/TEPS)** : la Stratégie Nationale Genre est adossée à cette politique sectorielle dont la vision est de faire du Burkina Faso : « une Nation solidaire et inclusive où l'ensemble des citoyens sans distinction aucune ont un accès égal et équitable à l'emploi productif, au travail décent et à la protection sociale leur permettant de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale à l'horizon 2027 ».
- **La Politique sectorielle santé** : Elle vise l'amélioration de l'état de santé de la population du Burkina Faso. Sa vision est de favoriser : « un meilleur état de santé possible pour l'ensemble de la population à travers un système de santé national accessible, performant et résilient à l'horizon 2026 ». Il met l'accent l'élimination des pratiques traditionnelles néfastes notamment l'excision et le mariage d'enfants, la promotion de la sécurité alimentaire, la nutrition, la planification familiale, la santé communautaire et la protection sociale. Le Plan stratégique national de promotion de l'élimination de la pratique des mutilations génitales féminines (2016-2020) tire son fondement de la Politique sanitaire nationale (PSN) 2010.
- **Le Plan Sectoriel de l'Education et de la formation (PSEF 2017-2030)** : La vision du secteur est la suivante « un système éducatif démocratique, performant, inclusif et ouvert sur le monde, développant les compétences et l'expertise nécessaires et suffisantes pour le développement socioéconomique du Burkina Faso ». Compte tenu de l'importance de l'éducation dans la réduction des inégalités entre les sexes et la promotion de l'autonomisation économique de la femme et de la fille, la Stratégie Nationale Genre est ancrée sur ce plan sectoriel éducation et de formation.

2.2. Vision de la Stratégie Nationale Genre 2020-2024

En ayant l'égalité entre les hommes et les femmes comme but ultime à atteindre, la vision de la Stratégie Nationale Genre à l'horizon 2024 est de : **« bâtir une société d'égalité et d'équité entre hommes et femmes, et qui assure, à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour leur épanouissement social, culturel, politique et économique »**. Cette vision prend bien en compte le contexte sécuritaire. Pour la concrétiser au cours des cinq prochaines années les principes directeurs retenus figurent dans le point suivant.

2.3. Les principes directeurs

- **Le leadership national** : La mise en place d'une société de justice et où les droits des hommes et des femmes sont pleinement reconnus et respectés ne peut se faire sans un leadership politique de haut niveau pour en donner les mesures positives fortes et montrer l'exemple. Le leadership des acteurs ministériels du secteur transversal de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation de la femme et celui du Premier Ministre, Président du Conseil National Genre est indispensable et très utile pour impulser une synergie au niveau gouvernemental. La définition et la mise en œuvre des priorités doivent être impulsées par les acteurs ministériels de concert avec les autres acteurs que sont les institutions nationales et les partenaires techniques et financiers.
- **La participation et la responsabilisation** : La démarche participative implique la responsabilisation des acteurs du sous-secteur transversal égalité des sexes et autonomisation de la femme. Les initiatives prises dans le cadre de la Stratégie visent à créer une nouvelle dynamique nationale par

le nombre d'acteurs impliqués, les niveaux d'intervention et la qualité des initiatives qui seront réalisées. A tous les niveaux, chez les individus, dans les ménages, les communautés, les régions, les ministères et le pays tout entier, les changements doivent s'opérer en faveur de l'égalité et l'autonomisation de la femme. Il est essentiel que les acteurs de mise en œuvre de la stratégie planifient et conduisent efficacement les actions relevant de leurs responsabilités. Leur implication réelle et leur responsabilisation sont indispensables à l'atteinte des résultats escomptés.

- **L'équité et l'inclusion :** L'équité est au cœur de la vision de la SNG. Il est le moyen indispensable par lequel l'égalité entre les hommes et les femmes peut être atteinte dans les actions de développement. Il s'agit de prendre en compte les besoins spécifiques de chaque composante sociale et d'offrir des services adaptés à leurs besoins et droits reconnus. L'utilisation du principe d'équité dans la mise en œuvre est le moyen de garantir la justice sociale pour tous. Aussi l'inclusion permet de prendre en compte les autres variables que le sexe afin de s'assurer que ni l'âge, l'ethnie, le niveau d'instruction, le niveau de revenu, la profession, la religion, le handicap ne constituent des facteurs de discrimination possibles à l'encontre des hommes et femmes.
- **La cohérence et la synergie d'action :** Il n'y a pas de transversalité du genre sans une cohérence et synergie des acteurs. En effet, la lutte contre les inégalités entre les sexes concerne tous les secteurs, domaines et niveaux d'intervention. Elle requière l'implication d'une pluralité d'acteurs du domaine public et privé qui doivent agir en complémentarité. Pour agir en faveur des mêmes groupes cibles sur le terrain, la cohérence des projets et actions et la synergie des acteurs est une nécessité impérieuse. La cohérence et la convergence des interventions des différentes parties prenantes sont un facteur essentiel de dynamisation et développement du tissu industriel. La synergie d'action entre les administrations publiques d'appui, d'une part, et entre les organisations et structures d'appui du secteur privé, d'autre part, est une exigence du succès de la stratégie.
- **La gestion axée sur les résultats (GAR).** Avec l'application du budget programme officiellement adopté et appliqué depuis 2017, c'est l'impact des allocations de ressources publiques sur les différentes composantes de la société qui est maintenant recherché. Le budget étant la traduction chiffrée des priorités politiques de l'Etat, il est indéniable que l'utilisation de l'approche axée sur les résultats dans les politiques sectorielles et transversales va permettre de mieux suivre les efforts financiers de l'état et de ses partenaires en faveur de la réduction des inégalités. Non seulement la GAR va permettre la participation de toutes les parties prenantes de la SNG mais aussi les responsabiliser dans le processus de planification, de budgétisation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques publiques, en optimisant l'utilisation des ressources humaines et financières. Avec la GAR, le principe de la redevabilité des acteurs sera appliqué. Cette reddition des comptes est déjà expérimentée à l'occasion des foras biannuelles de la femme et lors de la présentation des rapports d'évaluation de la PNG. Il reste à formaliser des mécanismes de redevabilité à d'autres niveaux et occasions pour que le maximum de bénéficiaires de la SNG puisse demander des comptes aux gouvernants, aux PTF, aux OSC et aux Collectivités en tant que pourvoyeurs de services publics et de prestations de développement.
- **La déconcentration des actions genre :** Comme initiative politique, la SNG obéit à l'orientation de l'Etat en matière de prestation de services publics. Les différents niveaux de la pyramide administrative ont des rôles à jouer dans les efforts visant la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. A la faveur de la décentralisation et la promotion du développement local, les collectivités locales sont des acteurs indiqués pour collaborer avec les services techniques déconcentrés afin d'identifier et d'éradiquer les différentes formes d'inégalités liées au genre observées dans les différentes régions. La mise en œuvre de la PNG au cours des dernières années n'a pas permis de concrétiser cette déconcentration des actions au niveau des communautés.

3. LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

3.1. L'objectif global

L'objectif principal de la stratégie nationale genre 2020-2024 est de **favoriser l'instauration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles au Burkina Faso grâce à la mise en œuvre d'actions concrètes à tous les niveaux (central, local, communautaire), par les différents acteurs dans les secteurs et domaines prioritaires du développement national.**

3.2. Les impacts attendus

Les impacts attendus de la SNG sont: (i) les hommes et les femmes jouissent pleinement de leurs droits sans discrimination et (ii) les inégalités sociales et de genre sont réduites et la femme est promue comme actrice dynamique du développement.

Pour déterminer les impacts attendus à l'horizon 2024, les indicateurs suivants sont retenus : La proportion des femmes propriétaires d'entreprises parmi les entrepreneurs qui est de 18,68% en 2018 passera à 30% en 2024, la proportion des femmes aux postes électifs et nominatifs (Ministres, Députés et Gouverneurs) qui est de 14,17%, et 11,02% en 2018 passera respectivement à 30% et à 30% en 2024. De même, la proportion de politiques sectorielles, PRD et PCD intégrant le genre devra évoluer de 35% en 2016 à 100% en 2024.

3.3. Les axes stratégiques, objectifs stratégiques et effets attendus

Pour relever les défis découlant de l'analyse diagnostique de situation, des axes stratégiques, des objectifs et des effets attendus sont clairement définis. Conformément aux défis identifiés, cinq (05) axes stratégiques ont été définis : (i) Accès égal à la justice et à la protection juridique, (ii) Promotion de l'équité d'accès aux services sociaux de base et à la protection, (iii) Autonomisation économique des femmes et filles, (iv) : Participation, représentation et influence politique égale (v) Coordination et pilotage.

AXE 1 : ACCES EGAL A LA JUSTICE ET A LA PROTECTION JURIDIQUE

Objectif 1.1: Renforcer les instruments juridiques nationaux dans les différents secteurs prioritaires de développement

EA 1.1.1: Les textes juridiques sont adoptés ou relus en vue d'une prise en compte de la spécificité et d'une meilleure protection des droits de la femme et de la jeune fille

Les principales actions à mener porteront sur le recensement de tous les textes et leur analyse pour apprécier s'ils sont favorables à la promotion du genre, à la mise en place de cadres d'échanges et de suivi sur l'application des textes favorables à la jeune fille et du jeune garçon. Il s'agira également de mener des études sur le niveau d'application des textes juridiques et engagements nationaux et internationaux, d'identifier les obstacles dans leur mise en œuvre et de proposer des recommandations et ajustements nécessaires pour leur application effective. L'analyse s'intéressera également aux pratiques socioculturelles qui peuvent avoir une influence sur l'application des textes.

Il s'agit également de procéder à une analyse diagnostique pour apprécier la protection des droits de femme et la prise en compte des préoccupations spécifiques des femmes et des filles qui doit aboutir à la relecture et à des propositions de dispositions juridiques favorables à la protection des droits de la femme au Burkina Faso. Le nombre de textes adoptés ou relus en vue d'une prise en compte de la

spécificité et d'une meilleure protection des droits de femme et de la jeune fille est l'indicateur retenus pour l'effet. Nombre de textes juridiques adoptés ou relus en vue d'une prise en compte de la spécificité et d'une meilleure protection des droits de femme et de la jeune fille a été retenu pour mesurer l'atteinte de cet effet.

EA 1.1.3: des nouveaux textes qui encadrent la modernisation des comportements dans la société sont adoptés (drogue, alcool, prostitution, sexualité précoce des enfants, etc.)

L'accroissement rapide de la population, ainsi que le développement spectaculaire des moyens de communication ont bouleversé les normes culturelles et favorisé l'émergence de nouvelles modes et de comportements dans la société en général et parmi les adolescents/jeunes en particulier. Pour ce faire, il s'agira d'œuvrer à l'adoption de nouveaux textes qui vont encadrer un certain nombre de choses pour ne pas laisser la jeunesse dans la dérive totale. Les nombreuses manifestations sociales budgétivores sont sources de gaspillage doivent aussi faire l'objet de réglementation. Beaucoup de séances de sensibilisation et de formation sur la lutte contre ces fléaux émergents qui menacent la société dans son ensemble seront des actions de cet effet. Le nombre de textes adoptés par le gouvernement permettra de constater les progrès de l'effet.

EA 1.1.4. Une loi relative à l'égalité entre homme femme est élaborée après la constitutionnalisation du genre

Bien qu'énoncé dans la Constitution, le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes n'a jamais été définie et encore moins fait l'objet d'une loi. Or, l'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la Constitution et nécessite d'être précisée dans ses contours et champs d'application. Le nombre de lois sur l'égalité entre les hommes et les femmes servira d'indicateur pour l'effet attendu. Il n'est pas nécessaire de faire l'inventaire de toutes les lois adoptées au niveau national pour établir une proportion.

Objectif 1.2: Veiller à l'application des textes et lois existants contre toutes les violences liées au genre

EA 1.2.1 : Les femmes et les hommes ont plus accès égal aux services de la justice

Il s'agit de renforcer les connaissances des femmes et des jeunes filles sur leurs droits aux services juridiques (traduction en langues nationales et diffusion) par l'organisation d'activités de sensibilisation et de formation, de mise à disposition des textes à tous les acteurs intervenant dans le domaine de la promotion des droits. Les actions porteront également sur les appui-conseils, l'assistance l'accompagnement et de l'orientation des femmes usagers des services juridiques pour qu'elles puissent bénéficier des différentes prestations (établissement des pièces d'Etat civil et tous les actes légaux dont elles ont besoin). Il s'agit d'aider les femmes et filles à accéder plus facilement aux différents services et empêcher les nombreux intermédiaires qui leur imposent des coûts illégaux pour ses services. Pour mesurer les progrès au niveau de cet effet, le taux d'accès des femmes aux services de la justice a été retenu.

EA 1.2.2 : Les cas de violations des droits des femmes et des hommes sont traités par les services judiciaires

Avoir accès aux services de la justice pénale est essentiel pour les femmes et les filles. Mais, la procédure judiciaire est souvent longue et complexe, d'où la nécessité d'un meilleur accompagnement et suivi des femmes et filles ayant des dossiers en justice. Les actions concerneront l'assistance judiciaire et le suivi du traitement des plaintes déposées par les femmes et filles pour les violations de

leurs droits. Les indicateurs ci-après ont été retenus pour mesurer l'effet : nombre de femmes victimes de violences prises en charge et le nombre de dossiers portant sur des cas de violations des droits des femmes traités.

EA 1.2.3 : Les violences liées au genre sont réduites

L'ambition est d'atteindre zéro tolérance face aux violences à l'égard des femmes et des jeunes filles. Les actions à mettre en œuvre consisteront essentiellement à la vulgarisation des textes juridiques de protection contre les violences à l'égard des femmes et des filles, la sensibilisation des élèves et étudiants des établissements, écoles et instituts supérieurs publiques et privés sur les questions de genre, de violences à l'égard des femmes et des filles ; de l'extrémisme violent et sur la paix et la sécurité ; la promotion de l'application des textes et lois favorables à la femme et à la jeune fille ; réhabilitation des femmes et des filles victimes de violences sur le plan économique; la prise en charge des victimes de violences et la poursuite et répression des auteurs de violences à l'égard des femmes et des filles dans toute la rigueur de la loi. Le nombre de femmes victimes de violence est l'indicateur retenu pour mesurer l'effet.

Objectif 1.3: Veiller à l'application des lois existantes contre les discriminations basées sur le sexe dans les secteurs et domaines prioritaires du développement national

EA 1.3.1: Les lois d'orientation des secteurs et domaines prennent en compte l'égalité entre les hommes et les femmes

Il existe plusieurs lois d'orientation pour les interventions dans les différents secteurs et domaines (éducation, santé, travail, protection sociale, etc.). Certaines lois comportent des dispositions discriminatoires ou ne prennent pas en compte l'égalité entre les hommes et les femmes. Les actions consistent à les inventorier, les analyser et proposer des amendements pour les rendre non discriminatoires. Le Nombre de lois d'orientation genre sensibles et le Nombre de lois d'orientation révisées sont les indicateurs retenus pour mesurer ses effets.

EA 1.3.2 : Les normes légales en matière d'égalité hommes femmes sont prises en compte dans les secteurs et domaines prioritaires de développement

Dans le cadre de l'offre de services publics de qualité aux usagers, plusieurs secteurs et domaines disposent de normes en matière d'égalité d'accès et de prise en compte. C'est ainsi que pour l'accès aux services de santé, la norme d'un CSPS pour 10 000 habitants et sur un rayon de 10 km. En éducation et eau/assainissement des normes sont définies. Au niveau de la participation politique la parité est promue tandis que dans la lutte contre l'insécurité alimentaire il y a des rations égales à servir aux hommes et aux femmes (déplacés, réfugiés, etc.). L'effet attendu sera mesuré par la Proportion des secteurs et domaines appliquant les normes d'égalité et le nombre de mesures prises en faveur de l'égalité qui sont appliqués.

EA 1.3.3 : Les discriminations contre les femmes et les hommes sont réduites dans les différents secteurs et domaines du développement

La problématique genre est transversale et les secteurs et domaines sont interdépendants. Par exemple, l'égalité d'accès à l'éducation joue sur l'accès à l'emploi, la participation aux instances décisionnelles etc. Or, les pratiques discriminatoires sont observées dans certains secteurs et domaines économiques, notamment dans l'accès aux facteurs de production qui détermine l'état de pauvreté et la situation économique des deux sexes. Dans les services offerts par certains départements ministériels qui n'ont pas encore engagé des mesures et actions positives en faveur de

l'égalité entre les hommes et les femmes, les pratiques discriminatoires subsistent. Les actions à mener vont permettre de mettre en exergue les faits de discriminations existants et les documenter dans les secteurs et domaines prioritaires de la SNG. Les indicateurs de mesure retenus : Nombre de faits discriminatoires recensés, Nombre d'actions positives mises en œuvre, Taux d'accès des hommes et des femmes aux prestations.

AXE 2: PROMOTION DE L'EQUITE D'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE ET A LA PROTECTION

Objectif 2.1: renforcer l'égalité et l'équité d'accès, de maintien et de réussite de la jeune fille et du jeune garçon dans tous les ordres d'enseignement

EA 2.1.1 : l'égalité et l'équité d'accès des filles et des garçons est assurée

Grâce à l'effort de l'Etat et de ses partenaires, l'offre d'éducation s'est accrue. L'accès des garçons comme celui des filles s'est considérablement amélioré à l'école primaire, frisant la parité dans certaines régions mais la situation du secteur de l'éducation présente toujours des écarts importants entre garçons et filles dès lors que l'on monte dans les ordres d'enseignement. Dans cette dynamique, l'action publique portera sur la construction et l'équipement d'infrastructures scolaires homologuées (écoles, toilettes, laboratoires, lycées et collèges d'enseignement, etc.) ; le renforcement des mesures correctives favorisant la scolarisation de la fille, bref l'application effective des textes relatifs à l'éducation⁴⁸. L'indice de parité à tous les niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire, secondaire et supérieur) a été retenu pour mesurer l'effet.

EA 2.1.2 : les filles poursuivent autant que les garçons poursuivent leurs études jusqu'au cycle supérieur

Au niveau du primaire, le taux brut de scolarisation a atteint 90,9% pour les filles contre 90,6% pour les garçons pour l'année 2017/2018. Paradoxalement, cet effort se trouve annihilé par une grande déperdition d'un ordre d'enseignement à un autre, dont l'impact est encore beaucoup plus perceptible du côté de la jeune fille comparée au jeune garçon. Les principales actions pour l'atteinte de cet effet consisteront au renforcement des mesures incitatives en faveur de la scolarisation et de l'étude de la jeune fille (la subvention de la cotisation APE des filles et l'octroi de bourses d'études (bons scolaires) aux filles méritantes et celles issues des milieux défavorisés, la restauration dans les cantines établissements, l'amélioration des conditions de vie et d'études de la jeune fille ; le renforcement des capacités des acteurs(encadreurs et des enseignants) en pédagogie genre sensible, le développement de nouvelles stratégies visant à sécuriser la vie scolaire des jeunes filles et des garçons et à créer un environnement favorable à leur scolarisation. Le taux d'achèvement des jeunes filles par rapport à celui des garçons dans tous les ordres d'enseignement et le taux de transition d'un cycle à l'autre sont les indicateurs formulés pour cet effet.

EA 2.1.3 : Les stéréotypes sexistes dans l'orientation des filles et des garçons dans les filières de formation professionnelle sont levés

⁴⁸ loi 013-2007/AN du 30 juillet portant loi d'orientation de l'éducation. En effet, l'article 3 stipule que « l'éducation est une priorité nationale et que toute personne vivant au Burkina Faso a droit à l'éducation, sans discrimination aucune, notamment celle fondée sur le sexe, l'origine sociale, la race, la religion, les opinions politiques, la nationalité ou l'état de santé ». Quant à l'article 4, il prescrit l'obligation de l'enseignement de base pour tous les enfants de six à seize ans.

Il vise à encourager les jeunes filles et garçons à s'orienter dans les filières scientifiques et professionnelles à partir du secondaire sans tenir compte des stéréotypes existants. Les actions consisteront à renforcer les services de conseils d'orientation dans les établissements scolaires pour l'information, le conseil et l'orientation ou l'identification des personnes ressources, au niveau du corps enseignant, qui seront chargées de guider les garçons et filles dans le choix de leurs filières, la réussite dans leurs études et l'orientation de leurs carrières. A cela s'ajoute, la prise de mesures spécifiques (bourses, subventions, prix d'excellence, etc.) susceptibles d'influencer positivement le choix des filières scientifiques par les jeunes filles, l'organisation de camps scientifiques, le renforcement de la formation scientifique et professionnelle de base à travers les cours d'appui au profit de la jeune fille. Cet effet attendu sera mesuré par les indicateurs suivants : Taux de filles et garçons dans les filières de formation professionnelle et le taux d'accès à l'emploi des diplômés (filles et garçons) après la formation professionnelle.

Objectif 2.2 : améliorer la santé sexuelle et reproductive de la jeune fille

EA 2.2.1 : les connaissances des femmes et des jeunes filles sur la santé sexuelle et reproductive de la jeune fille sont renforcées

L'effondrement de l'autorité familiale, la baisse du pouvoir économique des parents favorisent la pratique des rapports sexuels précoces et non protégés et d'autres comportements sexuels à risque par les jeunes. Il sera question de l'organisation des séances de sensibilisation et de formation sur SSR à l'endroit des femmes et des jeunes filles. Également, les actions consisteront à l'introduction de nouveaux curricula sur l'éducation sur la santé de la reproduction, sur les MGF, sur le mariage des enfants, à la création de services sociaux scolaires dans les établissements scolaires pour l'IEC/CCC au profit de la jeune fille. La proportion des femmes et des jeunes filles ayant bénéficié de formation en SSR, la proportion des femmes et filles exerçant un pouvoir de décision en santé sexuelle et reproductive et le pourcentage de femmes et filles ayant un pouvoir de négociation sur la SSR sont les indicateurs de mesure de cet effet.

EA 2.2.2 : les femmes et les jeunes filles ainsi que les hommes et les jeunes garçons adoptent des méthodes contraceptives

L'Etat a pris l'option de promouvoir la planification familiale. L'atteinte de cet effet nécessite le renforcement des connaissances des femmes/filles et les hommes/garçons sur les avantages et limites de l'utilisation des méthodes contraceptives, l'amélioration de l'offre de service à travers la disponibilité des produits et des ressources humaines qualifiées. Le décret sur la gratuité des méthodes contraceptives contribuera à l'atteinte de cet effet. Les progrès seront mesurés à partir du taux de prévalence contraceptive chez les couples ; le taux de prévalence contraceptive chez les jeunes de moins de 15 ans et le taux de prévalence contraceptive chez les jeunes de 15 à 18 ans.

EA 2.2.3: La sexualité précoce des enfants et adolescents (filles et garçons) est réduite

La sexualité précoce des jeunes est un sujet d'actualité qui préoccupe plus d'un. Les jeunes filles livrent leur corps sans être forcément conscientes des risques qu'elles encourent par manque d'informations ou par immaturité, sinon les deux. Tout cela est favorisé par les médias, la télévision, l'internet, le manque d'accompagnement et de suivi des parents et des éducateurs. De ce fait l'urgence commande une véritable éducation sexuelle et morale des adolescentes et adolescents à tous les niveaux, une sensibilisation des parents sur le suivi et l'éducation sexuelle de leurs enfants, la prise de mesure permettant de contrôler les images diffuser par les médias et la poursuite et la répression des auteurs de harcèlement sexuel sur les mineurs. Les indicateurs ci-après ont été retenus pour mesurer l'effet :

proportion des enfants en activité sexuelle avant 10 ans et Proportion d'enfants de 10 à 15 ans actifs sexuellement.

EA 2.2.4 : Les grossesses précoces et non désirées des filles scolarisées et non sont réduites

La grossesse précoce et non désirée tend à devenir un problème mondial. Elle a un impact majeur sur la vie des adolescents, en particulier des filles, sur plusieurs plans : sanitaire, social, économique et éducatif. L'atteinte de cet effet passera par la mobilisation des parents et de la communauté pour faire face au problème des grossesses précoces et non désirées, l'éducation et sensibilisation par les médias, le renforcement des services de santé scolaires, l'intégration dans les programmes scolaires et dispenser en classe, avant et après la puberté, une éducation sexuelle holistique et la réintégration et/ou de poursuite de la scolarité pour les apprenantes enceintes ou mères. Le nombre de cas de grossesses non désirées chez les filles de moins de 15 ans et chez les 15-18 ans et le nombre de cas d'avortements chez les filles de moins de 15 ans et chez les 15-18 ans sont les indicateurs qui permettront d'apprécier les progrès vers l'atteinte de l'effet. Ces données concernent les filles scolarisées ou non

Objectif 2.3: améliorer la prise en charge et la protection des femmes et des filles dans le contexte de l'insécurité et des changements climatiques

EA 2.3.1 : les connaissances des hommes et des femmes agents de sécurité et de défense sont améliorées sur la législation nationale, régionale et internationale sur les violences à l'égard des femmes et des filles

Les principales actions consisteront au renforcement des capacités des décideurs, cadres et agents (des hommes et des femmes) des forces de sécurité et de défense sur les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux sur les violences à l'égard des femmes et des filles ; l'amélioration de la représentativité des femmes et filles dans les corps militaires et paramilitaires, la participation effective des femmes et des organisations de femmes à la conception, à la gestion et au suivi des questions de sécurité. Les indicateurs suivants ont été retenus : pourcentage des agents de sécurité et de défense (hommes et femmes) ayant bénéficié de renforcement de compétence sur la législation nationale, régionale et internationale sur les violences à l'égard des femmes et des filles, nombre d'agents ayant des compétences pour traiter des cas de violence.

EA 2.3.2 : Les femmes et filles ainsi que les hommes/garçons victimes de l'insécurité et des catastrophes naturelles sont recensées pour une prise en charge intégrée

Les situations crises humanitaires et de catastrophes naturelles sont des périodes d'extrême vulnérabilité surtout chez les femmes et les jeunes filles. Toutefois, les principales actions porteront sur l'enregistrement et de la prise en charge alimentaire, psychosociale et sanitaire les femmes et filles ainsi que les hommes et garçons victimes de l'insécurité et des changements climatiques en respectant les normes humanitaires. Il faut également un approvisionnement des régions en stocks d'urgence conséquente des vivres et du matériel de survie en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des filles. L'indicateur prévu pour la mesure de cet effet attendu sont : le nombre de personnes (H/F) en situation d'insécurité alimentaire ; le pourcentage de femmes/filles et hommes/garçons victimes de l'insécurité bénéficiant d'une prise en charge psychosociale et sanitaire ; pourcentage de femmes et d'hommes dans les camps de déplacés et hors camps ; nombre de militaires déployés au combat bénéficiant de soins post-traumatiques.

EA 2.3.3 : Les femmes et filles déplacées sont protégées contre les violences sexuelles et physiques

Les cas d'exactions et de harcèlement sexuel sont courant sur les couches les plus vulnérables et singulièrement les femmes et filles en temps de crise. Les actions d'envergure consisteront à la sensibilisation des déplacés et de tous ceux qui sont aux alentours des sites sur les violences et les droits de la femme, la prise en compte de la dimension genre dans l'aménagement des sites, et la prise en charge intégrée (psychosociale et réhabilitation) des victimes, la condamnation de tous les auteurs d'actes de violences sur les femmes et les filles. Le nombre de femmes et filles victimes de violences sexuelles et le nombre de cas ayant des suites judiciaires satisfaisants sont les indicateurs retenus pour mesurer l'effet.

Objectif 2.4 : promouvoir l'élimination des pratiques traditionnelles néfastes

EA 2.4.1: La pratique des mutilations génitales féminines est réduite

La pratique des MGF connaît des poches de résistance dans notre pays. Pour l'abandon total de cette pratique, les actions intégreront l'aspect prévention et l'aspect prise en charge des victimes. Au titre de la prévention, les actions porteront sur l'intensification des actions de sensibilisation des populations, le renforcement des capacités des acteurs de la lutte contre l'excision, le renforcement de l'engagement des communautés avec une prise en compte de la lutte transfrontalière contre le phénomène. Il y a également la répression des auteurs et complices de l'excision dans toute la rigueur de la loi. A cela, il faut allier la prise en charge intégrée des victimes qui se traduit par la réparation des séquelles et la prise en charge psychosociale des victimes. Le taux de prévalence de la pratique de l'excision chez les filles de 0-14 ans qui est de 11,3% en 2015(EMC) et les femmes de 15-49 ans qui est de 67,6 % en sont les indicateurs retenus pour mesurer l'effet.

EA 2.4.2: Les populations pratiquent moins le mariage d'enfants et le mariage forcé

Pour atteindre cet effet, les actions prendront en compte le renforcement des capacités des acteurs, l'amélioration des connaissances des populations ainsi que le renforcement du dispositif juridique, judiciaire et institutionnel de promotion de l'abandon de la pratique du mariage d'enfants. Aussi, faudra-t-il allier à ces actions de prévention, une prise en charge intégrée des victimes de mariage d'enfants. Le Taux de prévalence de la pratique du mariage d'enfants, le nombre de cas de mariages forcés (y compris le rapt), le nombre de cas de mariage forcé par le lévirat sont les indicateurs qui serviront à mesurer l'atteinte de cet effet.

EA 2.4.3: La spoliation des veufs/veuves et orphelins n'est plus pratiquée dans le pays

Ce qui est souvent désastreux et dévastateurs pour la veuve ou le veuf, l'orpheline et l'orphelin n'est pas la disparition du conjoint(e) ou du parent mais la gestion qui s'en suit des biens. Le droit coutumier prime souvent sur le droit moderne occasionnant des situations peu enviables pour bon nombre de personnes. Pour venir à bout de cette situation dans notre société, l'action publique se poursuivra par la sensibilisation sur le CPF et les plaidoyers auprès des leaders religieux et coutumiers pour le respect des droits de l'homme, le renforcement des mécanismes d'accompagnement et d'assistance judiciaire de la veuve et de l'orphelin. La mesure de cet effet se fera à travers deux (02) indicateurs: le nombre de veufs/veuves victimes de spoliation dont les cas sont traités par la justice et le nombre d'orphelins victimes de déscolarisation.

AXE 3 : AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES ET FILLES

Objectif 3.1 : améliorer l'accès des femmes et des jeunes filles à la terre et aux technologies de production, de transformation et de conservation ainsi qu'aux financements ;

EA 3.1.1 : les femmes et hommes ont un égal accès à la terre

Le faible accès des femmes à la terre et aux ressources naturelles est un problème récurrent tirant sa source dans les règles coutumières de contrôle et de gestion de ces ressources. L'engagement des autorités du pays avaient permis d'octroyer 46% des superficies nouvellement aménagées aux femmes en 2016. Toutefois, les efforts de sensibilisation des femmes et des filles sur leurs droits à la terre et des plaidoyers doivent se poursuivre auprès des propriétaires terriens ainsi que le suivi de l'application des textes sur le foncier rural. Aussi faudra-t-il des appuis et accompagnement à l'accès et à la sécurisation foncière par l'acquisition de droits de propriété foncière. Les indicateurs proportion de femmes ayant un libre accès aux PFNL et la proportion des superficies aménagées et irriguées attribuées aux femmes et aux hommes ont été retenus pour mesurer les progrès vers la réalisation de cet effet.

EA 3.1.2 : les femmes et les filles ont davantage accès aux nouvelles technologies appropriées de production, de transformation, de transport et de communication

Les principales actions consisteront à la formation des femmes et des filles à l'utilisation des technologies pour une maîtrise en termes d'exploitation et de maintenance du matériel ; l'acquisition et la mise à disposition des technologies appropriées aux femmes à des prix subventionnés ; l'appui à l'approvisionnement de certaine matière première, l'appui à l'accès des moyens de transport et de communication pour l'écoulement de leur production. Les indicateurs ci-après ont été retenus : taux d'accès aux technologies de production, de transformation efficaces et durables du nombre de femmes et des filles chefs d'entreprises participants à des foires et rencontres d'affaires au niveau national et international et du taux d'accès des femmes aux TIC.

Objectif 3.2: Promouvoir l'entrepreneuriat féminin

EA 3.2.1 : Les mesures incitatives favorables au développement de l'entrepreneuriat féminin sont appliquées

Pour développer l'entrepreneuriat féminin, les actions majeures peuvent porter sur la relecture des textes et des lois pour prendre en compte la spécificité de l'entrepreneuriat féminin ; la mise en place d'un fonds de financement de l'entrepreneuriat féminin (ou le renforcement des mécanismes existants) ; l'allégement des conditions et procédures d'octroi et de gestion des crédits des structures de financement mises en place par l'Etat ; l'organisation de campagne d'information et de communication sur le financement de l'entrepreneuriat féminin au Burkina Faso et l'accompagnement des femmes en montage de projets. La proportion des entreprises créées par les femmes, le taux de viabilité des entreprises des femmes et des hommes et le taux d'intérêt appliqué aux prêts accordés aux hommes et aux femmes sont les indicateurs retenus pour mesurer l'effet. Le premier était de 18,68% en 2018 avec une cible de 30% en 2024. (H/F).

EA 3.2.2 : Les entreprises des femmes sont diversifiées en fonction des différents secteurs et domaines économiques

La plupart des entreprises créées par les femmes relèvent toujours du prolongement de leur rôle de mère de famille (restauration, transformation de jus de fruits...). La marge bénéficiaire de ces

entreprises ne permet pas une autonomisation véritable de la femme ou l'emploi de bon nombre de femmes et filles. Des actions de sensibilisation doivent être conduites pour lever les pesanteurs socioculturelles qui sont de puissants freins à l'autonomisation économique de la femme et de la jeune fille. Des mesures incitatives peuvent aussi être envisagées pour les femmes dans la diversification des entreprises de femmes. La proportion d'entreprises innovantes créées par les femmes et filles dans les différents secteurs économiques, Proportion de femmes et d'hommes dans le commerce import/export (grossistes/détaillantes), nombre de femmes sur les plateformes de e-commerce ont été retenus pour la mesure de l'effet.

EA.3.2.3 : Les activités entrepreneuriales des femmes à fort potentiel de création d'emplois et de revenus sont valorisées

Beaucoup de femmes excellent dans le secteur économique et créent des emplois pour d'autres personnes grâce à leurs activités. Toujours dans l'objectif de promotion économique de la femme et de la jeune fille, nombreuses sont les actions qui peuvent être envisagées dans la valorisation de leurs activités : Mesures fiscales incitatives, la diminution des taxes et impôt, , la labélisation de leurs produits, participation aux commandes de l'Etat...Les deux indicateurs : la proportion de femmes travaillant dans les filières porteuses, le nombre de produits des femmes labélisés, le nombre de participation aux foires continentales et internationales (H/F)sont les indicateurs retenus à cet effet.

Objectif 3.3 : renforcer l'accès des femmes aux financements et aux emplois décents et durables

EA 3.3.1 : les femmes et hommes ont un égal accès aux crédits des banques des IMF et des Fonds Nationaux

L'ambition de cet effet attendu est d'améliorer la situation économique des femmes. Il s'agit notamment de la facilitation d'accès des femmes et les jeunes filles aux institutions de finances et aux emplois. Il se traduira par l'instauration de quota au niveau des fonds nationaux de financement et au niveau des recrutements, la prise de mesures incitatives pour les femmes et les filles, l'allègement des conditions et procédures d'octroi et de gestion des crédits des structures de financement mises en place par l'Etat pour les femmes et les filles ; l'application de taux préférentiel sur les taux d'intérêt des crédits des femmes et des filles. Les indicateurs retenus pour mesurer cet effet sont la Proportion de femmes et d'hommes disposant d'un compte bancaire, le taux d'accès des femmes et des hommes aux crédits et le volume des crédits alloués aux femmes et aux hommes par les banques, les IMF et les fonds nationaux.

EA 3.3.2 : Les entreprises créées par les femmes sont performantes et viables

La vie d'une entreprise est marquée par des hauts et des bas pour dire que la création d'une entreprise et sa gestion sont deux choses différentes. Une réalité à laquelle est confrontée beaucoup de femmes chef d'entreprises du fait des nombreux obstacles. Pour ce faire, l'action publique consistera à apporter un appui et un accompagnement soutenu aux femmes chefs d'entreprises pour accroître l'impact des retombées financières de leurs entreprises sur les conditions de vie des familles. Le taux de création d'entreprises (H/F) par an et le taux de viabilité des entreprises créées par les femmes et les hommes sont les indicateurs retenus pour cet effet.

EA 3.3.3: L'accès des femmes et jeunes filles aux emplois est amélioré dans le secteur public et privé

L'atteinte de cet effet passera par la formation technique et professionnelle des femmes et des filles aux métiers innovants et porteurs, l'amélioration de l'offre et de la qualité de formation des métiers

spécifiques des femmes et des filles ; l'application de quota à certains concours de recrutement de l'Etat, la prise de mesures incitatives à l'embauche des femmes et des filles dans les structures privées (diminution des taxes pour l'entreprise, les distinctions...); le renforcement des capacités des maisons de la femme et des centres de promotion féminine en matière de formation professionnelle et l'appui à l'installation des femmes et des filles issues des centres de formation et leur suivi. Le pourcentage de femmes ayant accès à des emplois modernes et informels, Proportion de femmes/filles employées dans l'administration publique et locale et pourcentage de femmes ayant accès à des emplois décentes dans le secteur privé formel sont les indicateurs retenus pour apprécier les progrès vers l'atteinte de l'effet.

EA 3.3.4 : Les femmes et les filles ont accès à des emplois productifs et décentes

Le secteur privé emploie encore la plus grande partie des travailleurs au Burkina Faso et constitue le premier secteur qui absorbe le chômage tant en milieu rural qu'urbain. L'auto-emploi est l'alternative valorisée par l'Etat pour les jeunes diplômés en quête de travail. L'économie informelle ne réunit pas toujours les conditions de travail idoines, c'est pourquoi la notion de création d'emplois décentes est promue. Les actions envisagées doivent permettre aux hommes et filles du secteur informel d'échapper à la précarité tout en ayant des conditions de travail adéquates. Les indicateurs retenus pour cet effet sont : Proportion des femmes et hommes ayant des emplois durables dans le secteur informel, et la proportion de femmes et filles dans les emplois non décentes.

AXE 4 : PARTICIPATION, REPRESENTATION ET INFLUENCE POLITIQUE EGALE

Objectif 4.1 : Développer le mouvement féminin et le leadership des femmes à tous les niveaux en incluant les jeunes filles

EA 4.1.1 : Les capacités des femmes et filles sont renforcées en leadership féminin et en développement personnel pour défendre leurs droits humains fondamentaux

La faible représentativité des femmes dans les instances de décision s'explique en partie par faute de conviction personnelle, de détermination, de compétences, de leadership, de capacités en lobbying et plaidoyer ainsi que le poids des pesanteurs sociales. Pour y arriver, il faut mettre en place une unité d'action des femmes professionnelles pour promouvoir les droits des femmes dans la sphère professionnelle et créer une plateforme d'action des femmes du Burkina Faso pour défendre les droits des femmes, une intensification des séances de sensibilisation et des formations des femmes et filles en développement personnel et en leadership féminin transformationnel est requise. Ainsi, la proportion de femmes et filles leaders engagées dans la promotion des droits des femmes et le nombre d'organisations féminines dynamiques qui sont créées sont des indicateurs d'effet.

EA 4.1.2 : La participation égale des hommes et des femmes à la mise en œuvre des programmes et projets de développement au niveau central, local et communautaire est effective

Le faible accès à l'information sur les opportunités socioéconomiques est l'un des obstacles majeurs à l'autonomisation de femme et de la jeune fille. Pour ce faire, les actions porteront sur le renforcement de l'accès des femmes aux informations sur les politiques et programmes de développement afin de susciter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes publics en faveur de la protection et de la promotion de la femme toute chose qui permettra une meilleure participation des femmes à la mise en œuvre des politiques de développement. Cet effet attendu sera mesuré par les indicateurs suivants : le nombre de femmes ayant accès à l'information sur les politiques, projets et programmes mis en œuvre, le taux de participation des femmes aux activités des programmes et projets mis en œuvre et le nombre de femmes dans les instances de décision créées lors de la mise en

œuvre des programmes et projets, l'influence des femmes leaders sur les décisions prises dans le cadre des projets et programmes, la représentation des femmes/filles dans les instances de décision communautaire.

Objectif 4.2: Promouvoir la participation des femmes et des filles aux sphères de décisions et aux instances électives et nominatives

EA 4.2.1 : La participation politique des femmes est renforcée pour tendre vers l'égalité avec les hommes

Les femmes et les jeunes filles sont faiblement représentées dans les partis politiques ainsi que dans les sphères de décision politique et administrative. La méconnaissance de leurs droits, les préjugés, le niveau d'instruction, le harcèlement sexuel constituent d'autres obstacles à l'engagement politique et citoyen des jeunes filles. En plus de ces facteurs, nous pouvons citer la persistance des préjugés socioculturelles et des stéréotypes, le faible niveau d'éducation et d'instruction de la femme, le mauvais positionnement sur les listes électorales, le harcèlement sexuel, le manque de ressources financières et même le refus de l'époux. Pour y parvenir la loi quota genre relue et l'intensification des sensibilisations sur les droits de la femme ainsi que les formations en leadership politique seront entre autres les actions majeures. Trois indicateurs ont été retenus : il s'agit de la proportion de femmes électrices lors des consultations de 2020 et 2021 ; le pourcentage de femmes et d'hommes sur les listes électorales.

EA 4.2.2 : La représentativité des femmes dans les postes électifs s'est accrue

Au-delà de leur nombre dans les instances de décision, la légitimité et l'utilité de la présence des femmes dépendent de leurs capacités à influencer les prises de décision et apporter une contribution qualitative. L'accès aux mandats électifs suppose l'exercice d'une fonction avec des responsabilités et des résultats à produire. C'est d'ailleurs sur la base des promesses électorales que les femmes et les hommes sont élus. Une fois en poste, les élus (H/F) doivent pouvoir représenter et défendre les intérêts de leurs électeurs. Pendant toute la durée de leurs mandats, les femmes élues disposent de mettent en œuvre des actions planifiées en faveur de leur électorat et de la population en général. Les indicateurs d'effet retenus sont : La proportion des femmes élues aux postes électifs nationaux et locaux, Nombre de rencontres de concertation avec les populations à la base,

EA 4.2.3 : La contribution des femmes élues à la défense et protection des droits des femmes et filles s'est accrue

L'atteinte de cet effet peut contribuer réellement à une meilleure représentativité des femmes dans les sphères de prises de décisions. Pour ce faire, les actions de formations peuvent être organisées toujours à l'intention des femmes qui viennent d'être élues. Les trois indicateurs ci-après permettront de mesurer l'effet : nombre de questions orales ou écrites présentées par les femmes à l'Assemblée Nationale ; nombre de textes et lois votés en faveur des droits des femmes et filles, Nombre de réalisations à impact durable au profit des populations élctrice et le nombre de femmes élues distinguées pour leurs services à la nation.

Objectif 4.3 : Renforcer l'accès des femmes et des filles aux postes nominatifs dans l'administration

EA 4.3.1 : La représentativité des femmes dans les postes nominatifs s'est améliorée au sein de l'administration

A l'image de la participation politique des femmes, les préjugés, le manque de confiance en soi, le harcèlement sexuel, l'unicité de résidence du couple et souvent le refus de l'époux constituent encore d'autres obstacles à la promotion des femmes dans les postes nominatifs de l'administration. L'action publique consistera à prendre des mesures spécifiques et incitatives pour favoriser l'accès égal des femmes et filles et hommes/garçons compétents aux postes nominatifs dans les hautes fonctions de l'Etat. La proportion de femmes et d'hommes dans les hautes fonctions de l'état (PM, Ministres, Ambassadeurs, Présidents d'institution), et la durée moyenne des mandats des femmes nommées par rapport aux hommes sont les indicateurs de cet effet.

EA 4.3.2: La contribution des femmes au niveau des postes nominatifs est suivie et valorisée

L'Etat burkinabè a investi dans l'éducation des filles au fil des décennies et le pays dispose maintenant d'une masse critique de femmes et filles diplômées et compétentes capables d'occuper des postes de décision dans l'administration publique, locale et privée. Les grandes actions consisteront à la prise de mesures incitatives et la lutte contre les différents obstacles persistants que sont : la discrimination dans la promotion professionnelle, le harcèlement moral et sexuel, le droit de cuissage, les attitudes de défiance sexistes (sabotage, violences verbales et physiques, etc). Les deux indicateurs qui ont été retenus pour cet effet : nombre de réalisations attribuables aux femmes occupant les postes décisionnels et le nombre de femmes distinguées pour leurs services à la nation.

AXE 5 : PILOTAGE DE LA STRATEGIE NATIONALE GENRE

Objectif 5.1 : Développer des initiatives pour une bonne mise en œuvre de la stratégie

EA. 5.1.1 : La stratégie de communication est diffusée et appropriée

La communication est un élément important dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale Genre. Elle a été défailante lors de la mise en œuvre de la PNG et un accent particulier doit lui être accordé pour favoriser l'appropriation de la SNG, la synergie des acteurs de mise en œuvre et la meilleure visibilité des actions entreprises. En plus des activités communicationnelles à faire dans le cadre de la mise en œuvre des activités, l'amélioration de la communication interne et externe du Ministère de tutelle et de ses organes techniques est indispensable. Il s'agira de mobiliser toute l'opinion nationale pour créer un environnement et dynamique favorables à la mise en œuvre de la SNG. L'appropriation de la SNG passe aussi par sa large diffusion par tous les canaux et supports appropriés. L'élaboration d'un plan de communication est nécessaire pour préciser les approches, les cibles, les objectifs et les résultats escomptés au niveau central et local. Les indicateurs retenus sont : taux de couvertures médiatiques des activités de la SNG, Nombre de connexions au site web dédié, nombre de copies de la SNG diffusées.

EA.5.1.2 : Les ressources suffisantes sont mobilisées pour la mise en œuvre de la SNG

La bonne mise en œuvre de la stratégie est fortement tributaire de la mobilisation des ressources financières. Pour ce faire, une stratégie explicite de mobilisation des ressources doit être conçue avec une répartition claire des rôles des parties prenantes. Il faut une allocation conséquente de ressources par le budget de l'Etat, la poursuite de l'implémentation de la budgétisation sensible au genre, l'organisation d'une table ronde pour le financement et le développement de mécanismes innovants de mobilisation des ressources. Le dialogue avec les PTF genre doit être poursuivi pour un financement sous forme d'appui sectoriel au Ministère en charge du genre pour la mise en œuvre du Plan d'action opérationnel de la Stratégie Nationale Genre. Le taux de mobilisation des ressources pour le financement de la SNG est l'indicateur retenu pour évaluer l'effet. La cible est de 90% de taux de mobilisation en 2024.

Objectif 5.2 : promouvoir l'institutionnalisation du genre à tous les niveaux

EA 5.2.1 : les capacités des différents acteurs sont renforcées sur le genre

L'institutionnalisation du genre consiste à instaurer une culture de l'égalité entre les hommes et les femmes au sein des structures participant à la mise en œuvre de la SNG. Elle implique une bonne appropriation du concept genre et partant de ses principes.

Pour ce faire, les principales actions consisteront à l'organisation de séances d'information et de formation sur le genre à tous les niveaux (leaders coutumiers et religieux, ministères et institutions, collectivités territoriales ainsi que la société civile). Compte tenu du contexte culturel, les actions mettront l'action sur l'implication des hommes dans la promotion de l'égalité des sexes.

Le nombre d'acteurs touchés par les séances d'information/formation est l'indicateur retenu pour apprécier l'effet.

EA 5.2.2 : les ministères, institutions et les collectivités ont adopté la budgétisation sensible au genre

Le processus de budgétisation sensible au genre a été déjà amorcé au cours des dernières années de mise en œuvre de la PNG avec quelques ministères pilotes. L'application de la budgétisation sensible au genre doit être effective à tous les départements ministériels les institutions et aux collectivités territoriales. Les actions porteront sur le plaidoyer, renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de planification et des députés de l'Assemblée Nationale.

La proportion des ministères ayant basculé dans la budgétisation sensible au genre et le pourcentage de commune appliquant la budgétisation sensible au genre sont les indicateurs retenus pour mesurer l'effet.

Objectif 5.3 : mettre en place des mécanismes institutionnels et techniques adéquats de coordination, de pilotage et de suivi-évaluation des initiatives relatives au genre

EA 5.3.1 : Les organes de coordination et de pilotage sont mis en place et fonctionnels

L'évaluation de la PNG a fait ressortir une faible coordination et synergie des actions des intervenants du sous-secteur genre. Les défis à relever au niveau de la coordination portent sur le suivi-contrôle de la qualité des interventions sur le terrain et la capitalisation des résultats engrangés par tous les acteurs. Il s'agira de veiller à : l'alignement de tous les acteurs sur les priorités nationales identifiées dans la SNG ; le dialogue politique avec les parties prenantes par le biais des différents cadres de concertation ; l'établissement de partenariats de longue durée basés sur la confiance et la compétence, l'utilisation d'une démarche collaborative et de responsabilisation des acteurs par la stratégie du faire-faire ; la planification participative et concertée des actions à mettre en œuvre ; le renforcement des mécanismes de financement conjoints et l'application de la bonne gouvernance et le suivi-évaluation pour la redevabilité par rapport aux résultats de la SNG.

Pour ce faire, un répertoire unique de tous les intervenants du domaine femme et genre sera constitué. De même, le ministère doit affirmer son leadership qui passera par le renforcement des partenariats existants, l'appui au développement de nouveaux partenariats, la coordination, le développement des approches communes en la matière. Des stratégies de collaboration explicites seront définies pour préciser les rôles des différents acteurs et la synergie et complémentarité attendues de leurs interventions. Le nombre d'organes de coordination mis en place et fonctionnels et le nombre rencontres de concertation et de sessions tenues par an sur les questions genre sont les indicateurs de mesure de l'effet.

EA 5.3.2 : Le suivi et l'évaluation sont effectifs

Pour atteindre cet effet d'asseoir un dispositif efficace de suivi et d'évaluation des interventions en matière de promotion du genre, il s'agira de : renforcer la recherche sur les inégalités liées au genre dans les différents secteurs et domaines et leurs conséquences, la formation des acteurs en planification et suivi -évaluation sensible au genre, l'élaboration d'outils de suivi-évaluation et de collecte de données désagrégées selon le sexe, la mise en place d'une base de données pour la capitalisation des acquis. Des études et évaluations spécifiques seront également commanditées pour mesurer les effets et l'impact de certaines actions sur les relations hommes femmes. Le nombre de sorties de suivi, le nombre d'études réalisées et le nombre de rapports d'évaluation soumis aux différentes instances par an permettront de mesurer l'atteinte de l'effet.

4. DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION

4.1. Dispositions de mise en œuvre

1.6.1. 4.1.1 Instruments de mise en œuvre

Pour la mise en œuvre réussie de la SNG, des plans d'actions triennaux glissants seront élaborés assortis des programmes d'activités annuels ainsi qu'un plan de communication. Le plan d'actions triennal doit définir les activités et les résultats opérationnels, les indicateurs de suivi et d'évaluation, le chronogramme, les besoins et les moyens de sa mise en œuvre, ainsi que de façon précise, le rôle de chaque structure dans le processus de mise en œuvre.

Pour élaborer **les plans d'action triennaux** de la SNG, il va falloir compléter les données désagrégées contenues dans le cadre logique et le cadre de performance. Cela nécessite que des diagnostics genre soient menés dans les différents secteurs et domaines pour permettre d'avoir une bonne connaissance des inégalités existantes et de leurs conséquences. Grâce à ces informations il sera possible d'établir une situation de référence complète des inégalités entre les hommes et les femmes par secteur et domaine prioritaire et de renseigner les indicateurs et cibles retenus dans la planification de la SNG. Le recensement général de la population conduit actuellement par l'INSD permettra d'obtenir certaines données manquantes.

La stratégie de mobilisation des ressources est un autre instrument important dans la mise en œuvre de la SNG. Ce document d'orientation va spécifier les approches et actions à mettre en œuvre pour réunir les ressources nécessaires pour exécuter les actions prévues. La mise en œuvre ultérieure de cette stratégie permettra de voir le niveau d'engagement de l'Etat et de ses partenaires pour agir et transformer les rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes dans la société burkinabè. On dit que le budget est la traduction chiffrée des priorités politiques de l'Etat ou d'une structure.

La stratégie de collaboration avec les acteurs est un autre instrument requis pour la réussite de la SNG qui est transversale et multi-acteurs. Pour pouvoir coordonner les acteurs et établir une réelle synergie d'action, il est utile de convenir dès le départ des rôles et responsabilités explicites dévolus à chacun (Ministères, institutions, Collectivités, PTF, OSC, Communautés, secteur privé). Cet instrument va faciliter la coordination technique et le pilotage ainsi que le suivi-évaluation des actions des différentes parties prenantes.

Le **plan de communication** vise à renforcer la visibilité et une meilleure appropriation de la SNG, par les différents acteurs (institutionnels et communautaires) et susciter une synergie d'actions. Des actions de communication seront être développées à travers des ateliers de dissémination, des campagnes de communication, des spots publicitaires, des conférences de presse, des conférences

publiques, des émissions radiophoniques et télévisuelles, des théâtres forums, l'édition et la diffusion du document de la SNG, des couvertures médiatiques de certains événements d'envergure relatifs à la promotion du genre. L'élaboration de ces documents de référence se fera selon un processus participatif impliquant l'ensemble des acteurs de la promotion du genre et coordonné par le SP/CONAPGenre.

Le **Système de suivi-évaluation des résultats de processus et d'impact** de la mise en œuvre de la SNG sera élaboré par les parties prenantes après son adoption. D'ores et déjà, nous proposons dans le cadre logique, les cibles et indicateurs de suivi conformément aux exigences de planification appliquées dans le cadre du PNDES. Il est attendu que les DGESS de tous les Ministères puissent contribuer à l'élaboration de la méthodologie globale et des outils qui seront utilisés pour faire le suivi-évaluation de la SNG.

1.6.2. 4.1.2. Acteurs de mise en œuvre

Compte tenu du caractère transversal du genre, la mise en œuvre de la SNG nécessite donc l'implication de tous les acteurs au niveau public, privé et communautaire, les associations, les responsables coutumiers et religieux ainsi que les partenaires techniques et financiers.

▪ Acteurs publics

Ceux-ci comprennent les institutions de l'Etat, les ministères et leurs structures déconcentrées et les structures décentralisées de l'Etat. Les différents Ministères conformément à leurs attributions, doivent intégrer le genre dans leurs plans et programmes. Pour ce faire, les cellules genre des ministères et institutions joueront un rôle de veille selon les domaines de compétence des ministères et institutions concernées.

Il convient de souligner le rôle prépondérant des **grands projets et programmes de développement** mis en œuvre par les départements ministériels sur le terrain. Ces acteurs disposent de ressources financières importantes pour intervenir auprès des communautés et veilleront à l'accès égal des hommes et des femmes à l'information, à leur participation égale aux activités financées, leur représentation égale dans les instances de décision, l'accès égal des hommes et des femmes aux ressources, biens et services qu'ils apportent. Il leur incombera de veiller à ce que les femmes et les hommes puissent bénéficier équitablement des ressources allouées et de protéger les plus vulnérables contre les violences pouvant résulter de leurs activités.

Le **Ministère en charge du genre** : Il jouera à la fois un rôle politique, technique et administratif dans la mise en œuvre de la SNG. Avec l'appui de SP/CONAPGenre, des membres du cabinet (Directeurs de Cabinet, Conseils techniques, Chargés de mission) et des autres Directions Générales, le Ministère de tutelle assure :

- Le dialogue politique et le plaidoyer/lobbying auprès du Chef de l'État et des autres membres du gouvernement pour la prise en compte du genre ;
- La représentation et la communication politique sur la question genre en conseil des ministres et lors de toutes les rencontres au niveau locales, nationales et internationales
- La validation, la soumission et la défense des dossiers techniques (lois, stratégies, plans, programmes, projet, rapports) et financiers auprès des instances de l'Etat et des autres partenaires au développement
- L'exercice du leadership institutionnel et le contrôle de qualité de toutes les productions intellectuelles et les actions réalisées sur le terrain ;

- Le management des ressources humaines et financières et logistiques allouées pour les activités genre ;
- La mobilisation des ressources auprès de l'Etat et des PTF, l'ordonnancement et le suivi des décaissements et de l'exécution des budgets affectés aux activités genre.
- Le dialogue avec les leaders coutumiers religieux sur les fondements socioculturels de l'égalité entre les sexes et la gestion des situations conflictuelles.
- La réponse aux interpellations de l'opinion nationale sur des cas de violation des droits des femmes.
- Il coordonne l'ensemble des acteurs à travers la concertation (concertation institutionnelle et concertation technique), pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets et programmes de promotion de l'égalité des sexes.

▪ **Les collectivités territoriales**

L'implication des conseils régionaux et municipaux et de l'association des municipalités du Burkina Faso (AMBF) est un impératif. Ces structures sont des acteurs majeurs de promotion du genre dans les régions. Ces collectivités en tant que structures de proximité seront sollicitées dans les actions d'intervention directe. Les changements recherchés au niveau des rapports de genre doivent se matérialiser au niveau des communautés de base. Les acteurs du développement local sont donc des partenaires clés pour la mise en œuvre de la SNG. Pour ce faire, les collectivités locales devront prendre les dispositions pour intégrer la stratégie dans leurs plans et programmes locaux de développement.

Tout comme les ministères, les collectivités locales doivent s'assurer que les projets et programmes qu'elles mettent en œuvre dans le cadre du transfert de compétences ou de la coopération décentralisée favorisent équitablement les hommes et les femmes et ne leur créent pas de préjudices. Cela est essentiel notamment dans le contexte de l'insécurité alimentaire et la crise humanitaire.

▪ **Les organisations de la société civile**

La contribution des Organisations de la Société Civile (OSC) sera très attendue dans le déroulement du programme de cette stratégie. Ainsi, les associations existantes seront toujours sollicitées pour certaines actions sur le terrain. Les ONG internationales et nationales sont plus que jamais sollicitées pour accompagner la mise en œuvre de la SNG, surtout dans les localités où la présence de l'Etat est réduite à cause de l'insécurité. Pour les actions de protection et de prise en charge intégrée des personnes déplacées internes et des réfugiés, leur contribution sera nécessaire.

▪ **Les responsables coutumiers et religieux**

Pour créer un environnement socioculturel favorable à l'égalité entre les hommes et les femmes, le dialogue ne peut se faire qu'avec les leaders coutumiers et religieux. En tant que ces responsables communautaires et garants des valeurs sociales, coutumières, culturelles et religieuses leur implication est plus que nécessaire. Ils ont un rôle important à jouer dans leurs communautés pour la réduction des inégalités hommes femmes, la lutte contre les violences faites aux femmes et la protection des personnes en situation de détresse et de vulnérabilité due à l'insécurité. De ce fait, ils seront sollicités et mis à contribution pour les plaidoyers et certaines actions de sensibilisation afin d'aider à améliorer le statut socio-économique et politique de la femme.

▪ **Les partenaires techniques et financiers**

Comme ils l'ont toujours fait dans leur démarche d'accompagnement, les partenaires donneront un appui technique à l'Etat pour s'attaquer à la résolution de la problématique des inégalités hommes-

femmes dans la société. Ils apporteront aussi leur financement pour l'opérationnalisation de la stratégie. Cet appui financier s'avère nécessaire dans un contexte où l'Etat doit faire face à de nombreuses priorités inhabituelles. En plus de l'appui direct au SP/CONAPGenre et aux OSC, les partenaires vont prendre part aux rencontres de concertation pour contribuer à l'harmonisation des interventions, la mobilisation des ressources et la complémentarité et synergie des actions des différents acteurs qu'ils financent.

▪ **Les acteurs privés**

Les acteurs du secteur privé ont déjà commencé à investir de plus en plus dans la promotion du leadership et de l'entrepreneuriat féminin. Qu'il s'agisse des appuis aux associations féminines au niveau local ou ceux donnés au Ministère en charge de la femme, la contribution des acteurs privés est indispensable. Dans le contexte de l'insécurité beaucoup apportent des appuis sous forme d'aide alimentaire. Face à l'ampleur des besoins ces initiatives seront très utiles.

4.2. Cadre organisationnel de mise en œuvre

4.2.1. Organes de mise en œuvre

En tant que sous-secteur transversal du PNDES, le dispositif de mise en œuvre de la stratégie nationale genre (2020-2024) prend en compte le cadre fédérateur de référence créé dans ce cadre. Ce cadre impose que l'ensemble des autres instruments de planification du développement du pays et leurs mécanismes de revue soient en phase avec ce dernier. A cet effet, les différents instruments de planification et les dispositifs institutionnels et opérationnels doivent être mis en adéquation avec ceux du PNDES pour contribuer de façon concrète à la réalisation des objectifs retenus dans ce référentiel.

Organes du dispositif institutionnel et opérationnel

Dans le cadre de la présente stratégie nationale genre, les organes centraux du dispositif institutionnel pré-existant (CONAPGenre, SP/CONAPGenre, Cellules genre) sont maintenus. Le Conseil National Pour la Promotion du Genre (CONAPGenre) va demeurer l'organe politique de décision et d'orientation. En plus des sessions annuelles, d'autres activités seront proposées pour renforcer l'effectivité et l'efficacité de la coordination politique qui a été défaillante pendant la mise en œuvre de la PNG (2009-2019). La présidence est assurée par le Premier Ministre et la 1^{ère} et 2^e Vice-Présidence par le MFSNFAH et le MINEFID. Les Ministres de la santé et de l'éducation seront également ajoutés aux vices-présidents du CONAPGenre, parce qu'ils sont les ministères les plus responsabilisés pour les actions genre contenues dans le PNDES.

▪ **Conseil National Pour la Promotion du Genre (CONAP Genre)**

Le Conseil National de Promotion du genre est chargé de :

- Assurer le leadership national pour la synergie d'actions de tous les acteurs intervenant pour la promotion du genre ;
- Assurer le plaidoyer pour l'alignement des PTF et la mobilisation des ressources pour un mécanisme unifié de financement de la stratégie nationale genre ;
- Veiller à l'application effective de la budgétisation selon le genre dans tous les ministères et institutions ;
- Assurer le suivi et l'évaluation de façon périodique du niveau d'exécution du plan d'actions genre ;
- Valider les propositions issues des évaluations du plan d'actions genre et identifier les stratégies d'accélération de leurs processus de mise en œuvre ;

- Faire des recommandations et donner des orientations pour la réalisation des différents plans d'actions et en suivre l'exécution ;

La composition du CONAPGenre sera revue pour prendre en compte les insuffisances observées antérieurement au niveau de la participation des différents ordres professionnels, la société civile, les collectivités locales, le secteur privé et les PTF. Les missions et attributions seront également corrigées après la révision du Décret qui crée le CONAPGenre. Au niveau de la partie gouvernementale ce sont les présidents des 14 CSD qui seront membres du CONAPGenre. Les revues et les sessions du Conseil constituent les instances essentielles de suivi de la mise en œuvre de la stratégie genre 2020-2024.

▪ **Secrétariat Permanent du CONAPGenre (SP/CONAPGenre)**

Le CONAPGenre dispose d'un Secrétariat permanent placé sous l'autorité du ministre en charge de la promotion de la femme. Créé par le Décret n°2010-048/PRES/PM/MPF/MEF du 03 février 2010, les missions et les attributions du SP/CONAPGenre seront précisées après la révision du décret qui le crée, en tenant compte des nouveaux organes techniques proposés au niveau central et régional dans la SNG. Un audit organisationnel de l'organe est nécessaire pour une révision de ces missions et attributions.

▪ **Cadres Intersectoriels de Dialogue sur le Genre (CIDG)**

A l'image des cadres sectoriels de dialogue (CSD) prévus pour la mise en œuvre des politiques sectorielles, il est proposé la création d'un Cadre Intersectoriel de Dialogue sur le Genre (CIDG) au niveau central. Le CIDG fonctionne comme un CSD et ses activités suivent le calendrier des revues du référentiel national. Un plaidoyer pourrait être fait ultérieurement en vue de sa reconnaissance comme CSD transversal. La présidence du CIDG est assurée par le SP/CONAPGenre assisté par le DGESS du Ministère en charge du genre. Cet organe technique regroupera le SP/CONAPGenre, les représentants des ministères composant les 14 CSD sectoriels, les Cellules genre, les PTF et les OSC du niveau central. Cet organe est proposé pour renforcer la coordination, la planification participative, la mise en œuvre concertée et le suivi-évaluation de la Stratégie nationale genre en cohérence avec les référentiels politiques. Il veillera à la planification intégrée des activités annuelles en genre en tenant compte des différentes politiques et programmes sectoriels en cours de mise en œuvre. Le CIDG est aussi l'instance technique chargée d'apprécier la mise en œuvre idoine de la stratégie genre à l'aide des outils de suivi et d'évaluation élaborés à cet effet. Le CIDG a pour attributions générales de procéder à l'examen et à la validation technique des dossiers à soumettre à l'appréciation du CONAPGenre et du CNP/PNDES.

▪ **Cellules institutionnelles/ ministérielles pour la Promotion du Genre (CPG)**

Créées dans chaque institution et ministère, et placées sous l'autorité du directeur ou de la directrice générale des Etudes et des Statistiques sectorielles (DGESS), les cellules institutionnelles/ministérielles pour la promotion du Genre sont chargées de veiller à sa prise en compte dans les plans et programmes de leurs institutions ou ministères. Jusque-là, les cellules genre ne sont pas dans l'arrêté ou décret portant création des secteurs de planification pour pouvoir être représentées lors des rencontres des CSD. Un plaidoyer pour la prise en compte des représentants des Cellules dans les CSD est en cours. Quatre membres de chaque cellule genre ministérielle prendront part aux rencontres du CIDG ayant trait à leurs secteurs ou domaine d'activité. Les cellules genre ont pour rôle d'appuyer la prise en compte du genre dans la programmation, le suivi et le reporting sur l'état de réalisation des actions et l'évolution des indicateurs en rapport avec les thématiques relevant de leurs secteurs. Ils élaborent les rapports à transmettre au SP/CONAPGenre.

▪ **Cadres Intersectoriels Régionaux de Dialogue sur le Genre (CIRDG)**

A l'image des CRD, les Cadres Intersectoriels Régionaux de dialogue (CIRDG) au nombre de 13, ont pour rôle de coordonner le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du PNDES et des ODD dans les régions concernées, à travers les Plans régionaux de développement (PRD) et les Plans communaux de développement (PCD). Ils élaborent un tableau de bord annuel des actions genre par région en faisant une synthèse des actions prévues par les services techniques de l'Etat, les collectivités locales, les PTF, le Secteur privé et les OSC. Cela permet de visualiser les actions planifiées et d'en faire le suivi sur le terrain. Le CIRDG est une composante thématique du Cadre de Concertation Technique Régional. Le CIRDG est présidé par le gouverneur. Il a pour rapporteurs les DREP et les DRFSNFAH en charge de la femme et du genre, celui de la santé et celui de l'éducation.

La composition, le fonctionnement et les missions et attributions exactes des différents organes (CIDG, CIRDG, Cellules Genre) seront définis ou précisés après la relecture des missions et attributions du CONAPGenre et du SP/CONAPGenre.

4.2.2. Instances de mise en œuvre

Comme toutes les politiques publiques, la SNG fera l'objet d'une évaluation en fin d'exécution. En plus de cela, le CONAPGenre tient une session annuelle sous la Présidence du Premier Ministre qui en fixe l'ordre du jour. Cette session est consacrée à l'appréciation des résultats de la mise en œuvre de la SNG et la formulation de nouvelles orientations selon les besoins. Le SP/CONAPGenre est chargé de la préparation des sessions du CONAPGenre, de l'exécution et du suivi des décisions et recommandations.

▪ **Le Ministère de tutelle**

En dehors de son rôle de Vice-Président du CONAPGenre, le Ministère de tutelle tiendra plusieurs activités de concertation dans le cadre de la mise en œuvre de la SNG. Il s'agira de l'organisation de toutes les rencontres et célébrations dédiées à la femme et au genre au niveau national et international qui sont des occasions pour aborder des questions contenues dans la Stratégie :

- Forum national des femmes ;
- Journée Internationale de la Femme ;
- Journée Internationale de la Femme rurale ;
- Journée Internationale de la veuve ;
- Journée Internationale contre les Violences faites aux femmes et aux filles (16 jours d'activisme) ;
- Journée internationale de la Jeune Fille ;
- Journée Nationale et internationale contre la pratique de l'excision ;

En plus de ces célébrations, le Ministère de tutelle participera à des rencontres internationales (CSW), continentale (UA) et régionale (CEDEAO, UEMOA) sur le genre. Il tiendra aussi des rencontres de concertation et de plaidoyer avec les PTF et les OSC par rapport au genre. Il répondra aux interpellations du Parlement sur le sujet du genre. Le Ministère de tutelle organisera aussi des réunions de cabinets pour le suivi des activités genre à l'interne. Des sorties de terrain seront également organisées pour suivre la mise en œuvre des activités et échanger avec le public cible.

Le SP/CONAPGenre tient une rencontre bimensuelle avec les structures techniques choisies parmi les membres statutaires du CONAPGenre, ou des acteurs non-membres, en fonction de thématiques inscrites à son ordre du jour. Ces rencontres peuvent coïncider avec la réunion élargie avec les PTF

pour permettre de soulever des questions et préoccupations dans la mise en œuvre de la SNG. Il peut aussi organiser des missions conjointes de suivi-supervision sur le terrain, pour confirmer si nécessaire, les résultats ou les problèmes rapportés.

Le Cadre Intersectoriel de Dialogue sur le Genre (CIDG) tiendra des rencontres trimestrielles impliquant les représentants des Ministères techniques et les OSC partenaires. Il se réunit pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités et faire des propositions techniques en vue de résoudre les difficultés et contraintes observées. Les rencontres du CIDG doivent permettre le suivi par les pairs de la mise en œuvre des actions genre relevant des différents ministères. Le CIDG peut combiner ses rencontres avec les sorties de supervision du SP/CONAPGenre sur le terrain, sans toutefois dépasser deux missions par année. Le CIDG peut organiser des rencontres extraordinaires en cas de besoin.

▪ **Les Cellules ministérielles/institutionnelles de Promotion du Genre (CPG)**

Les cellules genre tiennent des réunions mensuelles au sein de leurs ministères ou institutions pour faire le bilan de l'exécution de la stratégie nationale genre. Elles participent à la Session annuelle du CONAPGenre et à l'Assemblée Générale des Cellules Genre. Selon l'ordre du jour du CIDG, les membres des Cellules genre concernés seront conviés aux rencontres ou aux sorties de terrain programmées par SP/CONAPGenre. Les membres des CPG peuvent aussi effectuer des missions terrain initiées par leurs structures.

▪ **Les Cadres Intersectoriels Régionaux de Dialogue sur le Genre (CIRDG)**

Les Cadres Intersectoriels Régionaux de Dialogue sur le Genre (CIRDG) tiennent des rencontres une fois par trimestre en impliquant les acteurs figurant dans le tableau de bord annuel des activités genre dans la région. Le contenu des rencontres de travail tient compte des directives qui encadrent les revues des CSD PNDES. Il approuve l'ordre du jour et le contenu des documents techniques soumis à la session annuelle du CONAPGenre qui doit se tenir avant la revue annuelle du PNDES pour permettre de reverser les conclusions au niveau des instances adéquates.

4.3. Le suivi et l'évaluation

4.3.1. Le mécanisme de suivi et d'évaluation

Le dispositif de suivi des ODD est piloté par le MINEFID à travers la DGEP. Les points focaux des ministères membres des quatorze (14) cadres sectoriels de dialogue du PNDES participent à l'alimentation des rapports ODD. Comme pour les politiques sectorielles, l'INSD sera chargé de produire et consolider les données sexospécifiques genre pour le service suivi-évaluation de la SNG. Il travaillera en étroite collaboration avec la DGEES du Ministère en charge du genre et du service de suivi-évaluation du SP/CONAPGenre pour concevoir le **système de suivi des résultats**, des effets et impact de la Stratégie Genre. Le chronogramme de réalisation sera précisé dans la planification des activités de suivi. Ces propositions seront ensuite soumises à l'amendement et l'approbation des membres du Cadre Intersectoriel et de Dialogue sur le Genre avant une adoption officielle en Conseil des Ministres.

Mais, auparavant, il va falloir faire rapidement un diagnostic de base pour générer, compléter et mettre à jour les données sexospécifiques dans tous les secteurs et domaines couverts afin d'établir une situation de référence des inégalités liées au genre. Il y a une méconnaissance actuellement des domaines et types d'inégalités dans plusieurs secteurs. Avec la nouvelle stratégie, il va falloir identifier les types et domaines d'inégalités et choisir des indicateurs pour les suivre. Ces domaines d'inégalité

et les indicateurs seront sélectionnés par les différents secteurs prioritaires en collaboration avec le SP/CONAPGenre et l'INSD. Cet exercice va permettre aux ministères qui ne sont encore engagés dans le genre à pouvoir s'impliquer. Par la suite, le DGESS du Ministère en charge du genre et le service de suivi-évaluation du SP/CONAPGenre vont collecter périodiquement des données auprès des acteurs de la mise en œuvre de la stratégie nationale genre pour renseigner l'évolution des cibles retenues. L'INSD sera chargée de l'assurance qualité des données sexospécifiques de la SNG à collecter.

En dehors des acteurs proposés, il importe aussi de voir quel rôle va jouer les cellules genre des ministères et institutions. Les DGESS ont été choisis comme présidents des cellules pour faciliter le travail de collecte des désagrégées et de planification des activités genre au sein des ministères et institutions. Ils ont aussi un rôle de veille pour s'assurer du suivi des indicateurs relevant de leurs secteurs et la collecte des données de suivi par les agents en charge du suivi-évaluation.

En plus des acteurs centraux mentionnés comme intervenant dans le dispositif de suivi-évaluation, les membres du CIRDSG seront mis à contribution pour faire le suivi-évaluation des activités genre au niveau communal et régional. En plus des Directions régionales des services techniques de l'Etat et des collectivités locales, une implication des coordonnatrices (régionales, provinciales et communales) de femmes sera nécessaire.

4.3.2. Les outils de suivi et d'évaluation

La méthodologie globale de collecte des données de suivi-évaluation et les outils requis seront élaborés par le DGESS et le SP/CONAPGenre avec l'appui technique de l'INSD. Le suivi évaluation va dépendre des documents de planification des activités. Les documents suivants seront utilisés : Plan d'action triennal glissant, Plan annuel d'activité, le planning des tâches et responsabilités au sein des structures d'exécution, le cadre de mesure des rendements, les rapports périodiques d'activités, les rapports de pré-évaluation.

Au niveau opérationnel, les indicateurs proposés dans le Cadre de mesure de rendement sont essentiellement quantitatifs. Cependant, des données qualitatives seront collectées dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la SNG pour avoir l'appréciation du public et des bénéficiaires sur les différentes réalisations des intervenants. Pour ces raisons, les outils de collecte qui seront utilisés pourront être : des guides d'entretien de groupe, des guides d'observation de terrain ; des guides de revue documentaire, des questionnaires individuels, des fiches d'observation. Nous aurons surtout recours aux outils de collecte des données genre (calendrier journalier, tableau d'accès contrôle aux ressources, tableau d'accès aux postes de décision, cadre d'analyse genre des projets et programmes, checklist genre, etc).

Les acteurs du système de suivi-évaluation seront choisis de manière à permettre d'utiliser une méthode participative de suivi-évaluation des interventions. Il s'agira de refléter le point de vue des bénéficiaires pour recueillir des évidences en termes de changement sur le terrain. Il s'agit sélectionner des femmes et filles lettrées et puis les former à l'utilisation des outils simples et maitrisables de collecte régulière des informations sur les indicateurs suivis. Elles formeront un dispositif citoyen de suivi de la qualité des prestations des différents acteurs dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale genre.

4.4. Le mécanisme de financement

Il y a plusieurs sources potentielles de financement à considérer pour la mise en œuvre de la SNG : le budget de l'Etat, les allocations des PTF, les contributions des collectivités locales et de la coopération décentralisée, les ONG internationales et les OSC nationales, le secteur privé. Pour l'ensemble de ces

sources, il est nécessaire de mener une concertation pour agir en synergie afin d'accroître l'efficacité des financements alloués. A défaut d'un fonds national genre qui va intégrer les apports de l'Etat et des PTF, la budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant (BSGDE) en cours de test dans six ministères constitue une bonne alternative pour le financement de la SNG. Au total, 12 autres ministères sont invités par la Circulaire budgétaire 2020 à appliquer la budgétisation selon le genre, portant à 18, le nombre de ministères engagés dans ce processus BSGDE. L'objectif est de couvrir tous les ministères d'ici 2021. L'application de la BSGDE aux budgets des collectivités territoriales va aussi démarrer en 2020.

Cependant, la réussite de la BSGDE repose sur l'intégration préalable du genre dans les plans, les programmes et les projets prioritaires des ministères. Dans le contexte du budget programme on assiste à l'utilisation de nouveaux outils de planification et de gestion très diversifiés et complexes. C'est une phase transitoire au niveau du processus et des procédures budgétaires. Pour une bonne application de la BSGDE, il est nécessaire de mettre l'accent en priorité sur le mainstreaming du genre dans les programmes et projets prioritaires des acteurs/ministères. Un plaidoyer intensif doit être fait auprès des gestionnaires de crédits pour faire les réaménagements nécessaires afin de prendre en compte les activités genre non encore budgétisées. Par exemple, parmi les 12 Ministères retenus pour l'application de la BSGDE en 2020, plusieurs ne disposent pas d'un diagnostic des inégalités dans leurs domaines d'activité. Pour d'autres, les données sexospécifiques disponibles ne concernent qu'un nombre réduit de sous-secteurs et domaines couverts par les départements concernés. Pour appliquer la BSG dans ces structures, il convient de procéder à l'identification des inégalités existantes, avant d'envisager de mettre en œuvre des actions budgétisées pour les éradiquer ou réduire. Les actions urgentes à faire :

- Impliquer davantage les services financiers du Ministère de tutelle et le SP/CONAPGenre dans la planification et la coordination du processus d'application de la BSGDE;
- Former un grand nombre de planificateurs des différents ministères ;
- Harmoniser les indicateurs de la BSGDE et ceux de la Stratégie nationale genre 2020-2024 ;
- Organiser une table ronde des bailleurs de fonds.

Au niveau des PTF, les mécanismes et procédures de financement doivent être simplifiés et diversifiés pour favoriser une augmentation l'accès des acteurs aux ressources financières destinées aux activités genre, et accroître les taux de décaissement et d'absorption des moyens alloués. Les solutions alternatives suivantes peuvent être envisagées :

- L'alignement des PTF à un mécanisme de financement de la stratégie qui sera décidé par le gouvernement ;
- La coordination des acteurs financiers de la stratégie genre pour une synergie d'action, une complémentarité des projets financés et une pérennité des résultats des interventions des OSC et des collectivités locales sur le terrain ;
- Le financement des activités inscrites dans le plan d'action annuel de la SNG ;
- La responsabilisation du SP/CONAPGenre pour le suivi des bénéficiaires du financement FCG en vue de la capitalisation des résultats.

Les réalités qui ont prévalu à la création du FCG ne sont plus d'actualité et il faudrait songer à une réforme de cet instrument de financement très important pour la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et filles du Burkina Faso.

5. ANALYSE ET GESTION DES RISQUES

La mise en œuvre de la SNG 2020-2024 pourrait être compromise par la survenue d'un certain nombre de risques notamment : (i) l'insécurité, (ii) les troubles socio-politiques, (iii) l'instabilité institutionnelle, (iv) la faible adhésion des acteurs et (v) le risque financier. Ces risques sont communs à l'ensemble des secteurs du développement.

Les troubles socio-politiques

La formulation de la Stratégie genre intervient dans une période de profonde crise sociopolitique qui perdure depuis 2014. La mise en œuvre de la stratégie genre se fera pendant une période de consultations électorales. Il y aura d'une part les élections couplées de 2020 (législatives et présidentielles) et d'autre part les élections communales de 2021. Ces élections pourraient voir un renouvellement de la classe politique nationale. Pour les femmes, il s'agit à la fois d'une opportunité à saisir pour promouvoir leurs droits politiques mais aussi une menace à cause du contexte sécuritaire très instable.

Les risques étant liés au contexte, les cadres sociaux et politiques de dialogue vont servir à désamorcer les troubles éventuels et maintenir un climat pacifique favorable aux scrutins. D'ores et déjà les organisations de femmes sont parties prenantes de plusieurs instances de gestion des conflits et participent aux actions de promotion de la paix et de la cohésion sociale.

L'insécurité

L'insécurité constitue actuellement un véritable obstacle à la mise en œuvre des programmes et projets de développement dans plusieurs régions du pays. La psychose gagne progressivement les populations et les acteurs du développement. Cette insécurité crée de nombreux problèmes de violations des droits des hommes et garçons et des femmes et filles qui obligent à innover pour secourir et prise en charge les victimes. La menace terroriste touche tous les secteurs sociaux et économiques et les moyens d'existence de près de 500 000 personnes composées surtout de femmes et d'enfants

Les efforts à faire doivent non seulement aider à préserver les acquis des dix (10) ans de mise en œuvre de la PNG tout en permettant de s'attaquer aux nombreux défis nouveaux énumérés. Le groupe cible principal (femmes, filles) est le plus affecté et il va falloir renforcer les moyens et capacité de résilience de victimes en espérant une décrispation rapide de la situation.

L'instabilité institutionnelle

L'instabilité institutionnelle a beaucoup joué sur la mise en œuvre de la PNG au cours des cinq années écoulées. Les ajustements institutionnels entrepris dans le cadre de la fusion des ministères préexistants se poursuivent. Cela a occasionné une grande mobilité des ressources humaines et une perte des personnes compétentes au niveau de la tutelle du genre. De plus en plus, les PTF demandent de réfléchir sur des scénarii qui mettraient la question genre dans un ancrage plus stable et influent. Le souhait exprimé est de trouver un ancrage institutionnel qui échappe aux conséquences négatives des scissions et fusions des ministères.

Les propositions de tutelles concernent le Ministère de l'économie et des Finances, le Premier Ministère et la Présidence du Faso. Une analyse comparative des forces et faiblesses et des avantages et inconvénients des différentes options sera faite par les parties prenantes pour permettre de prendre une décision objective et adéquate. En attendant, la stratégie de mise en œuvre proposée met l'accent

sur la concertation et la synergie intersectorielle. Cela va amoindrir les effets des éventuels changements institutionnels dans l'avenir.

La faible adhésion des acteurs

Pour une stratégie transversale et intersectorielle, la réussite de la mise en œuvre requiert l'adhésion de tous les acteurs et les parties prenantes à tous les niveaux (central et local). Cette adhésion dépend des moyens alloués pour les activités conjointes de concertation. Advenant un sous-financement de la stratégie genre, il ne restera plus que la motivation des acteurs pour que les rencontres de concertation et de travail puissent avoir lieu. L'alternative à privilégier est de réduire au maximum le nombre de personnes à impliquer au niveau des rencontres de concertation.

Les rencontres peuvent se faire en fonction des 5 axes thématiques de la stratégie en impliquant seulement les représentants des secteurs concernés. Il importe de définir les rôles des acteurs dans les décrets et arrêtés créant le CICG et CIRCG, pour que les profils des représentants des structures soient bien définis. Une bonne participation des acteurs dépendra de la qualité de la communication autour des activités à mettre en œuvre.

Le risque financier

A cause de la question sécuritaire qui mobilise toutes les énergies actuellement, les autres priorités de développement tendent à devenir secondaires. Il y a des difficultés de mobilisation des ressources financières dans ce contexte et surtout des régulations budgétaires d'autorité liées aux contraintes financières de l'Etat. Plus que les autres domaines, les régulations budgétaires ciblent habituellement les actions genre dont les allocations sont déjà minimales. Comme le plan d'action opérationnel de la BSG n'est pas encore prêt, pour 2020, il y a beaucoup d'incertitudes pour le financement.

La démarche à privilégier sera d'utiliser une démarche de faire-faire permettant de décaisser les allocations faites dans le budget de l'Etat très tôt en début d'année. Ces allocations qui seront faites dans 18 ministères grâce à l'application de la BSG. Il reste à espérer que les PTF membres ou non du FCG adoptent des modalités innovantes de financement qui permettent aux différents acteurs d'avoir des financements d'appoint en attendant des allocations plus substantielles de l'Etat. Une stratégie de mobilisation des ressources doit être élaborée pour améliorer les performances en la matière.

ANNEXES

ANNEXE 1: CADRE LOGIQUE DE LA STRATEGIE NATIONALE GENRE 2020-2024

Intitulé du référentiel :	Stratégie nationale genre
Impact escompté de Politique Sectorielle-Travail Emploi et Protection Sociale (PS-TEPS):	<ul style="list-style-type: none"> - l'emploi productif et le travail décent sont promus ; - la part du secteur privé à la création d'emplois productifs et décents est améliorée ; - la protection sociale est garantie à tous ; - les inégalités sociales et de genre sont réduits et la femme est promue comme acteur dynamique du développement.
Contribution de la stratégie aux impacts de la (PS-TEPS) :	Favoriser l'instauration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles au Burkina Faso grâce à la mise en œuvre d'actions concrètes à tous les niveaux (central, local, communautaire), par les différents acteurs dans les secteurs et domaines prioritaires du développement national.
Impacts escomptés de la stratégie	<p>Impact 1 : les hommes et les femmes jouissent pleinement de leurs droits sans discrimination et (ii)</p> <p>Impact 2 : les inégalités sociales et de genre sont réduites et la femme est promue comme acteur dynamique du développement</p>

Axe 1 : Accès égal à la justice et à la protection juridique						
Objectif stratégique 1.1 : Renforcer les instruments juridiques nationaux dans les différents secteurs prioritaires de développement						
Effet attendu 1.1.1 : Les textes juridiques sont adoptés ou relus en vue d'une prise en compte de la spécificité et d'une meilleure protection des droits des femmes/filles et des hommes/garçons						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de textes juridiques adoptés ou relus en vue d'une prise en compte de la spécificité et d'une meilleure protection des droits de femme et de la jeune fille			Annuaire statistique	MJ, SGGM	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
Effet attendu 1.1.2 : De nouveaux textes qui encadrent la modernisation des comportements dans la société sont adoptés (drogue, alcool, prostitution, sexualité précoce des enfants, etc.)						

Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de textes adoptés par le gouvernement			Annuaire statistique	MJ, SGGM	L'insécurité, l'instabilité institutionnelle
Effet attendu 1.1.3 : Une loi relative à l'égalité entre homme femme est élaborée après la constitutionnalisation du genre						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de lois sur l'égalité entre les hommes et les femmes			Annuaire statistique	MJ, SGGM	L'insécurité, l'instabilité institutionnelle
Objectif 1.2 : Veiller à l'application des textes et lois existants contre toutes les violences liées au genre						
Effet attendu 1.2.1: les femmes ont plus accès aux services de la justice						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Taux d'accès des femmes et des hommes aux services de la justice			Annuaire statistique	MJ, SGGM	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
Effet attendu 1.2.2: les cas de violations des droits des femmes et des hommes sont traités par les services judiciaires						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de femmes et hommes victimes de violences prises en charge			Annuaire statistique	MJ	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
	Nombre de dossiers portant sur des cas de violations des droits des femmes traités.			Annuaire statistique	MJ	l'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
Effet attendu 1.2.3 : les violences liées au genre sont réduites						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de femme et fille victime de violence			Annuaire statistique	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
Objectif 1.4 : Veiller à l'application des lois existantes contre les discriminations basées sur le sexe dans les secteurs et domaines prioritaires du développement national						
EA 1.4.1 : Les lois d'orientation des secteurs et domaines prennent en compte l'égalité entre les hommes et les femmes						

Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de lois d'orientation genre sensibles			Annuaire statistique	MJ	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
	Nombre de lois d'orientation révisées			Annuaire statistique	MJ	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
EA 1.4.2 : Les normes légales en matière d'égalité hommes -femmes sont prises en compte dans les secteurs et domaines prioritaires de développement						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion des secteurs et domaines appliquant les normes d'égalité			rapport d'évaluation	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
	Nombre de mesures positives prises en faveur de l'égalité					L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
EA 1.4.3 : Les discriminations sont réduites dans les différents secteurs et domaines du développement						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de faits discriminatoires à l'égard de l'un et l'autre sexe recensés			Rapport d'évaluation	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre d'actions positives mises en œuvre au profit de l'un et l'autre sex			Rapport d'évaluation	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux d'accès des hommes et des femmes aux prestations			Rapport d'évaluation	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
Axe 2 : Promotion de l'équité d'accès aux services sociaux de base et à la protection						
Objectif spécifique 2.1: renforcer l'égalité et l'équité d'accès, de maintien et de réussite de la jeune fille et du jeune garçon dans tous les ordres d'enseignement						
EA.2.1.1 : l'égalité et l'équité d'accès des filles et des garçons est assurée						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques

	Indices de parité à tous les niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire, post-primaire, secondaire et supérieur)	Préscolaire, Primaire (2018) :1 Post-primaire (2018) : 1,1 Secondaire (2018) :0,7		Annuaire statistique	MENAPLN MENAPLN MESRI	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 2.1.2 : les filles poursuivent autant que les garçons leurs études jusqu'au cycle supérieur						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Taux d'achèvement des jeunes filles par rapport à celui des garçons dans tous les ordres d'enseignement (préscolaire, primaire, post-primaire, secondaire et supérieur)	Primaire (2018) : Garçons 58,8% et filles 67,6% Post-primaire (2018): Garçons 39,2 % et filles 42,21 % Secondaire (2018) : Garçons 17,7 % et filles 11,9 %		Annuaire statistique	MENAPLN MENAPLN MENAPLN	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux de transition (filles-garçons) d'un cycle à l'autre			Annuaire statistique	MESRI	
EA 2.1.3 : les filles réussissent plus dans les filières de formation professionnelles non traditionnelles						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Taux d'accès à l'emploi des étudiants (filles et garçons) après la formation universitaire			Annuaire statistique	MJFEJ	L'insécurité, es troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Pourcentage d'étudiants (filles/garçons) dans les filières de formation professionnelle			Annuaire statistique	MESRI	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Le taux d'accès à l'emploi des étudiants (filles et garçons) après la formation professionnelle			Annuaire statistique	MJFEJ	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
Objectif 2.2 : améliorer la santé sexuelle et reproductive de la femme et de la jeune fille						
EA 2.2.1 : les connaissances des femmes et des jeunes filles sur la santé sexuelle et reproductive de la jeune fille sont renforcées						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion des femmes et des jeunes filles ayant bénéficié de formation en SSR			Annuaire statistique	MS	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible

						adhésion des acteurs et le risque financier
	Proportion des femmes et filles exerçant un pouvoir de décision en santé sexuelle et reproductive			Rapport d'évaluation	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Pourcentage de femmes et filles ayant un pouvoir de négociation sur la SSR comparé aux hommes			Rapport d'évaluation	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 2.2.2 : les femmes et les jeunes filles adoptent des méthodes contraceptives						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Taux de prévalence contraceptive chez les couples	25% (2018) tout confondu		Annuaire statistique	MS	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux de prévalence contraceptive chez les jeunes de moins de 15 ans			Annuaire statistique	MS	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux de prévalence contraceptive chez les jeunes de 15 ans à 18 ans			Annuaire statistique	MS	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 2.2.3 : La sexualité précoce des enfants et adolescents (filles et garçons) est éradiquée						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion des enfants en activité sexuelle avant 10 ans			Annuaire statistique	MS	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Proportion d'enfants de moins de 10 à 15 ans actifs sexuellement.			Annuaire statistique	MS	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 2.2.4 : Les grossesses précoces et non désirées des filles scolarisées et non sont réduites						

Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de cas de grossesses non désirées chez les filles de moins de 15 ans et chez les 15-18 ans			Annuaire statistique	MENAPLN MFSNFAH	
	Nombre de cas d'avortements chez les filles de moins de 15 ans et chez les 15-18 ans			Annuaire statistique	MS MFSNFAH	
Objectif 2.3 : améliorer la prise en charge et la protection des femmes et des filles dans le contexte de l'insécurité et des changements climatiques						
EA 2.3.1 : les connaissances des hommes et des femmes agents de sécurité et de défense sont améliorées sur la législation nationale, régionale et internationale sur les violences à l'égard des femmes et des filles						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Pourcentage des agents de sécurité et de défense (hommes et femmes) ayant bénéficié de renforcement de compétence sur la législation nationale, régionale et internationale sur les violences à l'égard des femmes et des filles			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre d'agents ayant des compétences pour traiter des cas de violence				MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 2.3.2 : Les femmes et filles ainsi que les hommes/garçons victimes de l'insécurité et catastrophes naturelles recensées bénéficient d'une prise en charge intégrée						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de personnes (H/F) en situation d'insécurité alimentaire			Rapport d'évaluation	MAAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de femmes et filles victimes de violence bénéficiant d'une prise en charge psychosociale et sanitaire ;	228 (2018)		Annuaire statistique	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier

	Pourcentage de femmes et d'hommes dans les camps de déplacés et hors camps			Annuaire statistique	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de militaires (hommes/femmes) déployés au combat bénéficiant de soins post-traumatiques			Annuaire statistique	MDNAC	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 2.3.3. Les femmes et filles déplacées sont protégées contre les violences sexuelles et physiques						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de femmes et filles victimes de violences sexuelles			Annuaire statistique	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de cas ayant des suites judiciaires satisfaisants			Annuaire statistique	MJ	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
Objectif 2.4 : promouvoir l'élimination des pratiques traditionnelles néfastes						
EA 2.4.1: la pratique des mutilations génitales féminines est réduite						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Taux de prévalence de la pratique de l'excision chez les filles de 0-14 ans	11,3% (EMC 20015)	7,4%	Rapport d'enquête	INSD	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux de prévalence de la pratique de l'excision chez les femmes de 15-49 ans	67,6 % (EMC 2015)	46,56%	Rapport d'enquête	INSD	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 2.4.2: les populations pratiquent moins le mariage d'enfants et le mariage forcé						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Taux de prévalence de la pratique du mariage d'enfants	51,3% (EMC 2015)		Rapport d'enquête	INSD	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier

	Nombre de cas de mariages forcés (y compris le rapt)	939 (2018)	662	Annuaire statistique	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de cas de mariages par le lévirat			Annuaire statistique	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 2.4.3: la spoliation des veuves et orphelins n'est plus pratiquée dans le pays						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de victimes de spoliation traités par la justice (veuf/veuve).			Annuaire statistique	MJ	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre d'orphelins victimes de déscolarisation			Annuaire statistique	MENAPLN	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
AXE 3 : Autonomisation économique des femmes						
Objectif 3.1 : améliorer l'accès des femmes et des jeunes filles à la terre et aux technologies de production, de transformation et de conservation ainsi qu'aux financements ;						
EA.3.1.1 : les femmes et hommes ont un égal accès à la terre						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion de femmes ayant un libre accès aux PFNL			Annuaire statistique	MEEVCC	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Proportion des superficies aménagées et irriguées attribuées aux femmes et aux hommes	46% (2016)		Rapport d'étude	MAAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA.3.1.2 : les femmes et les filles ont davantage accès aux nouvelles technologies appropriées de production, de transformation, de transport et de communication						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques

	Taux d'accès aux technologies de production, de transformations efficaces et durables (hommes/femmes)			Annuaire statistique	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de femmes et des filles chefs d'entreprises participants à des foires et rencontres d'affaires au niveau national et international			Annuaire statistique	MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux d'accès des femmes aux TIC.			Annuaire statistique	MDENP	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier

Objectif 3.2 : Promouvoir l'entrepreneuriat féminin

EA 3.2.1 : Les mesures incitatives favorables au développement de l'entrepreneuriat féminin sont appliquées

Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion des entreprises créées par les femmes	18,68 (2018)		Rapport d'activités	CEFORE/MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux de viabilité des entreprises des femmes et des hommes			Rapport d'activités	CEFORE/MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux d'intérêt appliqué aux prêts des hommes et des femmes			Rapport d'activités	MINEFID	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier

EA 3.2.2 : Les entreprises des femmes sont diversifiées en fonction des différents secteurs et domaines économiques

Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion d'entreprises innovantes créées par les femmes et filles dans les différents secteurs économiques			Rapport d'activités	CEFORE/MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Proportion de femmes et d'hommes dans le commerce import/export (grossistes/détaillantes)			Annuaire statistique	MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier

	Nombre de femmes sur les plateformes de e-commerce			Annuaire statistique	MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA.3.2.3 : Les activités entrepreneuriales des femmes à fort potentiel de création d'emplois et de revenus sont valorisées						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion de femmes travaillant dans les filières traditionnelles			Rapport d'activités	CEFORE/MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de produits des femmes labélisés			Annuaire statistique	MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de participation aux foires continentales et internationales (homme/femme)			Annuaire statistique	MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
Objectif 3.3 : renforcer l'accès des femmes aux financements et aux emplois décents et durables						
EA.3.3.1 : les femmes et hommes ont un égal accès aux crédits des banques des IMF et des Fonds Nationaux						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion de femmes et d'hommes disposant d'un compte bancaire			Annuaire statistique	MINEFID	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux d'accès des femmes et des hommes aux crédits	Femme 8% et Homme 15% (EICVM 2009)		Annuaire statistique	MINEFID	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Volume des crédits alloués aux femmes et aux hommes par les banques, les IMF et les fonds nationaux.			Annuaire statistique	MINEFID	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 3.3.2 : Les entreprises créées par les femmes sont performantes et viables						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques

	Taux de création des entreprises (homme/femme) par an			Rapport d'activités	CEFORE/MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Le taux de viabilité des entreprises créées par les femmes et filles c			Rapport d'activités	CEFORE/MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA.3.3.3 : L'accès des femmes et jeunes filles aux emplois est amélioré dans le secteur public et privé						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Le pourcentage de femmes ayant accès à des emplois dans l'administration publique et locale	35,13% (2019)		Annuaire statistique	CARFO/MFPTPS	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Pourcentage de femmes ayant accès à des emplois décents dans le secteur privé	23,17% (2019)		Annuaire statistique	CNSS/MFPTPS	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 3.3.4 : Les femmes et les filles ont accès à des emplois productifs et décents						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion de femmes et les hommes ayant des emplois de plus de 5 ans dans l'économie formelle			Annuaire statistique	MCIA	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Proportion de femmes et filles dans emplois non décents			Annuaire statistique	CNSS/MFPTPS	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
AXE 4 : participation, représentation et influence politique égale						
Objectif 4.1 : Développer le mouvement féminin et le leadership des femmes à tous les niveaux en incluant les jeunes filles						
EA 4.1.1 : les capacités des femmes et filles sont renforcées en leadership féminin et en développement personnel pour défendre leurs droits humains fondamentaux						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion de femmes et filles leaders engagées dans la promotion des droits des femmes			Rapport d'enquête	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible

						adhésion des acteurs et le risque financier
	Pourcentage d'organisations féminines dynamiques engagées pour l'égalité de genre			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Proportion de jeunes filles de moins de 18 ans dans les organisations féminines			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre d'associations de filles créées ou existantes pour défendre leurs droits catégoriels			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA 4.1.3 : la participation égale des hommes et des femmes à la mise en œuvre des programmes et projets de développement au niveau central, local et communautaire est effective						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de femmes ayant accès à l'information sur les projets et programmes mis en œuvre			Rapport d'enquête	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Taux de participation des femmes aux activités des programmes et projets mis en œuvre et le nombre de femmes participant à la prise de décision lors de la mise en œuvre des programmes et projets.			Rapport d'enquête	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
Objectif 4.2 : Promouvoir la participation des femmes et des filles aux sphères de décisions et aux instances électives et nominatives						
EA 4.2.1 : La participation politique des femmes est renforcée						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion de femmes électrices lors des consultations électorales			Rapport d'activités	CENI	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Pourcentage de femmes et d'hommes sur les listes électorales			Rapport d'activités	CENI	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs

	Proportion des femmes élues aux postes électifs nationaux et locaux	Député 14,17% (2019) Conseillers municipaux 12,68% (2016)	30% 30%	Rapport d'activités	MFSNFAH MATDC	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
EA 4.2.2 : La représentativité des femmes dans les postes électifs s'est accrue						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion des femmes élues aux postes électifs nationaux et locaux			Rapport d'activités	MFSNFAH/MATDC	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
EA 4.2.3 : La contribution des femmes élues à la défense et protection des droits des femmes et filles s'est accrue						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de questions orales ou écrites présentées par les femmes à l'Assemblée Nationale			Rapport d'activités	AN	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
	Nombre de textes et lois votés en faveur des droits des femmes et filles			Rapport d'activités	AN, SGGM	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
Objectif 4.3 : Renforcer l'accès des femmes et des filles aux postes nominatifs dans l'administration						
EA 4.3.1 : la représentativité des femmes dans les postes nominatifs s'est améliorée au sein de l'administration						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Proportion de femmes dans les hautes fonctions de l'état (PM, Ministres, Ambassadeurs, Présidents d'institution, Gouverneurs)			Rapport d'activités	SGCM	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs
	Durée moyenne des mandats des femmes par rapport aux hommes			Rapport d'activités	SGCM	
EA 4.3.2: La contribution des femmes au niveau des postes nominatifs est suivie et valorisée						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de réalisations attribuables aux femmes et hommes occupant des postes décisionnels			Rapport d'enquête	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques et la faible adhésion des acteurs et le risque financier

	Nombre de femmes et hommes distingués pour leurs services à la nation			Rapport d'activités	SGCM	
Axe 5 : Pilotage						
Objectif 5.1 : Développer des initiatives pour une bonne mise en œuvre de la stratégie						
EA.5.1.1 : la stratégie est diffusée et appropriée						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Taux de couverture médiatique des activités			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques, la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de connexions au site web dédié			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques, la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de copies de la SNG diffusées					L'insécurité, les troubles socio-politiques,
EA.5.1.2 : les ressources suffisantes sont mobilisées pour la mise en œuvre de la stratégie						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Taux de mobilisation des ressources pour le financement de la SNG			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques, la faible adhésion des acteurs et le risque financier
Objectif 5.2: promouvoir l'institutionnalisation du genre à tous les niveaux						
EA.5.2.1 : les capacités des différents acteurs sont renforcées sur le genre						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre d'acteurs (hommes/femmes) touchés par les séances d'information/formation			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques, la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA.5.2.2 : les ministères, institutions et les collectivités ont adopté la budgétisation sensible au genre						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques

	Proportion des ministères ayant basculé dans la budgétisation sensible au genre			Rapport d'activités	MINEFID	L'insécurité, les troubles socio-politiques
	Pourcentage de commune appliquant la budgétisation sensible au genre			Rapport d'activités	MINEFID	L'insécurité, les troubles socio-politiques
Objectif 5.3 : mettre en place des mécanismes institutionnels et techniques adéquats de coordination, de pilotage et de suivi-évaluation des initiatives relatives au genre						
EA.5.3.1 : les organes de pilotage et de coordination sont mis en œuvre et fonctionnels						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre d'organes mise en place et fonctionnels			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques, la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de rencontres de concertations et de sessions tenues par an sur les questions genre			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques, la faible adhésion des acteurs et le risque financier
EA.5.3.2 : le suivi et l'évaluation des activités sont effectifs						
Code	Indicateurs d'effet	Valeurs de référence	Cibles finales 2024	Source de vérification	Responsables	Hypothèses / Risques
	Nombre de sorties de suivi par an			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques, la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre d'études réalisées			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques, la faible adhésion des acteurs et le risque financier
	Nombre de rapport d'évaluation soumis aux différentes instances par an			Rapport d'activités	MFSNFAH	L'insécurité, les troubles socio-politiques, la faible adhésion des acteurs et le risque financier

ANNEXE 2 : CADRE DE MESURE DE PERFORMANCE DE LA STRATEGIE NATIONALE GENRE 2020-2024

Axe 1 : Accès égal à la justice et à la protection juridique												
Objectif stratégique 1.1 : Renforcer les instruments juridiques nationaux dans les différents secteurs prioritaires de développement												
Effet attendu 1.1.1 : Les textes juridiques sont adoptés ou relus en vue d'une prise en compte de la spécificité et d'une meilleure protection des droits de femme et de la jeune fille												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de textes juridiques adoptés ou relus en vue d'une prise en compte de la spécificité et d'une meilleure protection des droits de femme et de la jeune fille	Annuaire statistique	MJ, SGGM									
Effet attendu 1.1.2 : De nouveaux textes qui encadrent la modernisation des comportements dans la société sont adoptés (drogue, alcool, prostitution, sexualité précoce des enfants, etc.)												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de textes adoptés par le gouvernement	Annuaire statistique	MJ, SGGM									
Effet attendu 1.1.3 : Une loi relative à l'égalité entre homme femme est élaborée après la constitutionnalisation du genre												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de la loi sur l'égalité entre les hommes et les femmes	Annuaire statistique	MJ, SGGM									
Objectif 1.2 : Veiller à l'application des textes et lois existants contre toutes les violences liées au genre												
Effet attendu 1.2.1: les femmes ont plus accès aux services de la justice												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	

	Taux d'accès des femmes aux services de la justice	Annuaire statistique	MJ									
Effet attendu 1.2.2: les cas de violations des droits des femmes et des hommes sont traités par les services judiciaires												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Pourcentage de femmes et d'hommes victimes de violences satisfaites des services reçus	Annuaire statistique	MJ									
	Nombre de dossiers portant sur des cas de violations des droits des femmes et des hommes traités.	Annuaire statistique	MJ									
Effet attendu 1.2.3 : les violences liées au genre sont réduites												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de femme et hommes victimes de violences	Annuaire statistique	MFSNFAH									
Objectif 1.4 : Veiller à l'application des lois existantes contre les discriminations basées sur le sexe dans les secteurs et domaines prioritaires du développement national												
EA 1.4.1 : Les lois d'orientation des secteurs et domaines prennent en compte l'égalité entre les hommes et les femmes												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de lois d'orientation genre sensibles	Annuaire statistique	MJ									
	Nombre de lois d'orientation révisées	Annuaire statistique	MJ									
EA 1.4.2 : Les normes légales en matière d'égalité hommes femmes sont prises en compte dans les secteurs et domaines prioritaires de développement												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion des secteurs et domaines appliquant les normes d'égalité	Rapport d'évaluation	Spconapgenre/ MFSNFAH									

	Type de mesures prises en faveur de l'égalité											
EA 1.4.3 : Les discriminations sont réduites dans les différents secteurs et domaines du développement												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de faits discriminatoires recensés	Rapport d'évaluation	Spconapgenre/ MFSNFAH									
	Nombre d'actions positives mises en œuvre	Rapport d'évaluation	Spconapgenre/ MFSNFAH									
	Taux d'accès des hommes et des femmes aux prestations	Rapport d'évaluation	Spconapgenre/ MFSNFAH									
Axe 2 : Promotion de l'équité d'accès aux services sociaux de base et à la protection												
Objectif spécifique 2.1: renforcer l'égalité et l'équité d'accès, de maintien et de réussite de la jeune fille et du jeune garçon dans tous les ordres d'enseignement												
EA.2.1.1 : l'égalité et l'équité d'accès des filles et des garçons est assurée												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Indices de parité à tous les niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire, post-primaire, secondaire et supérieur)		MENA	Préscolaire, Primaire (2018) : <u>1</u>								
			MENA	Post-primaire (2018): <u>1,1</u>								
			MESRI	Secondaire (2018): <u>0,7</u>								
EA 2.1.2 : les filles poursuivent autant que les garçons leurs études jusqu'au cycle supérieur												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Taux d'achèvement des jeunes filles par rapport à celui des garçons dans tous les ordres d'enseignement (préscolaire, primaire, post-primaire, secondaire et supérieur)		MENA	Primaire (2018):Garçons <u>58,8%</u> et filles <u>67,6%</u>								
			MENA	Post-primaire (2018): Garçons <u>39,2 %</u> et filles <u>42,21 %</u>								

		Annuaire statistique	;	Secondaire (2018):Garçons 17,7 % et filles 11,9 %								
	Taux de transition (filles-garçons) d'un cycle à l'autre	Annuaire statistique	MESRI									
EA 2.1.3 : les filles réussissent plus dans les filières de formation professionnelles non traditionnelles												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Taux d'accès à l'emploi des étudiants (filles et garçons) après la formation universitaire	Annuaire statistique	MJFEJ									
	Pourcentage d'étudiants (filles/garçons) dans les filières de formation professionnelle	Annuaire statistique	MESRI									
	Le taux d'accès à l'emploi des étudiants (filles et garçons) après la formation professionnelle	Annuaire statistique	MJFEJ									
Objectif 2.2 : améliorer la santé sexuelle et reproductive de la femme et de la jeune fille												
EA 2.2.1 : les connaissances des femmes et des jeunes filles sur la santé sexuelle et reproductive de la jeune fille sont renforcées												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion des femmes et des jeunes filles ayant bénéficié de formation en SSR	Annuaire statistique	MS									
	Proportion des femmes et filles exerçant un pouvoir de décision en santé sexuelle et reproductive	Rapport d'évaluation	Spconapgenre/ MFSNFAH									
	Pourcentage de femmes et filles ayant un pouvoir de négociation sur la SSR	Rapport d'évaluation	Spconapgenre/ MFSNFAH									
EA 2.2.2 : les femmes et les jeunes filles adoptent des méthodes contraceptives												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Taux de prévalence contraceptive chez les couples	Annuaire statistique	MS	25% (2018) tout confondu								

	Taux de prévalence contraceptive chez les jeunes de moins de 15 ans	Annuaire statistique	MS									
	Taux de prévalence contraceptive chez les jeunes de 15 ans à 18 ans	Annuaire statistique	MS									
EA 2.2.3 : La sexualité précoce des enfants et adolescents (filles et garçons) est éradiquée												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion des enfants en activité sexuelle avant 10 ans	Annuaire statistique	MS									
	Proportion d'enfants de moins de 10 à 15 ans actifs sexuellement.	Annuaire statistique	MS									
EA 2.2.4 : Les grossesses précoces et non désirées des filles scolarisées et non sont réduites												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de cas de grossesses non désirées chez les filles de moins de 15 ans et chez les 15-18 ans	Annuaire statistique	MENA									
	Nombre de cas d'avortements chez les filles de moins de 15 ans et chez les 15-18 ans	Annuaire statistique	MS									
Objectif 2.3 : améliorer la prise en charge et la protection des femmes et des filles dans le contexte de l'insécurité et des changements climatiques												
EA 2.3.1 : les connaissances des hommes et des femmes agents de sécurité et de défense sont améliorées sur la législation nationale, régionale et internationale sur les violences à l'égard des femmes et des filles												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Pourcentage des agents de sécurité et de défense (hommes et femmes) ayant bénéficié de renforcement de compétence sur la législation nationale, régionale et internationale sur les violences à l'égard des femmes et des filles			Rapport d'activités	MFSN FAH							
	Nombre d'agents ayant des compétences pour traiter des cas de violence			Rapport d'activités	/MFS NFAH							
EA 2.3.2 : Les femmes et filles ainsi que les hommes/garçons victimes de l'insécurité et catastrophes naturelles recensées bénéficient d'une prise en charge intégrée												

Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de personnes (H/F) en situation d'insécurité alimentaire	Rapport d'évaluation	MAAH									
	Nombre de femmes et filles victimes de violence bénéficiant d'une prise en charge psychosociale et sanitaire ;	Annuaire statistique	MFSNFAH	228 (2018)								
	Pourcentage de femmes et d'hommes dans les camps de déplacés et hors camps	Annuaire statistique	MFSNFAH									
	Nombre de militaires (hommes/femmes) déployés au combat bénéficiant de soins post-traumatiques	Annuaire statistique	MDNAC									
EA 2.3.3. Les femmes et filles déplacées sont protégées contre les violences sexuelles et physiques												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de femmes et filles victimes de violences sexuelles	Annuaire statistique	MFSNFAH									
	Nombre de cas ayant des suites judiciaires satisfaisants	Annuaire statistique	MJ									
Objectif 2.4 : promouvoir l'élimination des pratiques traditionnelles néfastes												
EA 2.4.1: la pratique des mutilations génitales féminines est réduite												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Taux de prévalence de la pratique de l'excision chez les filles de 0-14 ans	Rapport d'enquête	INSD	11,3% (EMC 20015)	9,04%	7,40%						
	Taux de prévalence de la pratique de l'excision chez les femmes de 15-49 ans	Rapport d'enquête	INSD	67,6 % (EMC 2015)	58,60 %	46,56%						
EA 2.4.2: les populations pratiquent moins le mariage d'enfants et le mariage forcé												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)

					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Taux de prévalence de la pratique du mariage d'enfants	Rapport d'enquête	INSD	51,3% (EMC 2015)								
	Nombre de cas de mariages forcés (y compris le rapt)	Annuaire statistique	MFSNFAH	939	717	662						
	Nombre de cas de mariage par le lévirat	Annuaire statistique	MFSNFAH									
EA 2.4.3: la spoliation des veuves et orphelins n'est plus pratiquée dans le pays												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de victimes de spoliation traités par la justice (veuf/veuve).	Annuaire statistique	MJ									
	Nombre d'orphelins victimes de déscolarisation	Annuaire statistique	MENA									
AXE 3 : Autonomisation économique des femmes												
Objectif 3.1 : améliorer l'accès des femmes et des jeunes filles à la terre et aux technologies de production, de transformation et de conservation ainsi qu'aux financements												
EA.3.1.1 : les femmes et hommes ont un égal accès à la terre												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion de femmes ayant un libre accès aux PFNL	Annuaire statistique	MEEVCC									
	Proportion des superficies aménagées et irriguées attribuées aux femmes et aux hommes	Rapport d'étude	MAAH	46% (2016)								
EA.3.1.2 : les femmes et les filles ont davantage accès aux nouvelles technologies appropriées de production, de transformation, de transport et de communication												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Taux d'accès aux technologies de production, de transformations efficaces et durables	Annuaire statistique	MFSNFAH									
	Nombre de femmes et des filles chefs d'entreprises participants à des foires et	Annuaire statistique	MCIA									

	rencontres d'affaires au niveau national et international											
	Taux d'accès des femmes aux TIC.	Annuaire statistique	MDENP									
Objectif 3.2 : Promouvoir l'entrepreneuriat féminin												
EA 3.2.1 : Les mesures incitatives favorables au développement de l'entrepreneuriat féminin sont appliquées												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion des entreprises créées par les femmes	Rapport d'activités	CEFORE/MCIA	18,68(2018)								
	Taux de viabilité des entreprises des femmes et des hommes	Rapport d'activités	CEFORE/MCIA									
	Taux d'intérêt appliqué aux prêts des hommes et des femmes	Rapport d'activités	MINEFID									
EA 3.2.2 : Les entreprises des femmes sont diversifiées en fonction des différents secteurs et domaines économiques												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion d'entreprises innovantes créées par les femmes et filles dans les différents secteurs économiques	Rapport d'activités	CEFORE/MCIA									
	Proportion de femmes et d'hommes dans le commerce import/export (grossistes/détaillantes)	Annuaire statistique	MCIA									
	Nombre de femmes sur les plateformes de e-commerce	Annuaire statistique	MCIA									
EA.3.2.3 : Les activités entrepreneuriales des femmes à fort potentiel de création d'emplois et de revenus sont valorisées												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion de femmes travaillant dans les filières traditionnelles	Rapport d'activités	CEFORE/MCIA									

	Nombre de produits des femmes labélisés	Annuaire statistique	MCIA									
	Nombre de participation aux foires continentales et internationales (homme/femme)	Annuaire statistique	MCIA									
Objectif 3.3 : renforcer l'accès des femmes aux financements et aux emplois décents et durables												
EA.3.3.1 : les femmes et hommes ont un égal accès aux crédits des banques des IMF et des Fonds Nationaux												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion de femmes et d'hommes disposant d'un compte bancaire	Annuaire statistique	MINEFID									
	Taux d'accès des femmes et des hommes aux crédits	Annuaire statistique	MINEFID	Femme 8% et Homme 15% (EICVM 2009)								
	Volume des crédits alloués aux femmes et aux hommes par les banques, les IMF et les fonds nationaux.	Annuaire statistique	MINEFID									
EA 3.3.2 : Les entreprises créées par les femmes sont performantes et viables												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Taux de création d'entreprises (homme/femme) par an	Rapport d'activités	CEFORE/MCIA									
	Le taux de viabilité des entreprises créées par les femmes et filles	Rapport d'activités	CEFORE/MCIA									
EA.3.3.3 : L'accès des femmes et jeunes filles aux emplois est amélioré dans le secteur public et privé												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Pourcentage de femmes ayant accès à des emplois dans l'administration publique et locale	Annuaire statistique	MFPTPS									
	Pourcentage de femmes ayant accès à des emplois décents dans le secteur privé	Annuaire statistique	MJFEJ									
EA.3.3.4 : Les femmes et les filles ont accès à des emplois productifs et décents												

Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion de femmes et les hommes ayant des emplois durables dans le secteur formel et informel	Annuaire statistique	MCIA									
	Proportion de femmes et filles dans emplois non décents	Annuaire statistique	MFPTPS									
AXE 4 : participation, représentation et influence politique égale												
Objectif 4.1 : Développer le mouvement féminin et le leadership des femmes à tous les niveaux en incluant les jeunes filles												
EA 4.1.1 : les capacités des femmes et filles sont renforcées en leadership féminin et en développement personnel pour défendre leurs droits humains fondamentaux												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion de femmes leaders engagées dans la promotion des droits des femmes	Rapport d'enquête	Spconapgenre/ MFSNFAH									
	Pourcentage d'organisations féminines dynamiques	Rapport d'activités	MFSNFAH									
EA 4.1.2 : Les jeunes filles sont impliquées massivement dans les actions de promotion des droits de la femme au Burkina												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion de jeunes filles dans les organisations de femmes	Rapport d'activités	MFSNFAH									
	Nombre d'associations de filles créées ou existantes pour défendre leurs droits catégoriels	Rapport d'activités	MFSNFAH									
EA 4.1.3 : la participation égale des hommes et des femmes à la mise en œuvre des programmes et projets de développement au niveau central, local et communautaire est effective												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	

	Nombre de femmes ayant accès à l'information sur les projets et programmes mis en œuvre	Rapport d'enquête	Spconapgenre/ MFSNFAH									
	Taux de participation des femmes aux activités des programmes et projets mis en œuvre et le nombre de femmes participant à la prise de décision lors de la mise en œuvre des programmes et projets.	Rapport d'enquête	Spconapgenre/ MFSNFAH									
Objectif 4.2 : Promouvoir la participation des femmes et des filles aux sphères de décisions et aux instances électives et nominatives												
EA 4.2.1 : La participation politique des femmes est renforcée												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion de femmes électrices lors des consultations électorales	Rapport d'activités	CENI									
	Pourcentage de femmes sur les listes électorales	Rapport d'activités	CENI									
	Proportion des femmes élues aux postes électifs nationaux et locaux	Rapport d'activités	CENI	Député 14,17% (2019) Conseillers municipaux 12,68% (2016)								
EA 4.2.2 : La représentativité des femmes dans les postes électifs s'est accrue												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion des femmes élues aux postes électifs nationaux et locaux	Rapport d'activités	CENI									
EA 4.2.3 : La contribution des femmes élues à la défense et protection des droits des femmes et filles												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de questions orales ou écrites présentées par les femmes à l'Assemblée Nationale	Rapport d'activités	AN									
	Nombre de textes et lois votés en faveur des droits des femmes et filles	Rapport d'activités	AN									
	Nombre de femmes distinguées pour leurs services à la nation	Rapport d'activités	SGCM									

Objectif 4.3 : Renforcer l'accès des femmes et des filles aux postes nominatifs dans l'administration												
EA 4.3.1 : la représentativité des femmes dans les postes nominatifs s'est améliorée au sein de l'administration												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion de femmes dans les hautes fonctions de l'état (PM, Ministres, Ambassadeurs, Présidents d'institution)	Rapport d'activités	SGCM									
	Durée moyenne des mandats des femmes par rapport aux hommes	Rapport d'activités	SGCM									
EA 4.3.2: La contribution des femmes au niveau des postes nominatifs est suivie et valorisée												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de réalisations attribuables aux femmes occupant des postes décisionnels	Rapport d'enquête	Spconapgenre/ MFSNFAH									
	Nombre de femmes distinguées pour leurs services à la nation	Rapport d'activités	SGCM									
Axe 5 : Pilotage												
Objectif 5.1 : Développer des initiatives pour une bonne mise en œuvre de la stratégie												
EA.5.1.1 : la stratégie est diffusée et appropriée												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Taux de couverture médiatique des activités	Rapport d'activités	MFSNFAH									
	Nombre de connexions au site web dédié	Rapport d'activités	MFSNFAH									
	Nombre de copies de la SNG diffusées	Rapport d'activités	MFSNFAH									
EA.5.1.2 : les ressources suffisantes sont mobilisées pour la mise en œuvre de la stratégie												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes

												(1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Taux de mobilisation des ressources pour le financement de la SNG	Rapport d'activités	Spconapgenre/MFSNFAH									
Objectif 5.2 : promouvoir l'institutionnalisation du genre à tous les niveaux												
EA.5.2.1 : les capacités des différents acteurs sont renforcées sur le genre												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre d'acteurs (hommes/femmes) touchés par les séances d'information/formation	Rapport d'activités	Spconapgenre/MFSNFAH									
EA 5.2.2 : les ministères, institutions et les collectivités ont adopté la budgétisation sensible au genre												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Proportion des ministères ayant basculé dans la budgétisation sensible au genre	Rapport d'activités	MINEFID									
	Pourcentage de commune appliquant la budgétisation sensible au genre	Rapport d'activités	MINEFID									
Objectif 5.3 : mettre en place des mécanismes institutionnels et techniques adéquats de coordination, de pilotage et de suivi-évaluation des initiatives relatives au genre												
EA.5.3.1 : les organes de pilotage et de coordination sont mis en œuvre et fonctionnels												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre d'organe mise en place et fonctionnels	Rapport d'activités	Spconapgenre/MFSNFAH									
	Nombre de rencontres de concertations et de sessions tenues par an sur les questions genre	Rapport d'activités	Spconapgenre/MFSNFAH									
EA.5.3.2 : le suivi et l'évaluation sont effectifs												
Code	Indicateurs d'effet	Sources	Responsables	Valeurs de référence	Cibles		Réalisations					Cibles atteintes

												(1=Oui, 0=Non)
					2022	2024	2020	2021	2022	2023	2024	
	Nombre de sorties de suivi par an	Rapport d'activités	Spconapgenre/ MFSNFAH									
	Nombre d'études réalisées	Rapport d'activités	Spconapgenre/ MFSNFAH									
	Nombre de rapport d'évaluation soumis aux différentes instances par an	Rapport d'activités	Spconapgenre/ MFSNFAH									

ANNEXE 3 : TABLEAU- RECAPITULATIF DES AXES STRATEGIQUES, OBJECTIFS STRATEGIQUES, EFFETS ATTENDUS ET INDICATEURS

AXES	OBJECTIFS	EFFETS ATTENDUS	INDICATEURS D'EFFETS
Axe 1 : Accès égal à la justice et à la protection juridique 15 indicateurs	Objectif 1 .1: Renforcer les instruments juridiques nationaux dans les différents secteurs prioritaires de développement	EA 1.1.2: Les textes juridiques sont adoptés ou relus en vue d'une prise en compte de la spécificité et d'une meilleure protection des droits de femme et de la jeune fille	Nombre de textes juridiques adoptés ou relus en vue d'une prise en compte de la spécificité et d'une meilleure protection des droits de femme et de la jeune fille
		EA 1.1.3 : des nouveaux textes qui encadrent la modernisation des comportements dans la société sont adoptés (drogue, alcool, prostitution, sexualité précoce des enfants, etc.)	Nombre de textes adoptés par le gouvernement
		EA 1.1.4. Une loi relative à l'égalité entre homme femme est élaborée après la constitutionnalisation du genre	Nombre de la loi sur l'égalité entre les hommes et les femmes adoptée
	Objectif 1.2 : Veiller à l'application des textes et lois existants contre toutes les violences liées au genre	EA 1.2.1 : les femmes ont plus accès aux services de la justice	Taux d'accès des femmes aux services de la justice
		EA 1.2.2 : le traitement des cas de violations des droits des femmes et des hommes par les services judiciaires sont suivis	Pourcentage de femmes victimes de violences satisfaites des services reçus
			Nombre de dossiers portant sur des cas de violations des droits des femmes traités.
		EA 1.2.3 : les violences liées au genre sont réduites	Le nombre de femme victime de violence
	Objectif 1.4 : Veiller à l'application des lois existantes contre les discriminations basées sur le sexe dans les secteurs et domaines prioritaires du développement national	EA 1.4.1 : Les lois d'orientation des secteurs et domaines prennent en compte l'égalité entre les hommes et les femmes	Nombre de lois d'orientation genre sensibles
			Nombre de lois d'orientation révisées
		EA 1.4.2 : Les normes légales en matière d'égalité hommes femmes sont prises en compte dans les secteurs et domaines prioritaires de développement	Proportion des secteurs et domaines appliquant les normes d'égalité
			Type de mesures prises en faveur de l'égalité
		EA 1.4.3 : Les discriminations sont réduites dans les différents secteurs et domaines du développement	Nombre de faits discriminatoires recensés
			Nombre d'actions positives mises en œuvre
			Taux d'accès des hommes et des femmes aux prestations
	Objectif spécifique 2.1: renforcer l'égalité et l'équité d'accès, de maintien et de réussite de la jeune fille	EA.2.1.1 : l'égalité et l'équité d'accès des filles et des garçons est assurée	Indices de parité à tous les niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire, post-primaire, secondaire et supérieur)

<p>Axe 2 : Promotion de l'équité d'accès aux services sociaux de base et à la protection</p> <p>27 in</p>	<p>et du jeune garçon dans tous les ordres d'enseignement</p>	<p>EA 2.1.2 : les filles poursuivent autant que les garçons leurs études jusqu'au cycle supérieur</p>	<p>Taux d'achèvement des jeunes filles par rapport à celui des garçons dans tous les ordres d'enseignement</p>
		<p>EA 2.1.3 : les filles réussissent plus dans les filières de formation professionnelles non traditionnelles</p>	<p>Taux d'accès à l'emploi des étudiants (filles et garçons) après la formation universitaire ;</p>
			<p>Pourcentage d'étudiants (filles/garçons) dans les filières de formation professionnelle</p>
			<p>Le taux d'accès à l'emploi des étudiants (filles et garçons) après la formation professionnelle</p>
	<p>Objectif 2.2 : améliorer la santé sexuelle et reproductive de la jeune fille</p>	<p>EA 2.2.1 : les connaissances des femmes et des jeunes filles sur la santé sexuelle et reproductive de la jeune fille sont renforcées</p>	<p>Proportion des femmes et des jeunes filles ayant bénéficié de formation en SSR,</p>
			<p>Proportion des femmes et filles exerçant un pouvoir de décision en santé sexuelle et reproductive</p>
			<p>Pourcentage de femmes et filles ayant un pouvoir de négociation sur la SSR</p>
		<p>EA 2.2.2 : les femmes et les jeunes filles adoptent des méthodes contraceptives</p>	<p>Taux de prévalence contraceptive chez les couples mariés</p>
			<p>Taux de prévalence contraceptive chez les jeunes de moins de 15 ans</p>
		<p>EA 2.2.3 : La sexualité précoce des enfants et adolescents (filles et garçons) est éradiquée</p>	<p>Proportion des enfants en activité sexuelle avant 10 ans</p>
			<p>Proportion d'enfants de moins de 10 à 15 ans actifs sexuellement</p>
		<p>EA 2.2.4 : Les grossesses précoces et non désirées des filles scolarisées et non sont réduites</p>	<p>Nombre de cas de grossesses non désirées chez les filles de moins de 15 ans et chez les 15-18 ans</p>
			<p>Nombre de cas d'avortements chez les filles de moins de 15 ans et chez les 15-18 ans</p>
	<p>Objectif 2.3 : améliorer la prise en charge et la protection des femmes et des filles dans le contexte de l'insécurité et des changements climatiques</p>	<p>EA 2.3.1 : les connaissances des hommes et des femmes agents de sécurité et de défense sont améliorées sur la législation nationale, régionale et internationale sur les violences à l'égard des femmes et des filles</p>	<p>Pourcentage des agents de sécurité et de défense (hommes et femmes) ayant bénéficié de renforcement de compétence sur la législation nationale, régionale et internationale sur les violences à l'égard des femmes et des filles</p>
		<p>EA 2.3.2 : Les femmes et filles ainsi que les hommes/garçons victimes de l'insécurité et catastrophes naturelles recensées bénéficient d'une prise en charge intégrée</p>	<p>Nombre de personnes (H/F) en situation d'insécurité alimentaire ;</p>
			<p>Pourcentage de femmes et filles victimes de violence bénéficiant d'une prise en charge psychosociale et sanitaire ;</p>
			<p>Pourcentage de femmes et d'hommes dans les camps de déplacés et hors camps</p>
			<p>Nombre de femmes et filles victimes de violences sexuelles</p>

17		EA 2.3.3. Les femmes et filles déplacées sont protégées contre les violences sexuelles et physiques	Nombre de cas ayant des suites judiciaires satisfaisants
		Objectif 2.4 : promouvoir l'élimination des pratiques traditionnelles néfastes	EA 2.4.1: la pratique des mutilations génitales féminines est réduite
			Taux de prévalence de la pratique de l'excision chez les filles de 0-14 ans
			Taux de prévalence de la pratique de l'excision chez femmes de 15-49 ans
			EA 2.4.2: les populations ne pratiquent plus le mariage d'enfants et le mariage forcé
			Taux de prévalence de la pratique du mariage d'enfants,
	AXE 3 : Autonomisation économique des femmes et filles	Objectif 3.1 : améliorer l'accès des femmes et des jeunes filles à la terre et aux technologies de production, de transformation et de conservation ainsi qu'aux financements;	Nombre de cas de mariages forcés (y compris le rapt),
			Nombre de cas de mariage par le lévirat
			EA 2.4.3: la spoliation des veuves et orphelins n'est plus pratiquée dans le pays
			Nombre de victimes de spoliation traités par la justice (veuf/veuve).
			Nombre d'orphelins victimes de déscolarisation
		Objectif 3.2 : Promouvoir l'entrepreneuriat féminin	Proportion de femmes ayant un libre accès aux PFNL
			Proportion des superficies aménagées et irriguées attribuées aux femmes et aux hommes
			EA 3.1.1 : les femmes et hommes ont un égal accès à la terre
			EA 3.1.2 : les femmes et les filles ont davantage accès aux nouvelles technologies appropriées de production, de transformation, de transport et de communication
			Taux d'accès aux technologies de production, de transformations efficaces et durables ;
		Objectif 3.3 : renforcer l'accès des femmes aux financements et aux emplois décents et durables	Nombre de femmes et des filles chefs d'entreprises participants à des foires et rencontres d'affaires au niveau national et international
			Taux d'accès des femmes aux TIC.
			EA 3.2.1 : Les mesures incitatives favorables au développement de l'entrepreneuriat féminin sont appliquées
		Objectif 3.3 : renforcer l'accès des femmes aux financements et aux emplois décents et durables	Proportion des entreprises créées par les femmes
			Taux de viabilité des entreprises des femmes et des hommes
			EA 3.2.2 : Les entreprises des femmes sont diversifiées en fonction des différents secteurs et domaines économiques
		Objectif 3.3 : renforcer l'accès des femmes aux financements et aux emplois décents et durables	EA 3.2.3 : Les activités entrepreneuriales des femmes à fort potentiel de création d'emplois et de revenus sont valorisées
			Proportion de femmes travaillant dans les filières traditionnelles
		Objectif 3.3 : renforcer l'accès des femmes aux financements et aux emplois décents et durables	Nombre de produits des femmes labélisés
			EA 3.3.1: les femmes et hommes ont un égal accès aux crédits des banques des IMF et des Fonds Nationaux
			Proportion de femmes et d'hommes disposant d'un compte bancaire,
		Objectif 3.3 : renforcer l'accès des femmes aux financements et aux emplois décents et durables	Taux d'accès des femmes et des hommes aux crédits
			Volume des crédits alloués aux femmes et aux hommes par les banques, les IMF et les fonds nationaux.
		Objectif 3.3 : renforcer l'accès des femmes aux financements et aux emplois décents et durables	EA 3.3.2 : Les entreprises créées par les femmes sont performantes et viables
			Le taux de viabilité des entreprises créées par les femmes et filles

		EA.3.3.3: L'accès des femmes et jeunes filles aux emplois est amélioré dans le secteur public et privé	Le pourcentage de femmes ayant accès à des emplois dans l'administration publique
			Pourcentage de femmes ayant accès à des emplois décents dans le secteur privé
		EA 3.3.4 : Les femmes et les filles ont accès à des emplois décents et durables dans le secteur informel	Types d'emplois occupés par les femmes et les hommes dans le secteur formel et informel
AXE 4 : participation, représentation et influence politique égale 14	Objectif 4.1 : Développer le mouvement féminin et le leadership des femmes à tous les niveaux en incluant les jeunes filles	EA 4.1.1 : les capacités des femmes et filles sont renforcées en leadership féminin et en développement personnel pour défendre leurs droits humains fondamentaux	Proportion de femmes leaders engagées dans la promotion des droits des femmes
		EA 4.1.2 : Les jeunes filles sont impliquées massivement dans les actions de promotion des droits de la femme au Burkina	Proportion de jeunes filles dans les organisations de femmes
		EA 4.1.3 : la participation égale des hommes et des femmes à la mise en œuvre des programmes et projets de développement au niveau central, local et communautaire est effective	Nombre de femmes ayant accès à l'information sur les projets et programmes mis en œuvre
			Taux de participation des femmes aux activités des programmes et projets mis en œuvre et le nombre de femmes participant à la prise de décision lors de la mise en œuvre des programmes et projets.
	Objectif 4.3 : Promouvoir la participation des femmes et des filles aux sphères de décisions et aux instances électives et nominatives	EA 4.3.1 : La participation politique des femmes est renforcée	Proportion de femmes électrices lors des consultations électorales
			Pourcentage de femmes sur les listes électorales
			Proportion des femmes élues aux postes électifs nationaux et locaux
		EA 4.3.2 : La représentativité des femmes dans les postes électifs s'est accrue	Proportion des femmes élues aux postes électifs nationaux et locaux
		EA 4.3.3 : La contribution des femmes élues à la défense et production des droits des femmes et filles	Nombre de questions orales ou écrites présentées par les femmes à l'Assemblée Nationale
			Nombre de textes et lois votés en faveur des droits des femmes et filles
			Nombre de femmes distinguées pour leurs services à la nation
	Objectif 4.4 : Renforcer l'accès des femmes et des filles aux postes nominatifs dans l'administration	EA 4.4.1 : la représentativité des femmes dans les postes nominatifs s'est améliorée au sein de l'administration	Proportion de femmes dans les hautes fonctions de l'état (PM, Ministres, Ambassadeurs, Présidents d'institution)
		EA 4.4.2: La contribution des femmes au niveau des postes nominatifs est suivie et valorisée	Nombre de réalisations attribuables aux femmes occupant des postes décisionnels
			Nombre de femmes distinguées pour leurs services à la nation

10	AXE 5 : pilotage	Objectif 5.1 : Développer des initiatives pour une bonne mise en œuvre de la stratégie	EA.5.1.1 : la stratégie est diffusée et appropriée	Taux de couverture médiatique des activités
				Nombre de copies de la SNG diffusées
				Nombre de connexions au site web dédié,
	10	Objectif 5.2 : mettre en place des mécanismes institutionnels et techniques adéquats de coordination, de pilotage et de suivi-évaluation des initiatives relatives au genre	EA.5.1.2 : les ressources sont mobilisées pour la mise en œuvre de la stratégie	Taux de mobilisation des ressources pour le financement de la SNG
			EA.5.2.1 : les organes de pilotage et de coordination sont mis en œuvre et fonctionnels	Nombre d'organes mise en place et fonctionnels
				Nombre de sessions tenues par an
			EA 5.2.2 : l'institutionnalisation du genre est renforcée	Nombre de sorties de suivi par an
				Nombre d'études réalisées
				Nombre de rapport d'évaluation soumis aux différentes instances
			EA.5.2.3 : le suivi et l'évaluation sont effectifs	Nombre de ministères et d'institutions remplissant au moins cinq principes d'institutionnalisation
				Nombre de ministères et d'institutions publiques et privées et les autres parties (OSC, collectivités) ayant réussi à institutionnaliser le genre

